

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais

MÉDIAS

NICOLAS DE TAVERNOST :
« MES AMBITIONS POUR
BFM ET RMC » PAGE 30



LITTÉRATURE

NOS COUPS DE CŒUR
DE LA RENTRÉE ROMANESQUE

PAGES 16 ET 17

Gaël Faye, Camille Pascal,
Sandrine Collette et Amélie Nothomb.



L'ÉTÉ DU FIGARO

RÉGIS DEBRAY
OU LES
ILLUSIONS
PERDUES
DE LA GAUCHE

« MITTERRAND,
AUJOURD'HUI,
C'EST DE
GAULLE » :
LE RÊVE BRISÉ
DE 1981 PAGE 21

CES RICHES
EXTRAVAGANTS
VENUS
D'AILLEURS

L'INDIEN
MUKESH
AMBANI,
MILLIARDAIRE
SANS LIMITES
PAGE 23

JEUX D'ÉTÉ PAGE 18

FRANCE-RUSSIE

L'arrestation
de Pavel Dourov
ravive les tensions
PAGE 6

CISJORDANIE

Israël a lancé une
opération d'ampleur
dans trois camps
palestiniens PAGE 7

LUXE

Louis Vuitton :
un entretien
avec le PDG PAGE 14

CHAMPS LIBRES

• La chronique
de Luc Ferry
• La tribune
de Vincent Le Biez
PAGE 22

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question
de mercredi :
Les LR doivent-ils
participer
à un gouvernement
de coalition ?

NON
23%

OUI
77%

VOTANTS : 211 901

Votez aujourd'hui sur

lefigaro.fr
Allez-vous suivre
les Jeux paralympiques ?

BONNET/AFIP - MATSAS/LEEXTRA VIA
OPALE/SAGET/AFIP - COEX/AFIP-FAURE

Smartphones, tablettes : vers la fin des écrans au collège

À la rentrée, les élèves de 200 établissements devront laisser leur téléphone portable dans un casier avant d'aller en cours. Une « pause numérique » réclamée par de nombreux parents.

La ministre de l'Éducation nationale, Nicole Belloubet, a annoncé mardi l'expérimentation de l'interdiction du téléphone portable « dans près de

200 collèges » à la rentrée. Dès lundi, les élèves des établissements concernés seront priés de déposer leur appareil dans un casier avant d'aller en cours. Un test d'envergure

avant une possible généralisation de cette « pause numérique » en « janvier 2025 », a indiqué la Rue de Grenelle. Alors que son usage y est officiellement interdit

depuis 2018, le smartphone est pourtant omniprésent dans les enceintes scolaires. Inquiets des effets néfastes de l'utilisation des écrans chez

leurs enfants, certains parents militent depuis de nombreuses années pour les faire bannir et n'ont pas attendu les mesures gouvernementales pour mener des actions collectives en ce sens.

➔ P^{re} AMINE BENYAMINA : « LA LUNE DE MIEL AVEC LES OUTILS NUMÉRIQUES À L'ÉCOLE EST T ERMINÉE »

➔ EN COLONIE OU EN CAMP SCOUT, LA DIFFICILE GESTION DU PORTABLE PAGES 8 ET 9



Dans un discours poignant, l'épouse du militaire tué par un chauffard après un refus d'obtempérer a lancé un appel au sursaut, en fustigeant l'« insuffisance », le « laxisme » et l'« excès de tolérance » de la justice française. PAGE 4 ET L'ÉDITORIAL

ÉDITORIAL par Vincent Trémolet de Villers

Les larmes et la colère

« La France a tué mon mari. Par son insuffisance, son laxisme et son excès de tolérance. La France a tué mon mari. » Depuis qu'ils ont été prononcés, avec dignité et retenue, par la veuve de l'adjudant Éric Comyn, ces mots résonnent comme un reproche terrible et poignant. « Mort par la France », plutôt que « mort pour la France », quand l'épouse d'un militaire arrive à une telle extrémité, inutile d'attribuer ces propos à l'émotion ou à la peine. Derrière les larmes et la colère, c'est le constat implacable d'un échec politique, d'une défaite collective. Celle d'une société incapable de protéger ceux qui la protègent, impuissante à punir ceux qui la menacent.

La vie est faite d'accidents, de tragédies, d'affrontements, encore plus pour ceux qui ont la charge de l'ordre public, mais quand, plus de soixante fois par jour, un conducteur en France refuse d'obtempérer, nous ne sommes plus dans l'ordre de l'événement malheureux, mais dans celui de l'impunité arrogante. Un sentiment de toute-puissance qui repose sur les deux piliers de l'idéologie propagée par la gauche radicale : je ne suis pas coupable, puisque je suis une victime ; la

loi française est illégitime, puisque « la police tue ». Et quand le gendarme ou le policier meurt, aucun comédien, aucun sportif, aucun prédicateur médiatique pour reconforter la veuve et l'orphelin.

Les mots de M^{me} Comyn sont un cri d'alerte dans la surréalité ouatée de cette rentrée. Le manège politique vain et stérile qui nous occupe depuis des semaines n'a malheureusement pas effacé le mal français. À La Grande-Motte, nos compatriotes de confession juive

vivent sous la menace d'un incendie criminel ou d'un coup de hache homicide ; à Grenoble, des narco-trafiquants tirent à balles réelles dans des rues autrefois paisibles ; à Mougins, donc, un multirécidiviste a enlaidi toute une famille parce qu'il ne voulait pas montrer ses papiers. Menace terroriste, antisémitisme, délinquance ordinaire, agressions gratuites, délitement de l'autorité : les causes profondes de l'exaspération des Français n'ont pas disparu. Devant la violence du réel, les combinaisons politiques ont quelque chose de dérisoire ou d'indécents. ■

Entre Mélenchon et Macron, le PS se déchire

Le Parti socialiste se réunit à partir de ce jeudi pour ses traditionnelles universités d'été, à Blois, dans un contexte de tension. La ligne d'union à gauche portée par le premier secrétaire, Olivier Faure, est contestée en interne par plusieurs de ses opposants, qui lui reprochent sa complaisance vis-à-vis de LFI. La décision du parti de quitter les négociations après le rejet par Emmanuel Macron du scénario Lucie Castets fait aussi l'objet de critiques de la part de certains socialistes, qui n'excluent toujours pas un gouvernement emmené par un social-démocrate. PAGES 2 ET 3

CULTIVEZ L'ART DE VOYAGER

Avec Arts et Vie
le n°1 du voyage culturel

- Voyages accompagnés en petits groupes
- Programmes culturels de qualité
- Guides francophones expérimentés
- 98% de voyageurs satisfaits
- Engagés pour un tourisme responsable

DEMANDE DE BROCHURE

Recevez gratuitement notre brochure de voyages Évasion 2025 :

► Par téléphone au 01 64 14 52 97

► Sur internet : en scannant le QR Code

www.artsetvie.com



ARTS ET VIE
VOYAGES CULTURELS



DIOR

YOUR DREAMS MAKE THEM REAL

1^{ER} SEPTEMBRE 2024

DIOR

Le PS fait sa rentrée, miné par les divisions stratégiques

Richard Flurin

Fort de ses 62 députés, le Parti socialiste est redevenu une force centrale à gauche. L'occasion pour certains cadres de rompre

Même lieu, même date, même casting ou presque, mais d'évidence pas les mêmes enjeux. Les universités d'été 2024 du Parti socialiste s'ouvrent ce jeudi à Blois dans un contexte politique électrique. Il y a bien sûr l'interminable attente d'un premier ministre de plein exercice après des élections législatives anticipées à l'issue totalement inattendue, puisque la gauche, unie alors que rien ne le laissait présager, est arrivée en tête. Le jeu de « qui est-ce ? » se poursuit donc, le président de la République ayant décidé en début de semaine de couper court à la candidature de Lucie Castets, portée par le Nouveau Front populaire. Mais il y a aussi, pour les socialistes, des divisions internes de plus en plus saillantes sur la meilleure attitude à adopter dans le bazar ambiant.

Un bureau national du parti a donné le ton en début de semaine. Les opposants internes au premier secrétaire, Olivier Faure, ont fait savoir leur mécontentement, alors qu'ils s'étaient alignés sur ses positions comme rarement ils l'avaient fait à la mi-juillet. À la défense jusqu'au boutiste de l'union des gauches promue par la direction, qui l'oblige à la rupture de communication avec les macronistes, d'autres voix font valoir le devoir de responsabilité d'un parti de gouvernement comme le PS. « Nous devons participer aux discussions (avec le président de la République, NDLR) au plus vite », plaide dans nos pages le premier secrétaire délégué, Nicolas Mayer-Rossignol, et opposant interne à Olivier Faure, en parfait accord avec Hélène Geoffroy, maire de Vaulx-en-Velin, qui dirige un autre courant d'opposition au PS.

La direction du parti, en bonne intelligence avec les députés socialistes, a fini par statuer par consensus sur une position mardi soir : censurer tout gouverne-

ment qui « prolongerait » la politique d'Emmanuel Macron. Un bougé significatif par rapport au communiqué commun du NFP publié la veille, dans lequel les quatre partis de gauche expliquent qu'ils ne participeront à aucune discussion qui ne consiste pas à porter leur candidature unique à Matignon. Il faut dire que, à l'exception notable d'Olivier Faure, qui reste très attaché à la coalition des gauches, de plus en plus de cadres du PS s'accordent sur une ligne « ni Macron ni

« Quand les socialistes cèdent leur leadership, doutent d'eux-mêmes, baissent la tête ou se font des procès en trahison, ils ouvrent un espace à la radicalité qui enlève à la gauche toute chance d'accéder au pouvoir »

François Hollande

Mélenchon », déjà plébiscitée lors de la campagne des européennes.

Le revenant François Hollande, désormais député de Corrèze en plus de son statut d'ancien président, a défendu cette position dans une interview au *Point* mercredi. « Quand les socialistes cèdent leur leadership, doutent d'eux-mêmes, baissent la tête ou se font des procès en trahison, ils ouvrent un espace à la radicalité qui enlève à la gauche toute chance d'accéder au pouvoir », analyse-t-il, en gratifiant au passage Jean-Luc Mélenchon du statut de « fardeau ».

Emmanuel Macron aussi en prend pour son grade. Je ne crois pas à l'alliance avec le centre. Il n'existe pas et, quand il existe, c'est la droite, fusille François Hollande. Il plaide donc pour un PS débarrassé du double joug mélenchoniste et macroniste. Raphaël Glucksmann ne

disait pas autre chose, une semaine plus tôt, dans un entretien au même hebdomadaire : Il faut tourner la page Macron et Mélenchon. »

Ces deux voix ne manqueront pas de se faire entendre lors des universités d'été, où ils ont été l'un et l'autre conviés, malgré des relations fraîches, sinon glaciales, avec Olivier Faure. La fronde engagée par ses opposants se poursuivra. Une

réunion est déjà programmée vendredi matin à Blois avec tout ce que le PS compte d'antimélenchonistes : Hélène Geoffroy, Carole Delga, Nicolas Mayer-Rossignol ou encore Karim Bouamrane. Le but ? « Imaginer la réponse que le parti doit apporter à la crise politique », signale-t-on dans leur entourage. Avec l'envie de voir bientôt advenir une « convention » pour modifier le logiciel

idéologique du parti, rompre définitivement avec la gauche mélenchoniste, avant l'organisation prochaine d'un congrès. La direction du parti serait alors soumise au vote et pourrait changer.

La position des 62 députés socialistes sera particulièrement scrutée à Blois. Ce sont eux, au bout du compte, qui décideront du sort réservé au futur premier ministre nommé par Emmanuel Macron.



Mayer-Rossignol : « On ne peut pas rester les bras croisés et boudier dans notre coin »

Nicolas Mayer-Rossignol est maire socialiste de Rouen et premier secrétaire délégué du PS. Il est l'un des opposants internes à la ligne d'union de la gauche défendue par Olivier Faure.

LE FIGARO. - Estimez-vous qu'Emmanuel Macron s'est rendu coupable d'un « coup de force démocratique » en refusant de nommer Lucie Castets à Matignon ?

NICOLAS MAYER-ROSSIGNOL. - Je parlerais plutôt de déni de démocratie. Qu'on soit clair, la gauche toute seule ne peut pas revendiquer de gouverner puisqu'elle n'a pas la majorité absolue. En revanche, dans n'importe quelle démocratie parlementaire, c'est au bloc arrivé en tête de former un gouvernement et de négocier un accord politique de façon à porter des réformes sur la base de son programme. Emmanuel Macron commet une erreur politique majeure en préemptant le débat à l'Assemblée nationale. Sa prérogative est de nommer qui il souhaite au poste de premier ministre, pas d'anticiper l'attitude des députés vis-à-vis de la personne qu'il a nommée. Son attitude prête à croire qu'il ne veut pas de cohabitation, tout à sa conception jupitérienne de notre République. Sauf que Jupiter, c'est fini. Le macronisme, c'est terminé.

Faut-il pour autant refuser de participer aux discussions sur la nomination du futur premier ministre, comme le préconise votre premier secrétaire, Olivier Faure ?

Notre famille politique a une culture de responsabilité. L'objectif de mon engagement public, ce n'est pas de faire de grands discours dans des meetings, mais de pouvoir améliorer la vie des gens. C'est ce que j'essaie de faire comme maire de Rouen et c'est ce que nous sommes nombreux à essayer de faire au

Parti socialiste dans la diversité de nos mandats et de nos engagements. Or, la politique de la chaise vide défendue par Olivier Faure finit toujours par porter préjudice à celui qui la porte. Si l'on veut traduire en acte le message envoyé par les Françaises et les Français lors des législatives, on ne peut pas rester les bras croisés et boudier dans notre coin. Nous devons participer aux discussions au plus vite.

Les Insoumis, par la voix de Manuel Bompard, ont déjà prévenu que ce serait une « trahison » à leurs yeux. Faut-il prendre le risque de faire voler le Nouveau Front populaire en éclats ? Je me fiche des oukases de La France insoumise. Je n'ai pas de leçons à recevoir de personnalités politiques qui n'ont jamais rien fait d'autre que de brasser du vent sur les estrades ou les plateaux. M. Bompard, il change la vie de combien de personnes ? Il est maire de quelle ville ? Il a porté quelle politique ? Il a amélioré le quotidien de combien de chômeurs ? Zéro. Rien. Mon expérience



STEFANO BELANDINI/ANP

d'élus de terrain m'apprend qu'il faut toujours trouver des compromis si l'on veut faire avancer concrètement les choses

meurs ? Zéro. Rien. Mon expérience d'élus de terrain m'apprend qu'il faut toujours trouver des compromis si l'on veut faire avancer concrètement les choses, prendre ce qui peut être pris, essayer malgré tout. La politique, ce n'est pas des hologrammes, c'est le réel. Cela fonde mon engagement au sein du PS. Je suis profondément de gauche et, je le dis clairement, je n'irai jamais servir la soupe à Emmanuel Macron, mais je fais la distinction entre l'intérêt du pays et l'intérêt du président.

Soutenez-vous l'initiative de La France insoumise qui déposera dans les prochains jours une motion de destitution ?

Je trouve cela ridicule. Le président de la République dispose de la légitimité du suffrage universel, qu'on le veuille ou non. La procédure de destitution à laquelle ils font appel est prévue pour des cas très précis qui ne correspondent absolument pas à la situation actuelle. De toute façon, il n'y a aucune chance de voir leur initiative aboutir. Leur stratégie du bruit et de la fureur dessert la politique et alimente le vote pour le Rassemblement national.

Considérez-vous qu'Olivier Faure doit rester premier secrétaire du PS ?

Ce n'est pas le sujet du moment. Mais quand on est responsable d'un grand parti politique, on doit faire vivre sa démocratie interne. Au PS, il y a des sensibilités différentes qui, sauf erreur

de ma part, représentent une proportion importante, si ce n'est majoritaire, des militants. Il faut faire vivre ce collectif et ne pas faire l'autruche. Nous avons besoin d'un Parti socialiste fort.

Soutiendriez-vous la nomination d'un premier ministre social-démocrate comme Bernard Cazeneuve ?

Bernard Cazeneuve est un homme d'État. J'ajoute que c'est un ami et que c'est un homme libre. Il ne doit rien à personne et il ne demande rien. Je crois que la question n'est pas celle du casting, mais du projet. Si quelqu'un se présente avec des propositions qui vont dans le sens du programme de la gauche, sur les retraites, les salaires, les services publics, nous n'aurions aucune raison de le censurer a priori. Rendre possible la mise en œuvre de réformes de gauche vaut mieux que de ne rien faire et un premier ministre social-démocrate constituerait d'évidence un atout pour cela.

Les 62 députés socialistes partagent-ils votre point de vue ?

Les députés socialistes, comme ceux issus d'autres formations de gauche d'ailleurs, devront se poser une question simple : voulons-nous améliorer la vie des gens et est-ce possible avec ce que nous propose ce nouveau premier ministre ? Tout ce que je dis à ce stade, c'est que s'interdire a priori, par posture, de donner une chance à cela n'est pas ma conception de l'intérêt général. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR R. F.

Censure, destitu

Martin Lagrave

Is ne s'attendaient à rien, mais sont quand même déçus. Après le refus d'Emmanuel Macron de confier les clés de Matignon à Lucie Castets, la candidate désignée par le Nouveau Front populaire (NFP), les différentes composantes de l'alliance des gauches fulminent. Depuis lundi soir, l'ensemble des chefs à plume du NFP redoublent de superlatifs pour dénoncer le « déni de démocratie » du président de la République. Toutefois, les quatre principaux partis de la coalition ne parviennent pas à accorder leurs violons sur la réponse à apporter au chef de l'État.

Vingt minutes après l'annonce du veto d'Emmanuel Macron, c'est Jean-Luc Mélenchon qui – comme souvent – a été le premier à contester la décision. « Le président de la République vient de créer une situation d'une exceptionnelle gravité », a dénoncé le tribun sur son compte X avant d'assurer qu'une « motion de destitution sera(fit) déposée » contre le chef de l'État, ainsi qu'une motion de censure contre le prochain « gouvernement de droite ». Les Insoumis estiment que tout gouvernement autre que celui conduit par la candidate

giques face à Macron et à LFI

définitivement avec la gauche radicale incarnée par Jean-Luc Mélenchon.

Or la menace d'une nouvelle dissolution dans un an, au vu de la configuration ingouvernable de l'Assemblée nationale, ne les encourage pas à rompre avec le reste de la gauche. Les règles des législatures étant ce qu'elles sont, se voir opposer un autre candidat de gauche, en particulier dans certains territoires, conduit assurément ou presque à perdre son siège. « C'est la seule chose qui préoccupe

Olivier Faure (élu dans une circonscription plutôt favorable à LFI, NDLR) et l'unique raison pour laquelle il refuse de rompre avec Mélenchon », veut croire un cadre qui ne porte pas le premier secrétaire dans son cœur.

Au-delà des ambitions personnelles, le Parti socialiste se trouve à un carrefour de son histoire. Une décennie de décapitation a laissé place ces derniers mois à

une reviviscence surprenante, mais salutaire pour la gauche de gouvernement. Un bon score aux européennes, puis un contingent de députés considérablement accru à la faveur des législatives, redonne le goût des convoitises au seul parti de gauche à avoir conquis l'Élysée sous la V^e République. À condition, comme dit un haut gradé du parti à la rose, de « ne pas tout gâcher ». ■



Olivier Faure (au milieu), lors de l'université d'été du Parti socialiste, à Blois, le 26 août 2023.

FACON/REUTERS/AGF

tion, manifestation... Le NFP peine à s'accorder

du NFP doit automatiquement être renversé. Enfin, mercredi matin, les troupes mélenchonistes ont également répondu à l'appel lancé le jour même par l'Union étudiante et l'Union syndicale lycéenne (USL) à une « manifestation contre l'autocratie d'Emmanuel Macron », le 7 septembre prochain. Trois modes de contestation qui sont loin de faire consensus au sein des alliés de LFI.

Deux lignes s'affrontent

« Démettre le président plutôt que nous soumettre » : dès le 18 août, Jean-Luc Mélenchon, Mathilde Panot et Manuel Bompard annonçaient dans une tribune leur ferme intention d'engager une procédure de destitution si le président de la République refusait de nommer Lucie Castets. Si les trois autres composantes du NFP avaient botté en touche dans l'attente d'une réponse du président, désormais que les espoirs de voir leur championne accéder à Matignon sont définitivement éteints, les alliés de LFI ne semblent guère enclins à adopter une telle stratégie. Pour l'heure, hors des rangs mélenchonistes, seule Sandrine Rousseau s'est prononcée en faveur de la destitution, estimant qu'Emmanuel Macron « abuse » du pouvoir qu'il a entre les mains.

Cette réticence s'explique notamment car le processus n'a aucune chance d'aboutir. L'activation de l'article 68 nécessiterait le vote en faveur de la motion de destitution des deux tiers de l'Assemblée et du Sénat réunis en Haute Cour. Impensable au vu des équilibres politiques au sein des deux chambres. Ensuite, car l'enjeu pour les autres composantes du NFP est d'apparaître comme des partis pouvant gouverner le pays, respectueux des institutions. La présidente du groupe écologiste à l'Assemblée, Cyrielle Chatelain, estime qu'un tel stratagème est contraire à l'esprit « parlementariste » de sa famille politique. « C'est une procédure qui revient à rester dans une logique hyperprésidentielle, où il faut changer la personne pour régler les problèmes. » Le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, considère, lui, que la réponse à apporter au président en cas de nomination d'un premier ministre non conforme « à la tradition républicaine est la motion de censure ».

Ainsi, à l'Assemblée nationale, les députés du NFP pourraient engager une motion de censure dite « offensive », prévue à l'article 49.2 de la Constitution et espérer renverser le gouvernement avec l'aide des voix du Rassemblement national. Si, au sein des groupes écolo-

gistes et communistes, cette hypothèse ne semble pas faire débat, les socialistes adoptent une position plus ambiguë. Réunis en bureau national mardi soir, les caciques du parti se sont prononcés en faveur d'une censure « de tout gouvernement qui prolongerait la politique du président ». En interne, deux lignes s'affrontent. D'un côté, les partisans de l'union de la gauche, menés par Olivier Faure, et qui ne souhaitent que la nomination de Lucie Castets. De l'autre, les soutiens de Nicolas Mayer-Rossignol et d'Hélène Geoffroy, en faveur d'un premier ministre social-démocrate comme Bernard Cazeneuve.

À défaut de voter d'une même voix au Parlement, les partis du NFP auraient pu se réunir dans la rue pour manifester le 7 septembre – comme lors de la réforme des retraites. Mais les socialistes devraient faire bande à part. Mardi, le secrétaire général du parti à la rose, Pierre Jouvett, tentait de justifier une position alambiquée : « Nous n'appelons pas à aller dans la rue, à ce stade. Par contre, ce qui est sûr, c'est que s'il doit y avoir des mobilisations de la société civile, elles s'exprimeront, nous les encourageons (...). Mais le Parti socialiste, à ce stade, n'appelle pas à des mobilisations », a-t-il précisé, arguant une question de priorité. ■



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME TABARD

Cette cohabitation que le président veut éviter

Vendredi, ce week-end, lundi ? Huit semaines après le verdict des élections législatives, la désignation d'un premier ministre semble enfin proche. Mais le flou qui entoure cette longue séquence n'est pas uniquement dû à la difficulté à trouver une personnalité qui échapperait à une censure immédiate. Qu'il s'agisse d'un Bernard Cazeneuve – le nom le plus souvent cité parmi les politiques – ou d'un Jean-Dominique Senard – le président de Renault est le nom le plus évoqué parmi les non-politiques –, personne n'aura l'assurance de la longévité. L'incertitude tient tout autant à la lecture institutionnelle de la situation par le chef de l'État.

Faire du refus d'Emmanuel Macron de désigner Lucie Castets un « coup de force » est une aberration. L'article 8 de la Constitution ne fait au président aucune obligation quant au choix du premier ministre, même s'il lui revient ensuite de trouver le soutien minimal au Parlement pour agir. Mais il est faux de prétendre que le chef de l'État s'en est tenu à un constat institutionnel pour écarter la solution présentée par le Nouveau Front populaire. Macron, dans cette séquence, ne se pose pas en simple arbitre ; il agit en politique.

Un arbitre aurait laissé les forces parlementaires dessiner elles-mêmes un arc majoritaire. Or, en justifiant au nom du « front républicain » l'exclusion du jeu du Rassemblement national puis en faisant s'exprimer le rejet d'une solution intégrant La France insoumise, il a réduit le champ des possibles et imposé que toute solution soit compatible avec sa propre vision des choses.

La composition de l'Assemblée nationale fait que l'on ne peut pas parler de « cohabitation », comme en 1986, 1993 et 1997, où François Mitterrand puis Jacques Chirac n'avaient pas eu

d'autre choix que d'accepter la mise en œuvre de politiques clairement opposées à la leur. Mais si personne ne peut revendiquer une victoire claire ni invoquer un supposé « message » des Français issu des élections, il n'y a pas de doute que la majorité macroniste sortante les a perdues. Pour le président de la République, il y a donc une logique politique, à défaut d'une obligation institutionnelle, à permettre la mise en place d'un exécutif qui, aux yeux des Français, ait un parfum de cohabitation. Est-ce l'état d'esprit d'Emmanuel Macron ?

Si le chef de l'État a fini par concéder la défaite de son camp, il a pour obsession d'éviter de voir son bilan détricoté, notamment dans les domaines économique, fiscal et social. De ce point de vue, un accord avec la droite serait une meilleure garantie pour conjurer une abrogation de la réforme des retraites, une augmentation des impôts ou des freins à l'investissement. Mais les échanges avec LR restent réservés et, à l'Assemblée, le compte n'y serait pas. Voilà pourquoi c'est du côté gauche qu'il espère des garanties. Mais le PS peut-il s'entendre avec un bloc central qui resterait dominant – 166 députés – sans obtenir des concessions fortes, donc des renoncements, de la part de Macron ? Et un Cazeneuve peut-il accepter Matignon sans une liberté totale de choix de ses ministres, alors qu'il se dit que le président aimerait conserver quelques sortants de son choix ? Les clarifications restent à faire. ■

ÉCOUTEZ À 8H10

GUILLAUME TABARD
DANS LA MATINALE
DE DAVID ABIKER
avec LE FIGARO



Entre Macron et la droite, le dialogue est au point mort

Claire Conruyt
et Tristan Quinault-Maupoil

Après avoir échangé plus d'une heure avec Emmanuel Macron mercredi matin, lors du second round de négociations pour Matignon, la droite regrette un « entretien décevant ». « Aucune position nouvelle, pas de véritable projet pour les Français ni de vision d'un programme gouvernemental pour les mois à venir », a déclaré Laurent Wauquiez, aux côtés de Bruno Retailleau, patron des sénateurs Les Républicains (LR), et d'Annie Genevard, secrétaire générale du parti. Au chef de l'État d'« assumer ses responsabilités », a poursuivi le patron des députés de la Droite républicaine (DR), et de nommer un premier ministre afin de « sortir de la crise qu'il a lui-même provoquée ». « Nous avons été la seule formation d'opposition constructive », a insisté Laurent Wauquiez. Il n'y a plus aucune raison, maintenant, de procrastiner.

En amont de cet entretien, les ministres issus de la droite ont mis la pression sur LR, alors que le chef de l'État a écarté la nomination d'une figure du NFP à Matignon. D'Aurore Bergé à Gérard Darmanin en passant par Rachida Dati, ils ont multiplié les déclarations invitant leur ancienne famille politique à faire preuve de « responsabilité ». Ce qui fait dire à la droite que « l'objectif de cette nouvelle consultation était en réalité de tordre le bras à LR ». Au sein de la macronie, la configuration parlementaire complexe est parfois vue comme une opportunité pour clarifier la ligne politique de leur famille politique et ne plus avoir à osciller dans le « en même temps ». Qui plus est à l'approche du congrès de Renaissance, attendu cet automne, où il sera forcément ques-

tion des valeurs à défendre jusqu'en 2027.

Mais l'aile droite du parti présidentiel peine encore à trouver des partenaires à LR pour parvenir à la jonction dont ils rêvent de longue date. Et qui, à ce stade, n'est pas près de voir le jour. « Emmanuel Macron a voulu nous emmener plus loin dans la participation à une coalition », au nom du « front républicain » que le chef de l'État estime avoir observé au second tour des législatives anticipées, rapporte Bruno Retailleau. « Mais nous avons une différence de lecture essentielle : le seul message de second tour, c'est que les Français ne veulent pas le Rassemblement national gouverner. »

« Garant et arbitre »

Contrairement au premier entretien, Emmanuel Macron « n'a pas cherché à donner de noms » de potentiels premiers ministres. La dernière fois, ceux de Xavier Bertrand, Valérie Pécresse ou encore David Lisnard (qui se rendra à l'Élysée ce jeudi, en sa qualité de président de l'Association des maires de France) avaient été évoqués. Quand la droite a voulu sonner l'adhésion du chef de l'État au « pacte législatif » du groupe DR, Emmanuel Macron a estimé qu'il n'était pas « acteur » mais « garant et arbitre ». Ce que confirme son entourage : « Le président de la République les a recus en tant qu'arbitre. C'est pour cela qu'il reviendra au premier ministre de parler du fond. »

Faute de réponse claire, donc, la droite persiste et signe : pas de participation au gouvernement, mais un « soutien » apporté aux textes de loi qui « iront dans le bon sens ». Prenant acte de la position des LR, le chef de l'État aurait estimé qu'il serait donc « obligé de se tourner vers la gauche hors NFP pour Matignon », témoigne un proche de Laurent Wauquiez. ■

Derrière la colère de la veuve du gendarme tué à Mougins, un appel au sursaut

Lucas Mélin Nice

Trois rassemblements ont eu lieu ce mercredi, après la mort tragique du militaire, percuté à la suite d'un refus d'obtempérer.

Bouleversée, la veuve du gendarme tué après un refus d'obtempérer a pris la parole, mercredi, à Mandelieu-la-Napoule (Alpes-Maritimes), pour un hommage poignant. Ses mots ont traduit un immense désarroi et une colère profonde. Devant les frères d'armes d'Éric Comyn, 54 ans, brutalement décédé lundi soir, son épouse, Harmonie Comyn, a accusé la France d'avoir tué son mari. Elle l'a répété plusieurs fois, lentement, avec froideur. Inconsolable. « Je l'affirme haut et fort, la France a tué mon mari par son insuffisance, son luxisme et son excès de tolérance », a-t-elle martelé.

Derrière ces propos, qui ont rapidement saisi l'ensemble du pays et sa classe politique, des faits tragiques survenus lundi soir, vers 21 heures, lors d'un banal contrôle routier sur la commune de Mougins, au niveau d'une bretelle vers l'autoroute A8. L'adjudant qui officiait dans la brigade motorisée de Mandelieu depuis 2007 a été violemment percuté par un chauffard. En fuite avec sa berline noire, le suspect a fini par être interpellé à 4 heures du matin. C'est son profil, troublant, qui a provoqué la colère froide de l'épouse du gendarme, deux jours après ce drame. « Comment et pourquoi cet homme multirécidiviste peut-il évoluer en toute liberté ? », s'est emportée Harmonie Comyn.

Âgé de 39 ans, ce Cap-Verdien, en situation régulière sur le territoire français, était « défavorablement connu des services de police et de justice », a indiqué le parquet de Grasse, qui a ouvert une information judiciaire pour « meurtre sur personne dépositaire de l'autorité publique » et « refus d'obtempérer ». Son casier judiciaire fait état de dix condamnations, « principalement pour des atteintes aux personnes et des infractions à la circulation routière », a ajouté le procureur de la République. Ce soir-là, l'homme, qualifié de « criminel » par Emmanuel Macron sur X, était alcoolisé au volant de sa BMW Série 5.

« Pris de panique »

Alors que le parquet a requis son placement en détention provisoire mardi après-midi, certaines de ses déclarations interrogent. Au cours de sa garde à vue prolongée, le chauffard déclare avoir percuté « involontairement » le gendarme et que, « pris de panique », il avait quitté les lieux. « Il affirme n'avoir pas vu le gendarme sur la chaussée », a fait savoir le parquet grasseois.

Dans la suite de son discours, l'épouse meurtrie a été jusqu'à remettre en cause l'abolition de la peine de mort. « 1981 n'aurait jamais dû exister », a-t-elle répété à deux reprises. Avec une triste ironie, elle a alors évoqué « des procédures (judiciaires) tellement bien faites », et la suite d'une histoire qu'elle pense déjà écrite : « déferement immédiat dans l'attente d'être jugé, trois repas chauds, aides sociales », a-t-elle énuméré en comparant cette situation à celles des retraités qui, eux, « doivent potentiellement retravailler pour avoir trois repas par jour ».

Elle a appelé le pouvoir politique à « révéler ouvrir les yeux ». « Nous, on a pris perpétuité », a-t-elle conclu en pensant à ses deux enfants de 12 et 16 ans, orphelins d'un père « attentionné, juste et aimant » et qui devait bientôt prendre sa retraite après trente ans de service. Son émotion et sa colère ont fait basculer cet instant en un appel au sursaut national. « Cette colère ne pas-



La veuve du gendarme tué, Éric Comyn, au côté de Sébastien Leroy, le maire de Mandelieu-la-Napoule, mercredi.

P. LAPOIRIE/PHOTOPOR/NICE MATIN/MAXPPP

sera pas, a réagi Sébastien Leroy, le maire Les Républicains de Mandelieu. Il ne suffira pas de beaux discours, de belles promesses sans lendemain, de phrases toutes faites qu'on entend à chaque fois. Cette fois, il faut des actes », a-t-il lancé. La veille, sur l'antenne locale de BFM TV, l'élu avait appelé à « une sanction automatique » pour des refus d'obtempérer et à « revoir la doctrine de légitime défense et d'autorisation de tir ».

Présent lors de ce rassemblement, le député niçois Éric Ciotti a vu dans ce témoignage « le point de départ de ceux qui attendent autre chose ». « Il faut que ceux qui nous dirigent entendent, écoutent pour enfin sortir de l'immobilisme », a ajouté le président du groupe A droite, qui a proposé avec une nouvelle loi afin de durcir les peines pour les refus d'obtempérer.

En fin de journée, mercredi, un dernier rassemblement a réuni environ 500 personnes devant l'hôtel de ville de Cannes. Le maire, David Lisnard, a déclaré : « Nous n'acceptons plus les ressorts du laxisme qui mènent à ces décès inondés », a-t-il assumé. « L'État doit relever la tête et assumer son rôle : protéger et défendre les Français », avait écrit le second sur X. « Je demande à ce que mes propos ne soient pas utilisés à des fins politiques », avait prévenu Harmonie Comyn avant son discours. Au vu du contexte et de la force de son témoignage, elle n'a pu y échapper. ■

Vers un renforcement de la réponse pénale face aux refus d'obtempérer ?

Jeanne Paturaud

La mort de l'adjudant Éric Comyn à Mougins, décédé ce lundi 26 août après avoir été percuté par un chauffard qui refusait d'obtempérer, a suscité une vague d'émotion et de sidération. L'émotion de la veuve du gendarme, lors de son hommage poignant, conduit naturellement à s'interroger sur l'efficacité des lois en vigueur concernant ce délit routier. 24 heures après le drame, Éric Ciotti a ainsi proposé un texte pour « renforcer la réponse pénale contre les refus d'obtempérer et les crimes et délits contre les forces de l'ordre ».

Concrètement, le président des Républicains et leader du groupe « A droite » à l'Assemblée souhaite augmenter la peine d'emprisonnement de 2 à 3 ans pour les refus d'obtempérer dits « simples », doubler l'amende aujourd'hui fixée à 15 000 euros pour atteindre 30 000 euros ou encore annuler le permis de conduire pour une durée maximale de cinq ans, contre trois aujourd'hui. En cas de refus « aggravé », le groupe propose l'annulation obligatoire du permis de conduire pour une durée de sept ans. Le texte limite également les réductions de peines maximales et introduit des peines planchers « pour les crimes et délits commis contre les agents de la force publique et les pompiers ».

En juillet 2023, Elisabeth Borne, alors première ministre, avait déjà annoncé la création de « l'homicide routier », censé se substituer au délit d'homicide involontaire pour les accidents de la route. Ce texte, annoncé quelques mois après l'accident provoqué par Pierre Palmade, ne concerne pas uniquement les refus d'obtempérer et vise surtout à modifier l'appellation d'homicide « involontaire », qui scandalisait les associations de victimes. Mais au-

delà du champ sémantique, l'exécutif avait surtout espéré que le juge apprécie les faits avec plus de sévérité : la proposition de loi ne modifie pas les peines encourues mais fait du refus d'obtempérer une circonstance aggravante. « Le travail législatif s'est arrêté brutalement. Je souhaite que le texte soit voté avant la fin de l'année, compte tenu de l'actualité », observe Éric Pauget, député LR des Alpes-Maritimes et corapporteur du texte à l'Assemblée nationale.

« Il est déjà très rare pour un automobiliste reconnu coupable, même récidiviste, d'être incarcéré puisqu'une peine d'un an de prison est toujours aménageable. La plupart savent déjà qu'ils n'encourent pas grand-chose »

M^e Rémy Jossemaume

Avocat spécialiste en droit routier

Surtout, l'élu ne ferme pas la porte à un ajout de mesures issues du texte proposé par Éric Ciotti. « Les deux textes pourraient se compléter. Nous pourrions par exemple intégrer, si on le peut juridiquement, des renforcements de peine ou une peine plancher », développe Éric Pauget. Mais le député de droite craint que de telles mesures « ne dissuadent les élus à gauche ». « Le texte de 2023 était transparent, car volontairement édulcoré. La batterie de mesures auxquelles je pense pourrait pousser les députés qui ont une vision différente des refus d'obtempérer », poursuit-il.

Quoi qu'il arrive, le renforcement des peines, ne se traduit que très rarement en jugement plus sévère. « Je ne suis pas sûr que cela ait un impact sur la situation, analyse M^e Rémy Jossemaume, avocat spécia-

liste en droit routier. Il est déjà très rare pour un automobiliste reconnu coupable, même récidiviste, d'être incarcéré puisqu'une peine d'un an de prison est toujours aménageable. La plupart savent déjà qu'ils n'encourent pas grand-chose. » Sur l'idée d'instaurer une peine plancher, le spécialiste tempère également : « C'est difficile d'imposer quelque chose au juge, en particulier sur un acte comme celui-ci, souvent sujet à débat et contestation ».

Dans les faits, M^e Rémy Jossemaume constate que les responsables de refus d'obtempérer préfèrent « prendre le risque de fuir et d'être rattrapés par la police ». « Le plus souvent il s'agit d'automobilistes qui conduisent sous l'emprise d'alcool, de stupéfiants ou qui transportent de la drogue. Ils savent que s'ils sont attrapés, ils perdent leur permis immédiatement ». Et donc, bien souvent, leur moyen de transport pour aller travailler. « La peur de se retrouver sans emploi les conduit à faire un calcul simple : en fuyant et en se rendant au commissariat plusieurs heures après, ils se font simplement sanctionnés pour refus d'obtempérer et ne perdent pas leur voiture », développe l'avocat.

Les chiffres fournis par le ministère de l'Intérieur confirment cette hypothèse. Entre 2016 et 2023, 25 700 délits de refus d'obtempérer routiers ont été recensés en moyenne par an. Mais chaque année, seuls 7 000 font l'objet d'une condamnation. « Les autres ne sont pas poursuivis, pas identifiés ou relaxés... Ce ratio interroge », note M^e Rémy Jossemaume. Si le nombre de refus a diminué de 5 % sur la période, la part de délits aggravés est passée de 16 % en 2016 à 21 % en 2023. « Si nos lois ne dissuadent pas, peut-être qu'il faudrait que les responsables d'homicides routiers répondent de leurs actes aux assises. Cela impliquerait de débloquer des moyens mais cela marquerait aussi un grand coup », suggère l'avocat. ■

Europe 1

7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Retrouvez l'Édito politique à 7h53 avec Alexis Brézet et Vincent Trémolet de Villers du Figaro

ICI NAÏSSENT LES LÉGENDES

PAPREC FÊTE CETTE ANNÉE SES TRENTE ANS.

Parti de loin il y a trente ans, Paprec est désormais un champion européen du recyclage et de la production d'énergies vertes. Il compte 16 000 personnes sur 350 sites dans dix pays.

Le partenaire titre de La Solitaire du Figaro partage les valeurs d'excellence et de dépassement de soi de la course au large. Le groupe soutient les meilleurs marins du circuit depuis deux décennies et ses équipes sont fières de donner leur nom à une course mythique qui a vu émerger les légendes de la voile.



Le fondateur de Telegram présenté à un juge

Cyrille Louis

La garde à vue de Pavel Dourov a été levée mercredi, plus de trois jours après son interpellation à l'aéroport du Bourget.

La garde à vue de Pavel Dourov, fondateur et patron de la messagerie cryptée Telegram, a été levée mercredi en début d'après-midi, mais les soupçons qui le visent demeurent, en fin de journée, assez flous. Au terme d'un interrogatoire qui s'est étendu sur plus de trois jours, l'entrepreneur de 39 ans a été présenté à un juge d'instruction en vue d'une éventuelle mise en examen, puis de son possible placement en détention provisoire. Cette comparution s'est déroulée dans le cadre d'une information judiciaire ouverte le 8 juillet dernier, à l'issue d'une brève enquête

préliminaire diligentée par la section de lutte contre la cybercriminalité du parquet de Paris. La procédure vise douze infractions distinctes, mais on ignore encore quels faits précis sont reprochés à ce ressortissant russe, qui possède également les nationalités française et émérienne.

Interpellé samedi soir par la police aux frontières à l'aéroport du Bourget (Seine-Saint-Denis), où son jet privé venait de se poser en provenance d'Azerbaïdjan, Pavel Dourov a été interrogé par les gendarmes du Centre de lutte contre les criminalités numériques ainsi que par les douaniers de l'Office national antitrafic. Les questions semblent s'être notamment fo-

calisées sur les mécanismes de régulation de la plateforme Telegram, dont le patron se targue de garantir la confidentialité, ainsi que sur son utilisation pour partager des contenus criminels ou délictueux.

Diffusion d'images pédopornographiques

L'information judiciaire, ouverte à l'encontre de plusieurs suspects qui ne sont pas explicitement nommés, porte notamment sur la diffusion d'images pédopornographiques et de produits stupéfiants. Elle vise aussi des faits de complicité d'escroquerie en bande organisée, d'association de malfaiteurs et de blanchiment. Les juges soupçon-

nent notamment les dirigeants de Telegram d'avoir refusé « de communiquer, sur demandes des autorités habilitées, les informations ou documents nécessaires pour la réalisation et l'exploitation des interceptions autorisées par la loi ».

Pavel Dourov a été arrêté en application d'un mandat émis en mars dernier, à l'initiative du parquet de Paris, alors que la plateforme avait laissé « sans réponse » plusieurs requêtes adressées par la justice française. Selon le site Politico, ce document viserait également Nikolai Dourov, frère de Pavel et cofondateur de la messagerie. « À ce stade, la seule personne mise en cause dans ce dossier est Pavel

Durov », précise toutefois une source judiciaire. Le mandat aurait été délégué dans le cadre d'une enquête portant sur la diffusion de matériel pédopornographique.

L'arrestation de Pavel Dourov, qui réside à Dubaï depuis plusieurs années, a suscité de vives réactions à travers le monde. « Telegram se conforme aux lois européennes, y compris le règlement sur les services numériques, son action de modération est dans la norme du secteur », s'est défendu dimanche soir Telegram sur son propre canal, jugeant « absurde de dire qu'une plateforme ou son patron sont responsables des abus » relevés sur la plateforme. ■

L'arrestation de Pavel Dourov ravive les tensions franco-russes

Alain Barluet
Correspondant à Moscou

Quelles étaient les véritables intentions de Pavel Dourov, en embarquant samedi dernier dans son jet Embraer à Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan, pour se rendre à Paris ? Telle est l'une des énigmes que recèle une affaire devenue immédiatement virale, comme il se doit s'agissant d'un géant de la tech, et aux résonances multiples - judiciaires, économiques et même géopolitiques dans le contexte de la guerre déclenchée par la Russie en Ukraine. Le patron de Telegram, créateur en 2013 avec son frère Nikolai de ce qui allait devenir l'une des principales messageries sur internet (actuellement 1 milliard d'utilisateurs), ne pouvait ignorer les risques qu'il prenait en atterrissant en France. Selon plusieurs sources, il aurait d'ailleurs été prévenu, alors qu'il était encore en vol, que les policiers français allaient lui mettre la main au collet.

Son interpellation, samedi soir, à sa descente d'avion, à l'aéroport du Bourget, a provoqué une onde de choc mondiale. Les relations entre la Russie et la France sont à leur « point le plus bas », tonnaient mardi le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov. Auparavant, le Kremlin avait dénoncé une « tentative d'intimidation » et des accusations qui, sauf à être étayées par des preuves très solides, seront considérées comme des « tentatives d'enrayer la liberté de communication ». Un comble lorsqu'on considère à quel point la parole apparaît bâillonnée en Russie : la presse d'opposition a été éradiquée, YouTube a été ralenti, l'accès à Facebook et Instagram sont impossibles, sauf à utiliser un VPN (Virtual Private Network). « Macron et les services de sécurité français ont pris en otage le génie de l'humanité moderne », s'est

exclamé pour sa part le politologue Sergueï Markov, proche du Kremlin.

Des récriminations d'autant plus cocasses que ce sont précisément des proches du Kremlin qui ont mis la main sur VKontakte (le Facebook russe), en 2014, créé quelques années plus tôt par Pavel Dourov et son frère Nikolai. Selon Dourov, le FSB, les services de sécurité russes, avait exigé qu'il divulgue les données personnelles des « communautés » grâce auxquelles les Ukrainiens avaient organisé les manifestations sur la place Maidan, à Kiev. Et c'est encore Moscou qui, en 2018, a voulu bloquer Telegram, excédé par son fondateur peu enclin à fournir les clés de sa caverne regorgeant de données confidentielles.

« Macron et les services de sécurité française ont pris en otage le génie de l'humanité moderne »

Sergueï Markov
Politologue russe

Au lendemain de l'interpellation au Bourget, il était cocasse aussi de voir une poignée de Moscovites venir protester en déposant devant l'ambassade de France des avions en papier - pour rappeler le logo de Telegram, à l'appel du parti « Nouveaux Gens » dirigé par le vice-président de la Douma, Vladislav Davankov. « Liberté, égalité, fraternité - ce ne sont depuis longtemps que des mots vides de sens », proclamait, pour sa part à la télévision, le propagandiste Vladimir Soloviov, chantre de la guerre à outrance contre l'Occident. À Moscou, un parti libertarien (non officiellement enregistré), mouvance antitétiste et ultralibérale dont se réclame Pavel Dourov, vient de déposer une demande d'autorisation pour manifester, le 7 septembre, en défense de fondateur de Telegram...

Quasi instantanément, la sphère des blogueurs « anti-patriotes » russes est en-



Pavel Dourov, fondateur et PDG de Telegram, lors du Mobile World Congress à Barcelone, en Espagne, le 23 février 2016.

trée en effervescence, dénonçant les risques que faisait peser l'arrestation de Dourov sur les échanges confidentiels au sein du gouvernement et de l'armée russes. Les blogueurs pro-Kremlin, dont certains comptent des dizaines de milliers d'abonnés, « sont terrifiés », assure Ivan Filipov, expert de la propagande de Moscou cité par l'AFP, notant qu'un accès du renseignement occidental à la messagerie serait pour eux « un désastre absolu ». Selon le journal Novaya Gazeta, l'armée russe, n'ayant pu acquérir, avant le début de la guerre en Ukraine le 24 février 2024, un réseau de communication sécurisé suffisamment fiable, s'est tournée vers des applications civiles, dont Telegram. « Il s'est avéré qu'il n'y avait pas de fuites dans les chats fermés de Telegram et qu'ils étaient vraiment fiables », relève le journal. D'après le site Meduza, « la plupart des unités des forces armées russes ont des chats sur Telegram où elles discutent de leurs besoins économiques (collecte d'argent pour acheter les fournitures et l'équipement nécessaires, etc.) ». Par ailleurs, complète le site d'informations indépendant, (consultable en Russie... sur Telegram), la plateforme est également utilisée occasionnellement à des niveaux plus élevés de la hiérarchie militaire - par exemple, pour créer des « circuits de reconnaissance - attaque » improvisés.

L'arrestation de Pavel Dourov, qui n'a toujours consenti qu'à une modération à minima des messages échangés sur sa plateforme, viserait-elle à prendre la main sur celle-ci ? Le président de la Douma Viatcheslav Volodine affirme que « Washington est derrière l'arrestation » de Pavel Dourov, et qu'à l'approche de l'élection présidentielle américaine, la Maison-Blanche vise « la surveillance des réseaux sociaux, leur censure totale et leur assujettissement », comme « moyens traditionnels de gestion politique et d'influence extérieure ».

Si ses défenseurs dénoncent une démarche inédite à son encontre, visant une personne physique et non pas seulement morale - « Doit-on incarcérer le pa-

tron de Mercedes pour tout accident impliquant les véhicules de cette marque ? », invoquent-ils en substance -, le refus de Dourov de coopérer est avéré. « Telegram a toujours refusé de coopérer avec des ONG luttant contre la pédopornographie », souligne mercredi la BBC, qui cite plusieurs de ces organisations comme le National Centre for Missing and Exploited Children (NCMEC), établi aux États-Unis, et l'Internet Watch Foundation (IWF), basée au Royaume-Uni.

« Liberté, égalité, fraternité - ce ne sont depuis longtemps que des mots vides de sens »

Vladimir Soloviov
Propagandiste

La France, pour sa part, s'est dotée d'outils de lutte spécialisés et performants, notamment l'office chargé de la lutte contre les violences faites aux mineurs (Ofmin) et le pôle cyber (I3) de la Juralco (Juridiction nationale de lutte contre la criminalité organisée), en point dans cette affaire. Certains services auraient-ils pris le parti de faire du zèle, certes avec de solides arguments, en appréhendant Pavel Dourov à son arrivée inopinée sur le sol français ? L'hypothèse ne peut être exclue - et suscite des débats dans l'administration où certains redoutent les conséquences politiques de la gestion du « cas Dourov ». D'autant que celui-ci s'inscrit en toile de fond de l'emploi-garde entre les autorités européennes et les géants de l'internet, Elon Musk en tête - qui a d'emblée pris la tête de la croisade numérique FreePavel.

Car le retentissement provoqué par l'affaire contredit l'affirmation d'Emmanuel Macron selon laquelle cette dernière n'est « pas politique ». Il ne saurait d'ailleurs en être autrement, dans le contexte de la guerre en Ukraine et des tensions entre Moscou et Paris - parmi les capitales les plus allantes dans le soutien militaire aux autorités

de Kiev. Une situation que Dourov lui-même aura contribué à installer par l'ambiguïté de sa relation avec la Russie. « Il n'y a pas de retour possible. Sur tout après avoir publiquement refusé de coopérer avec les autorités », déclarait-il en avril 2014, après avoir vendu sa participation dans Vkontakte. En guise d'adieu, le jeune patron publiait même un manifeste intitulé « Sept raisons de ne pas revenir en Russie ».

Mais en dépit de ces affirmations, l'indéchiffrable Pavel Dourov s'est rendu à plus de cinquante reprises dans son pays natal, entre 2015 et 2017 et entre 2020 et 2021, selon l'enquête menée par le média d'investigation Histories importantes. Et il se trouve que, chaque fois ou presque, Dourov était présent en Russie à un moment important pour son entreprise. Les rumeurs de son rapprochement et de ses relations avec Moscou sont persistantes, compte tenu notamment de la dimension russeophone de Telegram. De quoi échauffer toutes les hypothèses concernant d'éventuels accords sur des partages d'actifs de l'entreprise (basée à Dubaï), comme cela a été récemment le cas pour le groupe Yandex, géant russe de la distribution dont la société mère était localisée aux Pays-Bas.

Faute de pouvoir cerner avec certitude les intentions de Dourov, du moins doit-on reconnaître que l'homme, qui possède 15 milliards de dollars, est avant tout un pragmatique. En témoignent ses demandes successives de passeports. En 2014, il sollicitait d'abord la nationalité de l'État caribéen de Saint-Kitts-et-Nevis, l'une des plus prisées par les Russes fortunés, puis celle des Émirats arabes unis, en 2021. La même année, il obtenait la nationalité française grâce à une procédure exceptionnelle réservée à des personnalités « méritées » de par leur rayonnement. Il ne s'agissait vraisemblablement pas d'installer son entreprise dans l'hexagone - qu'il n'a pas manqué de fixer pour son régime fiscal - mais pour acquérir le levier d'influence que conserve le drapeau tricolore. ■

QSP VENTES AUX ENCHÈRES PUBLIQUES
01.49.04.01.82 - annonces@osp.fr

74 Vente aux Enchères Publiques par devant le JEX du T.J. de BONNEVILLE - 18 Quai du Parquet, 74130 Bonneville - le JEUDI 10 OCTOBRE 2024 À 14 H. EN UN LOT

À LES GETS (74260) - Le Château, 1174 route de la Turche
Cadastré section D, lieu-dit « Le Château », N° 726 pour 02a 34ca, N° 727 pour 16a 85ca, N° 728 pour 02a 72ca, N° 1567 pour 30ca, soit au total 22a 21ca

UN CHALET à usage d'habitation de 279,88 m² composé :
- Au sous-sol : palier, CAVE, CAVE À VINS
- Au rez-de-chaussée : porche, ski-room, vestibule-dégagement, WC, 2 chambres, 1 salle de bains, 1 salle d'eau avec WC, buanderie, dressing, cuisine ouverte, salon-salle à manger et emplacements dont le montant sera indiqué par l'avocat.

- Au 1^{er} étage : salon, 3 BALCONS, 2 chambres dont 1 avec dressing, 2 salles de bains avec WC, WC, bureau
- Combles : chambre, salle d'eau avec WC

TERRAIN

Il résulte du PVD que le bien dont il s'agit est occupé par les propriétaires.
MISE À PRIX : 850 000 €

Une consignation préalable est obligatoire dont le montant est fixé à **85 000 €** en un chèque de banque libellé à l'ordre de M. LE BATONNIER, outre une somme pour faire face aux frais et émoluments dont le montant sera indiqué par l'avocat.

On ne peut enchérir que par le ministère d'un Avocat du Barreau de BONNEVILLE

Rens. : 1° Maître BURNIER-FRANBORET, du CABINET RIBES ET ASSOCIES, avocat au barreau de BONNEVILLE, Le Panoramic 8 - 3, Rue du Marchal Leclerc, 74300 CLUSES, T. 04 50 98 16 47.
2° La SELARL TMDLS - AVOCATS, prise en la personne de Me Nicolas TAVIEUX-MORO, société d'Avocats inscrite au Barreau de PARIS, demeurant 72, Avenue Victor Hugo - 75116 PARIS T. : 01 47.20.17.48 - www.tmdls.fr ; Mail : ntavieuxmoro@tmdls.fr.

3° Le cahier des conditions de vente peut être consulté au greffe du JEX du T.J. de BONNEVILLE ou il est déposé (RG n° 2110992) ou au cabinet de l'avocat du créancier poursuivant.

VISITE, ASSURÉE PAR L'ETUDE SAGE & ASSOCIES, EST PRÉVUE
LE VENDREDI 27 SEPTEMBRE 2024 DE 11H À 12H



Des soldats israéliens procèdent à l'arrestation d'un Palestinien, mercredi, lors d'un raid dans la ville de Tubas, au sud de Jénine. ISSAM RIMAWI/ANADOLU VIA AFP

Israël a lancé une opération d'ampleur dans trois camps palestiniens de la Cisjordanie

Alice Froussard Envoyée spéciale à Jénine

Mercredi à l'aube, Tsaahal a déclenché au nord de ce territoire occupé sa plus grande offensive depuis la seconde Intifada.

« C'est une journée terrible. Je crois que c'est le plus grand raid dans le camp, et pourtant nous sommes habitués », souffle, dans un message vocal sur WhatsApp, Ismail Hussam. Ce jeune habitant du camp de réfugiés de Jénine n'a pas l'intention de sortir de chez lui. Il a déjà été blessé il y a quelques mois – une balle d'un sniper israélien lui a transpercé les poumons – et il est encore en convalescence.

Ce Palestinien de 26 ans entend les explosions à proximité depuis le petit matin, et les échanges de tirs nourris. De son domicile en haut du camp, où il est retranché, loin des fenêtres, il ne voit pas les bulldozers mais les entend. « À chaque fois, c'est la même chose. Les raids sont de pire en pire. Nous espérons juste que cela ne va pas durer des jours, car c'est invivable », dit-il.

Ce mercredi 28 août à l'aube, les soldats israéliens et leurs colonnes de blindés ont conjointement fait irruption dans trois camps de réfugiés palestiniens du nord de la Cisjordanie : à Jénine, mais aussi à Tulkarem et à Tubas. Une attaque qui semble avoir été planifiée depuis des semaines, la plus importante depuis 2002, lorsque les soldats de Tsaahal ont mené des raids dans différentes villes de Cisjordanie occupée lors de la seconde Intifada.

À Jénine, toutes les entrées de la ville ont été fermées dès 3h42. La ville vit un siège militaire complet, le camp de réfugiés est inaccessible. « L'eau et l'électricité ont été coupées, mais c'est revenu ensuite. Pour communiquer, c'est vraiment 50/50 », poursuit Ismail. L'hôpital gouvernemental de la ville est encerclé de troupes israéliennes. « L'armée a menacé de le prendre d'assaut », affirme le gouverneur de la ville, Kamal Abu al-Rob.

Pourtant, lundi lors de notre visite, les ruelles du camp de réfugiés de Jénine étaient calmes. Presque trop il est vrai, estimant les rares habitants sortis faire leurs courses. Dans cet agglomérat de béton misérable – où se massent sur un demi-kilomètre carré les 14 000 descendants des réfugiés de la Nakba, l'exode palestinien de 1948 – les traces des com-

bats réguliers avec l'armée israélienne sont partout.

Les fenêtres des appartements sont brisées, quasiment toutes les façades des murs sont criblées d'impacts de balles, et les routes ne sont plus qu'une étendue de sable avec des montagnes de gravats entrecroisés sur les bas-côtés. Rares sont les endroits épargnés par les bulldozers, ces monstres de 60 tonnes détruisant tout

« À Jénine, dans chaque famille, sans exception, il y a au moins un blessé, un martyr, un prisonnier. Quand ce n'est pas les trois à la fois. Alors oui, se battre, c'est le faire pour notre liberté, pour notre pays, la Palestine, pour notre peuple et notre dignité »

Abu Bahaa

Combattant des Brigades de Jénine

sur leur passage. « Tout le monde est tétanisé à l'idée d'être surpris par l'armée », soupire, lundi, Siham Shalabi dans son atelier de couture, au milieu du camp que même ses clients les plus fidèles ont déserté.

« Avant, nous avions une belle vie ici », regrette la mère de famille, nostalgique, qui ne pouvait s'arrêter de parler. Elle raconte comment sa maison a été prise pour cible et détruite en partie, lors d'un raid précédent. Comment chaque soir, avec son mari et ses deux adolescents de 17 et 15 ans, elle part dormir chez son frère dans la ville de Jénine, « histoire d'être hors du camp par précaution ». Elle décrit la boule qu'elle a continuellement dans la gorge, son hypervigilance permanente, la peur pour ses enfants, « parce qu'ils sont grands et ils ont l'air d'être des adultes », et les discussions et échanges « qui lui font du bien » dans le centre communautaire pour les femmes du camp. « De toute façon, les soldats détruisent tout : nos infrastructures mais aussi nos espoirs. Ils ne respectent personne et la propagande israélienne, c'est de dire que Jénine est comme

Gaza. Mais ça n'a rien à voir : regardez, le camp a des airs fantomatiques. Tout le monde a peur. Et la plupart des combattants ont été tués. »

La ville de Jénine – et particulièrement son camp de réfugiés – se noie dans les deuils. Depuis le printemps 2022, après une série d'attaques contre des civils et des soldats israéliens, revendiquées par des combattants locaux, les raids s'y sont succédés. Mais si le désespoir s'est épaissi, la lutte armée, elle, s'est musclée. Les nouvelles générations de combattants viennent de cette jeunesse sans espoir ni travail – celle qui n'a connu que de fausses promesses d'une Autorité palestinienne dépassée, atone et corrompue, et toujours plus de répression.

L'avant-veille de ce raid israélien de grande ampleur, devant une mosquée du camp, sur laquelle a été accroché un portrait d'Ismail Haniyeh – leader de la branche politique du Hamas assassiné d'une frappe le mois dernier à Téhéran – quelques jeunes fumaient des cigarettes, nonchalants, avachis sur des chaises en plastique. À la ceinture de l'un d'eux, un talkie-walkie qui résonne en permanence. Deux autres portent des fusils automatiques en bandoulière. Un quatrième fait des tours de quartiers en scooter. Tous scrutent, méfiants, quoique s'aventurent dans les ruelles du camp, et tous arborent le même look « de la résistance » : casquette vissée sur la tête, surêtement noir de la tête aux pieds et barbe de trois jours parfaitement dessinée. Abu Bahaa* regarde vers le ciel, sourcils froncés, comme pour vérifier qu'il n'y a pas de drones à proximité. On lui demande s'il a peur. « Quand on est combattant, la peur n'existe pas », rétorque le jeune de 27 ans. Lui a choisi « le chemin de la résistance » depuis 2017, après avoir été derrière les barreaux.

Trois ans dans une prison israélienne, une première arrestation quand il n'avait que 15 ans, et une détermination à ne « plus se laisser faire ». Ces derniers mois, il a perdu plusieurs de ses proches ou des membres de sa famille, tués par des snipers israéliens ou dans des attaques de drones. Son frère a été arrêté, il est resté des mois en détention administrative. « À Jénine, dans chaque famille, sans exception, il y a au moins un blessé, un martyr, un prisonnier. Quand ce n'est

pas les trois à la fois. Alors oui, se battre, c'est le faire pour notre liberté, pour notre pays, la Palestine, pour notre peuple et notre dignité », détaille-t-il. Il ajoute que les combattants des Brigades de Jénine se battent tous ensemble, pour assurer que les frictions entre le Hamas, le Djihad islamique ou le Fatah ont été dépassées.

Un autre jeune, au volant de sa BMW, l'interpelle, se gare, et sort de la voiture, avec dans le dos un immense fusil M4 muni d'une lunette de précision. Abu Bahaa* le félicite : ce combattant vient d'être père. « Même si on choisit la résistance, ce qu'on aime par-dessus tout, c'est la vie », lâche le nouvel arrivant. « Au fond, nous continuons ce que n'ont pas réussi les autres générations avant nous. Si nous ne parvenons pas à la libération, la génération future le fera. » Autour d'eux, un attroupement s'est formé. Des enfants les regardent, admiratifs.

Tous ces jeunes ont cette même grille de lecture : plus les raids israéliens s'intensifient, plus la résistance armée gagnera en effectifs. « Personne ne vient les recruter, les jeunes viennent d'eux-mêmes, exaspérés par la situation », précise Abu Shaqra*.

« On est passé à un cran supplémentaire. Les Israéliens utilisent toutes les armes qu'ils peuvent pour nous éliminer : des snipers, des drones, des tanks, des bombes incendiaires sur les maisons »

Abu Shaqra

Leader des Brigades de Jénine

mes, exaspérés par la situation », précise Abu Shaqra*. Ce leader des Brigades de Jénine reçoit dans le salon d'une maison dont les entrées sur le camp ont été bâchées, pour empêcher la surveillance des drones. Il soulève son pantalon à poche et montre sa jambe couverte de shrapnel. « À trois reprises, ils ont essayé de me tuer. Ça, c'est les éclats des explosions de drones. »

Pas plus alarmiste que les autres, Abu Shaqra remarquait néanmoins la pression grandissante de l'armée israélienne. « On est passé à un cran supplémentaire.

Les Israéliens utilisent toutes les armes qu'ils peuvent pour nous éliminer : des snipers, des drones, des tanks, des bombes incendiaires sur les maisons. »

Jusqu'à ce mercredi, la Cisjordanie vivait sous la menace de raids violents de l'armée israélienne, pendant quelques heures ou de quelques jours. Ces raids étaient toutefois d'une intensité croissante, parfois accompagnés de tirs de drones, le plus souvent de destructions massives des infrastructures, d'arrestations ou de fouilles des habitations. C'est une guerre larvée que mène Israël contre les camps de réfugiés palestiniens, loin de l'attention médiatique accaparée par les destructions massives dans la bande de Gaza.

Mais dans les camps palestiniens de Cisjordanie, les établissements de santé n'étaient pas non plus épargnés, les hôpitaux n'étaient plus des endroits sécurisés. Les comités locaux ne reconstruisent plus, persuadés qu'une fois refaites ou réparés, les routes, les fils électriques ou les canalisations seront à nouveau détruits. En l'espace d'un an, le camp de réfugiés du Noor al-Shams, à Tulkarem, s'est transformé en un champ de ruines, inhabitable. Les incursions israéliennes se sont également multipliées dans le camp d'al-Faraa, à Tubas, une ville qui n'était pourtant pas spécialement connue pour sa résistance armée.

Mais ce qui s'est passé mercredi, « ce ne sont pas des raids simultanés, c'est un acte de guerre », tempère le président de l'Initiative nationale palestinienne, Mustafa Barghouti. Dans un communiqué, l'organisation de défense des droits des Palestiniens, al-Haq, estime que « cette attaque militaire d'Israël, de grande ampleur, contre les gouvernorats du nord de la Cisjordanie doit être analysée en ayant en tête les intentions des Israéliens, à savoir l'expulsion définitive des Palestiniens et la volonté de créer davantage de colonies israéliennes ».

De son côté, le gouvernement israélien a tenu des propos d'une extrême fermeté. Le ministre israélien des Affaires étrangères, Israël Katz, a estimé qu'Israël doit faire preuve dans ces camps de réfugiés de « la même détermination qu'à Gaza », sans exclure « l'évacuation temporaire des résidents palestiniens ». ■

*Les noms ont été changés.

Smartphones, tablettes : à l'école, la chasse aux écrans est ouverte

Caroline Beyer

À partir de lundi, les élèves de 200 collèges devront laisser leur téléphone portable dans un casier avant d'aller en cours. Réclamée par de nombreux parents, cette « pause numérique » pourrait être généralisée dès 2025.

On en oublierait presque que l'utilisation du téléphone portable est officiellement interdite au collège depuis 2018. Mardi 27 août, la ministre de l'Éducation démissionnaire, Nicole Belloubet, a annoncé que 200 collèges allaient expérimenter la « pause numérique ». Les élèves seront priés de déposer leur smartphone dans des casiers avant d'aller en cours. L'idée est venue du terrain, où des chefs d'établissement, à Lorient ou dans le Gard, ont déjà développé ce système. Sans attendre les « annonces » ministérielles, pour l'heure toutes symboliques.

En mai, Nicole Belloubet avait déjà évoqué ces fameux casiers, au lendemain du rapport de la commission écrans qu'Emmanuel Macron avait chargée de plancher sur l'exposition des enfants et adolescents aux écrans. Les experts avaient posé les jalons d'une nouvelle interdiction, en recommandant de bannir le smartphone avant 11 ans et les réseaux sociaux avant 15 ans.

Pour Marie-Alix Le Roy, fondatrice du groupe Facebook « Parents unis contre les smartphones avant 15 ans », c'est le signe que les temps ont changé. « Quand j'ai créé ce groupe il y a cinq ans, nous n'étions pas nombreux à parler d'une interdiction jusqu'à l'âge de 15 ans. J'ai tellement entendu qu'il fallait "vivre avec son temps" ! », se souvient cette publicitaire, qui a lancé le groupe après cette question de sa fille, alors en CM1 : « Maman, ça veut dire quoi : "sucer le bip" ? » « La directrice a mené son enquête. Un petit garçon avait vu un film porno avec son cousin », raconte la mère de famille solo.

À l'époque, elle pose frontalement le sujet de l'exposition des enfants à la pornographie. Mais se heurte à une pudique frilosité. « Aujourd'hui, les parents ont pris conscience de la dangerosité de ces contenus accessibles. Mais ce qu'ils imaginent est au-dessous de la réalité », affirme-t-elle. Le groupe Facebook compte désormais 19 000 abonnés. Les pères, encore rares il y a quelques années, y sont de plus en plus présents. Beaucoup de parents y témoignent de leur décision de supprimer l'objet de tous les dangers avant 15 ans. Marie-Alix Le Roy veut croire à « une marche arrière » générale. Même si son indignation contre « le puissant lobby du porno » et « ces contrôles parentaux qui nécessitent d'avoir un bac + 5 pour être compris » n'a pas faibli.

En mai, dans leur rapport de 140 pages, les dix experts de la commission écrans avaient fait état d'« un consensus scientifique net » sur « les conséquences néfastes des écrans sur plusieurs aspects de la santé somatique des enfants et des adolescents ». Ils rappelaient la forte exposition des 11-18 ans à des contenus pornographiques, violents et haineux (7 sur 10, selon l'enquête de l'association Génération numérique de février 2023), sur internet et les réseaux sociaux. Pointant des « services prédateurs », basés sur une « conception addictogène et enfermante », ils appelaient à « l'ensemble de la société » – « parents, enseignants, créateurs de contenus, administrations » – à « s'engager ». Le président Macron donnait alors un mois au gouvernement pour « traduire en action » les recommandations. Là, la dissolution a emporté avec elle ces belles paroles.

Voilà donc un moment que les parents, en France et en Europe, ne croient plus en la capacité de leurs politiques à agir. Localement, entre eux, dans les écoles

de leurs enfants, certains ont pris les choses en main. Ils espèrent faire tache d'huile. « Si les copains de mon fils n'ont pas de smartphone à l'entrée en sixième, les choses seront plus simples », résume Olivier Le Port. En mars, avec des parents de l'école de ses enfants, il a organisé une conférence sur l'exposition des enfants aux écrans, dans sa commune de Betton, près de Rennes. Face au succès de l'événement, il a lancé en juin, un « pacte » de parents s'engageant à ne pas donner de smartphones à l'entrée au collège et jusqu'à 15 ans. Dans son école, une cinquantaine de signatures ont été recueillies. Décliné en Ille-et-Vilaine, le « pacte smartphone » compte 600 parents signataires. Étendu ensuite à d'autres départements, il a été à ce jour paraphé par 1 500 personnes. « L'idée est de partir de chaque école », explique Olivier Le Port. Sur le site internet dédié, le mode d'emploi est donné. Et l'on y voit une carte de France, où quelque 1 500 points éparpillés renvoient à un établissement scolaire et au nombre de signataires.

Et pourquoi pas à l'échelle européenne ? L'idée de réseaux de parents constitués pour s'attaquer au portable est d'ailleurs partie d'Espagne où, il y a un an maintenant, des familles barcelonaises ont créé le groupe WhatsApp « Adolescence libre de portable ». Le mouvement, qui revendique l'interdiction du portable à l'école avant 16 ans, compte 10 000 membres. En Angleterre ou en Italie, des initiatives comparables ont vu le jour. « En Angleterre, où tous les parents d'élèves sont sur des groupes WhatsApp, les choses sont allées très vite. Deux parents y travaillent à plein temps », ajoute Olivier Le Port. Ce papa engagé dit percevoir aujourd'hui des « signaux positifs faibles ». « Un peu comme pour le changement climatique il y a dix ans. L'inertie risque de créer une génération de crétins violents ! », s'agace-t-il. Les initiatives de parents ont permis de libérer la parole. Beaucoup de professeurs en ont marre d'entendre des téléphones sonner en cours et se désolent des vidéos regardées par les élèves dans les couloirs. »

« Les initiatives de parents ont permis de libérer la parole. Beaucoup de professeurs en ont marre d'entendre des téléphones sonner en cours et se désolent des vidéos regardées par les élèves dans les couloirs »

Olivier Le Port Un père engagé

L'expérimentation de « pauses numériques » lancée en cette rentrée par Nicole Belloubet peut-elle changer fondamentalement la donne ? La ministre démissionnaire est allée jusqu'à évoquer une possible « généralisation dès 2025 ». Dans les collèges et lycées qui l'expérimentent déjà, l'initiative est souvent venue d'un chef d'établissement convaincu, qui a su emporter l'adhésion. « Changer le règlement, ce n'est que le début du travail », explique Grégory Charbonnier, principal du collège Auguste-Brizeux, à Lorient, où, depuis 2022, les portables sont stockés dans des casiers personnels pour la journée. « Il faut communiquer sur la valeur ajoutée de l'interdiction. L'objectif final est d'améliorer le cadre de vie des élèves », poursuit-il.

Pas certain que l'injonction ministérielle à s'équiper de casiers soit ac-



Il n'est pas certain que la « pause numérique » prônée par la ministre démissionnaire de l'Éducation, Nicole Belloubet, soit accueillie favorablement partout. D'autant que, pour financer les casiers destinés à recevoir les téléphones portables, les collectivités locales sont invitées à mettre la main au porte-monnaie.

SEVENTYFOUR/STOCKADOBECOM

cueillie favorablement partout. D'autant que, pour les financer, les collectivités locales sont invitées à mettre la main au porte-monnaie. En parallèle, parents et professeurs sont de plus en plus nombreux à pointer une Éducation nationale « schizophrénique » qui, d'un côté, veut enfermer à double tour les smartphones dans des casiers et, de l'autre, distribue des tablettes numériques, envoie les devoirs sur l'ENT – l'environnement numérique de travail – et fait travailler les élèves sur des manuels numérisés. L'Éducation nationale doit « balayer devant sa porte », avait d'ailleurs lâché Gabriel Attal, le premier ministre – et ex-ministre de l'Éducation –, au lendemain des conclusions de la commission écrans, prévenant que certaines politiques allaient devoir être « repensées ».

Professeur de lettres à Paris, Agnès Fabre constate, pour sa part, « une absence de remise en question de l'école sur le sujet ». Dans son établissement, les tablettes sont arrivées en masse après le Covid. « Les professeurs ont pour consigne d'intégrer le numérique à leurs pratiques. Une injonction non motivée, tout me si l'idée de modernité justifiait tout ! En salle des profs, nous sommes nombreux à penser la même chose », explique-t-elle. En janvier, elle a cofondé le collectif Éducation numérique raisonnée et appelé l'Éducation nationale à s'engager. « Sauf cas particuliers, les élèves doivent lire sur des livres en papier, prendre des notes manuscrites et faire leurs devoirs à la maison sans se connecter à des écrans », résume-t-elle. En six mois, cet appel a été signé par 5 000 professeurs. Sur le réseau social professionnel LinkedIn, un cadre du groupe Axa s'est fait l'écho de cette action. La publication a été partagée plus de 450 fois. « Oui, c'est beaucoup », glisse Agnès Fabre, qui explique par ailleurs être « en contact avec des profs en Espagne ». ■

En colonie ou en camp scout, la

Jeanne Paturaud

À u moment de préparer les bagages pour partir en colonie de vacances dans les Landes, le choix du contenu de la valise de Sacha*, 13 ans, a suscité un grand débat familial. « Tout tournerait autour de mon iPhone. Je voulais le prendre pour garder contact avec ma famille, lui envoyer des nouvelles », affirme l'adolescent en érudant : « Bon, c'était peut-être un peu pour Snapchat et TikTok. » Le collègien, qui s'est bien gardé de développer le second argument auprès de ses parents, a finalement obtenu gain de cause. « Ils ont reconnu que ça me permettrait de prendre des photos et de garder des souvenirs avec mes amis. De mon côté, je leur ai promis de moins l'utiliser que d'habitude », explique Sacha.

Cette discussion autour du téléphone portable en colonie de vacances est devenue incontournable dans beaucoup de familles. « Mes enfants ont chacun un smartphone, et il faut toujours négocier longtemps pour leur enlever des mains avant de partir, note Marie*, mère de deux adolescents. Pour l'instant, j'arrive à tenir, même lorsqu'ils me disent que c'est pour me donner des nouvelles. Si j'ai besoin de lui parler, j'appelle les animateurs directement, comme mes parents à l'époque. C'est important d'avoir ce moment de déconnexion, pour poursuivre cette avocate parissienne.

D'autant que les enfants, même jeunes, passent de plus en plus de temps devant leur écran. En 2022, une étude réalisée par l'agence marketing Heaven et l'association Génération numérique révélait que 87 % des 11-12 ans étaient présents sur les réseaux sociaux et qu'ils étaient 89 % à posséder un smartphone à 12 ans.

« On ne peut pas faire comme si l'on n'y avait pas d'évolution à ce sujet », note l'Union nationale des centres sportifs de plein air (UCPA), qui propose des colonies de vacances depuis les années 1960. L'organisme a depuis plusieurs saisons pris le parti de ne pas in-

terdire les portables. « Notre positionnement diffère pour les 6-11 ans, qui ont le droit de l'utiliser uniquement entre 17 et 19 heures. En revanche, les 12-17 ans ont une totale autonomie dans leur utilisation, sans limite », développe l'UCPA auprès du Figaro. Les smartphones sont même intégrés dans certaines animations afin de « dédramatiser » son utilisation.

Cet organisme n'est pas le seul à appliquer cette politique. Partout sur Instagram ou TikTok, on voit fleurir des vidéos d'adolescents qui filment leurs tenues pour la soirée organisée à la fin du séjour ou qui dansent devant la caméra avec leurs nouveaux amis. Les jeunes ne sont pas les seuls à se mettre en scène : il arrive aussi souvent que les encadrants documentent leur quotidien sur leur compte, en usant par exemple du titre « 24 heures dans ma vie d'animatrice en colo ».

« Ils ralentissent, surtout parce qu'ils ne pourront pas l'utiliser le soir. Mais, à la fin, ils reconnaissent toujours que c'était une bonne chose de s'éloigner des écrans »

Sara Directrice d'une colonie de vacances

Mais la position « proportionnelle » ne fait pas l'unanimité. Sollicités par les parents ou par conviction éducative, certains organismes se sont développés autour d'une proposition de séjour sans téléphone. POP Éducation, par exemple, précise sur son site : « Les jeunes sont encouragés à partir sans leur téléphone. S'ils insistent quand même, nous les informons qu'ils ne pourront y avoir accès que de 18h30 à 19 heures, dans une pièce dédiée (jamais dans les chambres), et que, le reste du temps, ils seront rangés chez les animateurs. »

Même principe pour Croq'Vacances, où l'usage du portable est autorisé une à deux heures maximum pour les enfants, en fonction des directeurs. « Nous voulons faire de la colo un mo-



Amine Benyamina : « La lune de miel avec les outils numériques à l'école est terminée »

Le Pr Amine Benyamina est chef du département de psychiatrie et d'addictologie de l'hôpital Paul Brousse (AP-HP Villejuif). Il a coprésidé avec la neurologue Servane Mouton la commission chargée du rapport « Enfants et écrans. À la recherche du temps perdu », remis au président de la République en avril dernier.

LE FIGARO. - Sommes-nous dans une situation telle qu'il faille aujourd'hui « protéger » à proprement parler les enfants et les adolescents contre les écrans ?

Pr Amine BENYAMINA. - En préambule, il me paraît important de rappeler que le développement très intense qu'ont connu les outils numériques ces dernières années comporte de nombreux aspects bénéfiques. La pandémie nous l'a bien montré. Ils ont par exemple permis aux enseignants de maintenir le lien avec leurs élèves et à nous médecins de continuer à consulter. Mais, comme pour tout progrès technologique, en face des bénéfices, il y a des risques, et cette balance bénéfices/risques ne penche désormais plus du bon côté. Les écrans et, en particulier, les smartphones ont pris une dimension énorme dans la vie des jeunes, où ils écrasent tout. Les nombreuses auditions menées dans le cadre de notre commission nous ont montré à quel point l'attention des jeunes est monopolisée par certains contenus ; ils font d'eux une population littéralement captive, avec en toile de fond une marchandisation de leur attention. Donc oui, il faut agir aujourd'hui pour les protéger des aspects délétères du digital.

Vous êtes spécialiste en addictologie, n'est-ce pas exagéré de comparer les écrans à des produits addictogènes ? Non, je ne crois pas que ce soit exagéré, mais plus que les écrans, ce sont les

contenus qui sont à examiner. L'écran n'est que la bouteille qui contient l'alcool. Il ne fait plus de doute aujourd'hui qu'un certain nombre de contenus sont développés dans le but de stimuler le système de la récompense, tout comme le fait une substance psychotrope. Ils procurent le même type de plaisir et nous voyons des jeunes qui, lorsqu'ils stoppent net la consommation de certains contenus, ont des symptômes qui évoquent un syndrome de sevrage.

Quels sont les contenus les plus nocifs ? Nous avons constaté que les contenus actuellement disponibles sont une sorte d'énorme maelström où le pire côtoie le meilleur. C'est d'ailleurs ce qui rend les travaux de recherche très complexes. Nous avons consacré une part importante de notre travail aux réseaux sociaux, car ce sont eux aujourd'hui qui représentent la plus grande part du temps passé sur les écrans par les adolescents. Les études de qualité sont encore trop peu nombreuses - il faudrait d'ailleurs donner plus de moyens aux scientifiques qui travaillent sur ce sujet - et les résultats sont parfois contradictoires. Notre commission était composée de personnes venant d'horizons très divers et nous avons fonctionné à la manière d'une conférence de consensus pour

établir nos recommandations. Pour les réseaux sociaux de type X, Instagram, Snapchat, TikTok, nous avons conclu qu'il faudrait les éviter au moins jusqu'à 15 ans - l'âge de la majorité numérique - voire jusqu'à 18 ans. L'utilisation intensive de ces réseaux peut être associée chez les jeunes à des symptômes d'anxiété, de dépression, des difficultés d'endormissement, etc. Nous ne pouvons pas affirmer qu'ils créent ces troubles, mais il est certain qu'ils ont un effet de majoration sur les vulnérabilités déjà présentes, or l'adolescence est une période où elles sont loin d'être rares. N'oublions pas que le cerveau ne termine sa maturation qu'aux alentours de 24 ans.

Seriez-vous favorable à une interdiction des portables à l'école ? Ce n'est pas une des 29 recommandations de notre rapport, mais oui, à titre personnel, j'y serais favorable. Ce serait un acte politique et symbolique fort ! Lors des auditions, les parents ont été régulièrement mis en cause par les plateformes et les créateurs de contenus, mais il est malhonnête de faire peser la responsabilité sur leurs seules épaules. Aujourd'hui beaucoup de parents sont dépassés et ils doivent être épaulés. Que dire à un ado de 12 ans à qui on refuse un smartphone et qui répond « tout le monde en a dans ma classe » ? S'il y a une stratégie plus globale qui explique que les écrans ne sont pas toujours nos meilleurs amis, qu'utiliser un smartphone n'est pas anodin, si on explique aussi aux jeunes à quel point leur temps est devenu la marchandise d'un énorme business, alors il sera plus facile aux parents de poser des limites. La lune de miel avec les outils digitaux est terminée. Il faut désormais raisonner leur usage. Les parents doivent certes s'impliquer et donner l'exemple, mais ils doivent être soutenus, et c'est toute la société qui devrait adapter ses usages et son discours sur ces outils. ■

« Il ne fait plus de doute aujourd'hui qu'un certain nombre de contenus sont développés dans le but de stimuler le système de la récompense, tout comme le fait une substance psychotrope »

Pr Amine Benyamina
Chef du département de psychiatrie et d'addictologie de l'hôpital Paul Brousse (AP-HP Villejuif)

difficile gestion du portable

ment de socialisation loin des écrans, et c'est ce que les familles viennent chercher chez nous », affirme l'organisme. Sara, directrice depuis deux ans, y a développé ses propres règles. « J'ai une boîte avec moi destinée aux portables. Le groupe des 6-12 ans doit les y laisser toute la journée et ils peuvent les récupérer une heure pour échanger avec leurs parents. Celui des 10-17 ans peut les garder, mais ils ne doivent pas les utiliser durant les activités et durant les repas. Je les confisque pour la nuit. Cela ne leur laisse qu'une heure ou deux dans la journée », note la responsable. Forcément, le rappel de ces règles le premier jour « suscite toujours des réactions ». « Ils râlent, surtout parce qu'ils ne pourront pas les utiliser le soir. Mais, à la fin, ils reconnaissent toujours que c'était une bonne chose de s'éloigner des écrans », poursuit-elle.

« La colonie de vacances peut être une respiration dans la vie d'un jeune et une aubaine pour sa santé mentale, analyse Anne Sènequier, pédopsychiatre et auteur de *L'Anxiété de mon enfant* (Mango Éditions). La majorité de mes patients sont des adolescents qui passent leur vie sur les réseaux sociaux et qui sont complètement perdus. Ils n'ont plus de passion, plus envie de faire du sport ou de faire des études qui leur plaisent. Se déconnecter durant plusieurs semaines permet de rencontrer d'autres jeunes, de se concentrer sur le concret. » Idéalement, selon la spécialiste, il serait donc pertinent de « laisser son téléphone chez soi ou de ne le sortir qu'en cas d'urgence pour profiter complètement de l'expérience ».

Un idéal difficile à faire respecter, jusque dans les camps scouts, où règne depuis toujours l'interdiction d'utiliser son smartphone au profit d'une immersion totale dans la nature. « Les guides ont de plus en plus mal à laisser leur portable chez elles. C'en est même ridicule puisqu'on constate qu'elles ont partagé du contenu sur TikTok, BeReal ou Instagram, alors même qu'elles nous ont assuré qu'elles étaient venues sans téléphone », souffle Alice, cheffaine depuis cinq ans. « C'est triste parce que cela altère notre confiance envers elles,

mais surtout ça dégrade vraiment l'expérience en camp scout », abonde cette étudiante de 21 ans.

Confronté au même problème Victor, 20 ans, reconnaît être un chef scout « sévère », pour que « tout le monde décroche le plus possible ». « On prend les portables à chaque début de camp et on les rend uniquement lorsqu'ils partent marcher en petit groupe pour qu'ils puissent nous joindre en cas de problème. Certains ont deux téléphones, mais on le découvre vite, et ils ont l'obligation de s'en séparer, développe-t-il. C'est parfois mal compris, mais cette déconnexion leur fait beaucoup de bien. Au début des camps, les discussions tournent autour d'Instagram et des jeux vidéo. À la fin, ils se remémorent surtout les moments forts qu'ils ont vécus ensemble. »

« Il est difficile d'exiger une déconnexion totale d'un enfant qui est scotché à son écran le reste de l'année. Ce n'est pas le rôle de la colonie de vacances, du camp scout ou même du séjour chez les grands-parents »

Anne Sènequier Pédopsychiatre

« Il est difficile d'exiger une déconnexion totale d'un enfant qui est scotché à son écran le reste de l'année. Ce n'est pas le rôle de la colonie de vacances, du camp scout ou même du séjour chez les grands-parents », reconnaît Anne Sènequier. Concrètement, la pédopsychiatre recommande d'exercer un contrôle parental sur les écrans toute l'année pour que ces épisodes sans téléphone soient « acceptés, mais surtout appréciés ». Et, si la réaction à une proposition d'expérience sans portable se traduit en « grande colère ou en angoisse », cela doit « être un signal d'alerte pour les parents. Ils doivent se dire qu'il y a un problème avec la dépendance aux écrans et qu'il faut s'en occuper le plus vite possible. » ■

* Le prénom a été modifié.

Les Ateliers d'écriture
LE FIGARO littéraire

LANCEZ-VOUS DANS LA FORMIDABLE AVENTURE DE L'ÉCRITURE !
LES 07, 14, 21 ET 28 NOVEMBRE ET LE 05 DÉCEMBRE 2024 DE 18H À 21H

GILBERT SINOUE
Auteur

Écrivain et historien, Gilbert Sinoué est l'auteur d'une trentaine d'ouvrages à succès (romans, essais et biographies), parmi lesquels *Le Livre de S. aphix* (Prix des Libraires), *Les Silences de Dieu* (Grand Prix de littérature p. oicière), *Je m'appelle Jeanne d'Arc...* Scénariste et dialoguiste, il a également écrit des chansons pour les plus grands artistes (Dalida, Claude François, Sheila) et co-écrit la série *Les Grands Mythes* diffusée sur la chaîne Arte. Sa générosité et son sens du partage font de lui un excellent maître en écriture.

Crédit photo : Sébastien Soriano

MODALITÉS ET INSCRIPTIONS SUR WWW.LEFIGARO.FR/ECRITURE OU EN SCANNANT LE QR CODE
PLUS D'INFORMATIONS EN ENVOYANT UN MESSAGE À ATELIERSECRITURE@LEFIGARO.FR
LES ATELIERS SE DÉROULENT DANS LES LOCAUX DU FIGARO, À PARIS

ATTENTION, LE NOMBRE DE PLACES EST LIMITÉ !

Le financement des équipements, un véritable casse-tête pour les sportifs paralympiques

Camille Salcedo-Ruiz

Certains athlètes peinent à réunir les fonds pour acquérir fauteuils ou prothèses. Un frein important dans leur progression.

« **C'**est de la débrouillardise. » Membre de l'équipe de France de basket fauteuil, Louis Hardouin, 26 ans, va jouer ses premiers Jeux paralympiques à Paris, dès vendredi face au Canada. Pour financer son fauteuil à 10 000 euros, indispensable pour la compétition, il a dû se creuser la tête et assurer une partie des frais. « J'ai fait appel à quelques dons privés et reçu 2000 euros de subventions de l'État, et puis j'ai payé le reste de ma poche », explique-t-il. Au total : près de 4000 euros sur ses fonds propres. Certes, « les équipes de France ou les clubs peuvent aider certains joueurs », ajoute celui qui a rejoint l'équipe de France en 2017. Mais comme on change assez régulièrement de club, cela relève parfois du casse-tête. »

Tristan Barfety participe lui aussi à ses premiers Jeux, en rugby fauteuil. Faute de moyens, il a longtemps pratiqué son sport avec du matériel d'occasion, emprunté à son club et pas vraiment adapté à son handicap. Ce n'est que très récemment, grâce à un financement par son club de Toulouse, qu'il a

ces ont pu être mobilisées de manière significative, alors que sur les Jeux précédents il pouvait y avoir des différences de traitement assez fortes entre le champ olympique et le paralympique », se réjouit Pierrick Giraudeau, membre de la direction technique nationale et coordinateur du bureau de la vie de l'athlète à la FFH. En 2023, l'Agence nationale du sport (ANS) a bénéficié d'une enveloppe de 675 000 euros pour financer le matériel des athlètes paralympiques. Soit trois fois plus qu'en 2021.

Mais les dispositifs de financement des équipements varient en fonction du

niveau des athlètes, des fédérations et des territoires dont ils sont issus. Les joueurs identifiés par l'Agence nationale du sport (ANS), comme faisant partie du cercle « haute performance » et du cercle « performance 2024 », à la suite de l'obtention de médailles sur des compétitions internationales, sont prioritaires : ils ont pu accéder à un niveau de ressource minimal de 40 000 euros et des accompagnements financiers sur l'achat de matériel. Les autres n'ont pu compter que sur l'aide de leur club ou d'associations locales, comme la Team 303, qui aide les athlètes

paralympiques de la région des Pays de la Loire.

Pierrick Giraudeau admet que « la prise en charge pour les personnes en situation de handicap n'est pas forcément homogène sur tout le territoire national », mais, surtout, que la barrière à l'entrée est encore trop importante, avec peu d'aides disponibles pour les néo-entrants. « Au plus haut niveau, on a la chance d'avoir des possibilités d'aides ou des partenariats, mais pour des jeunes qui vont commencer ou des joueurs de niveau moyen, malheureusement, le fauteuil

reste au même prix, donc c'est plus compliqué pour eux », regrette Louis Hardouin.

Quoi qu'il en soit, les athlètes misent énormément sur l'héritage des Jeux de Paris pour les prochaines années. « On parlait de loin, assure Moez El Assine, médaillé de bronze en escrime fauteuil à Athènes en 2004. Mais je pense que les Jeux paralympiques de Paris vont être un levier de transformation sur la place du handicap dans la société française, ainsi que sur la pratique sportive des personnes en situation de handicap dans notre pays. » ■

« Une roue, c'est vite 500 euros. Cela arrive très régulièrement de casser un rayon ou de crever un pneu... C'est un matériel qui coûte cher tout au long de la saison ! »

Marianne Buso

Ancienne joueuse de basket fauteuil

pu obtenir un fauteuil sur mesure. « Mais il faut être dans un club qui a les moyens, et il y en a moins d'une vingtaine en France », assure-t-il.

Ces deux cas sont loin d'être isolés. Une grande partie des 4 400 athlètes qui défilèrent ce mercredi lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux paralympiques ont en effet besoin d'un matériel extrêmement technique, s'adaptant à chaque morphologie et type de handicap. D'où un prix « sur mesure », beaucoup plus élevé que pour des modèles standardisés, qui constitue souvent un véritable frein à l'entrée ou à la progression dans le handisport. « En escrime, si on n'a pas son propre fauteuil, c'est très compliqué de poursuivre une carrière de haut niveau, explique Yannick Iffebé, médaillé d'or en épée par équipes aux Jeux de Rio en 2016 et porteur de la flamme paralympique. Malheureusement, sans un matériel sur mesure, on ne peut pas vraiment pratiquer notre sport à 100 %. Donc, pour nous, c'est un achat vital. »

La problématique est la même pour les lames de course, ces prothèses de compétition dont les premiers prix se situent autour de 15 000 euros. « Cette barrière financière a été le plus gros frein de ma carrière et de la carrière de beaucoup d'athlètes qui veulent faire du haut niveau », regrette Jean-Baptiste Alaïze, quintuple champion du monde en para-athlétisme et deux fois finaliste aux JOP. On est vraiment livrés à nous-mêmes, on n'a pas forcément de soutien de notre fédération. Pour avoir une lame, c'est un parcours du combattant qui peut durer jusqu'à deux ans. Et sans garantie de réussite. L'athlète multimédaillé l'affirme : « Le handisport de haut niveau, c'est un luxe. »

Au-delà des achats, les réparations, coûteuses et chronophages, sont un autre défi pour les athlètes. « On doit faire beaucoup de soudure, tout cela casse beaucoup », souligne Marianne Buso, ancienne joueuse de basket fauteuil qui a participé aux Jeux de Rio en 2016. Une roue, c'est vite 500 euros. Cela arrive très régulièrement de casser un rayon ou de crever un pneu... C'est un matériel qui coûte cher tout au long de la saison ! »

La Fédération française de handisport (FFH) se veut pourtant optimiste, et met en avant un rééquilibrage des aides financières entre les athlètes olympiques et paralympiques. « L'organisation des Jeux à Paris a été pour nous un énorme accélérateur d'accompagnement autour des sportifs paralympiques. Des ressource



Des techniciens s'affairent sur un fauteuil roulant, le 24 août, dans le centre de réparation, situé dans le Village olympique de Saint-Denis.

Découverte du « garage » qui répare le matériel des athlètes

Lucas Michel

Une imprimante 3D, des fauteuils roulants sur des étagères, des prothèses de jambe qui se baladent, bienvenues... au Village olympique. Ou plutôt paralympique, ouvert en milieu de semaine dernière pour accueillir les 4 400 athlètes. Lieu de vie emblématique, le Village de Saint-Denis n'a pas changé, à l'exception de l'implantation du centre de réparation exploité par Ottobock, société allemande spécialisée dans l'équipement de santé, au chiffre d'affaires de 1,3 milliard d'euros en 2023. Une exception notable puisque le « garage » Ottobock, c'est un peu la place to be depuis mercredi.

« On ne s'arrête pas », s'interrompt Bertrand Azori, directeur technique des lieux, à la tête de 164 collaborateurs dont 15 professionnels de santé, tous volontaires et issus de 42 pays pour une trentaine de langues parlées. Stratégiquement niché à mi-chemin entre l'entrée du Village et la gare routière, l'espace de 700 m² est le théâtre d'un bouillonnement permanent. « Il y avait du bruit, on a même dû fermer car il y avait trop de monde, on n'arrivait même plus à rentrer dans la salle d'attente », admet le grand ordonnateur des lieux. Prise d'assaut, la salle d'attente se remplit vite à mesure que les athlètes s'y installent avec un matériel forcément plus imposant. On y joue aux cartes, au mikado, on patiente sur son téléphone...

Venus de la maison du Canada située juste en face, deux joueuses de

basket s'échangent des vidéos avant de récupérer leur bien. « Un ami de la délégation est venu récupérer du matériel flambant neuf, on imagine que ce sera aussi bien, on connaît la qualité du travail ici », assurent les deux joueuses expérimentées (troisième participation aux Jeux paralympiques). Aussi et surtout, c'est gratuit. « Les athlètes nous connaissent à force, on est partout et tout est gratuit, sourit Bertrand Azori, déjà présent à Tokyo pour préparer sa mission à Paris. Cela devient un passage obligé, certains viennent directement en arrivant au Village. »

Et la grande majorité des demandes (80 %) concernent les fauteuils roulants, ceux du quotidien. C'est le cas notamment pour des athlètes venus du Nigeria et de la délégation des réfugiés, assez vite pris en charge. Conscients de l'opportunité, des paralympiens issus de nations aux ressources autrement plus faibles passent donc d'abord par la case Ottobock. On y change des roues (beaucoup) et on en prête même des nouveaux. Sur les 60 fauteuils de prêt prévus au départ, 40 sont déjà partis. Une marge de manœuvre réduite qui n'est pas sans rappeler Tokyo il y a trois ans : « À un moment, il ne nous restait plus que 15 fauteuils donc on a commencé à transpirer, se souvient Bertrand Azori. Mais on ne va pas leur courir après et encore moins les blâmer. »

Pêchés derrière le bureau d'accueil, une demi-douzaine de fauteuils réparés attendent d'être récupérés. Certains ont nécessité un travail plus ou moins minutieux selon leur vétusté. « On reçoit des fauteuils qui tiennent à peine de

bout, note le directeur technique. On peut passer parfois une demi-journée sur un fauteuil. » Le temps est pourtant compté, en témoignent les 1600 réparations effectuées en quatre jours. C'est pourquoi les techniciens sont tous formés à la réparation de ces fauteuils et s'inspirent notamment de Hiroki Nakajima, le « maître des fauteuils », présent pour ses cinquièmes Jeux. Stationné sur l'un des sept ateliers que compte le centre de réparation, le Japonais distille ses conseils avant de diriger un technicien vers l'atelier de soudure, caché pour des raisons de sécurité.

« Si un athlète vient avec une lame de 20 ans complètement foutue, on va lui en mettre une à 5000 euros, la même que l'Américain du couloir d'à côté »

Bertrand Azori Directeur technique du centre de réparation

Outre les fauteuils, on aperçoit des prothèses de bras et de jambes se balader dans les mains des techniciens, qui passent de l'imprimante 3D au four à mouler le plastique. Des lames de compétition sont également présentées, car l'espace fait aussi office de showroom pour Ottobock, dont la fibre philanthropique offre une chance inouïe à certains compétiteurs. « Si un athlète vient avec une lame de 20 ans complètement foutue, on va lui en mettre une à 5000 euros, la même que l'Américain du couloir d'à côté », assure Ber-

trand Azori, orthoprothésiste de formation. On peut garantir la même chance pour tout le monde. » Une égalité des chances qui a séduit le porteur drapeau français Alexis Hanquingant, ambassadeur de la société allemande : « Je suis ébahi de voir que les techniciens ne se posent pas une seule seconde de question, c'est neuf et gratuit. C'est un bel exemple d'universalité. »

Mais les réparations et le matériel dernier cri attisent forcément des convoitises. « Je dois veiller à ce que ce ne soit pas complètement Noël », tempère Bertrand Azori, intercalé entre des lames à plusieurs milliers d'euros et des dizaines de coussins pour fauteuil. Véritable caverne d'Ali Baba, la réserve est réapprovisionnée chaque jour depuis l'Allemagne. Une nécessité pour satisfaire aux quelque 250 réparations prévues par jour.

Pour répondre à ce défi, les équipes sont réparties en deux tranches de travail, une du matin, l'autre de l'après-midi (le « garage » est ouvert de 8 heures à 23 heures). Le tout dans une joyeuse ambiance communicative, où l'allemand, l'anglais et le français se mélangent dans un joyeux melting-pot jusqu'à tard le soir. « C'est sportif mais c'est surtout génial, on apprend tellement de choses et on fait de nouvelles connaissances. On n'échangerait notre place pour rien au monde », se réjouit Céline, jeune technicienne au travail sur un fauteuil. Il semble loin le temps où Ottobock se présentait avec deux techniciens et une tente en 1988 à Séoul. Une affaire qui roule depuis trente-six ans et qui se prolongera au moins jusqu'aux Jeux de 2032. ■

Romain Schneider

Numéro 2 mondial de para-tir à l'arc, le Basque débute la compétition ce jeudi et peut rêver à un titre paralympique.

Pour promouvoir les Jeux paralympiques, l'acteur et humoriste Artus, dont le film *Un p'tit truc en plus* fait un carton en salle, a interviewé et taquiné quelques athlètes, dont Guillaume Toucouillet, qui a la particularité de tirer avec la bouche la corde de son arc pour décocher la flèche. « Pourquoi tu prends tir à l'arc ? C'est comme si moi, tu m'amputes des deux jambes, tu me dis : "Tu veux faire quoi ?" Et que je réponds : "Franchement, footballeur. Ben non. »

Passionné de sport, ce Basque qui a beaucoup pratiqué la pelote jeune, de 6 à 14 ans, a été dans une autre vie un rameur de haut niveau chez les valides. Après avoir perdu son bras gauche dans un accident de moto en 2010, il avait tout de même repris l'aviron douze mois après son accident. Avec l'équipe de France handisport, il a été notamment sacré champion de France en 2014 et 2015. Suite à une déception liée à sa non-sélection pour les JO de Rio en 2016, il a définitivement largué les amarres. « C'est le non-respect du chemin de sélection qui m'a déçu. Ce n'était pas justifié sportivement. Sinon, je ferais encore de l'aviron aujourd'hui. Je ne pensais pas revenir un jour dans une équipe de France », confie au Figaro le para-archer.

C'est totalement par hasard en 2017 qu'il a découvert le tir à l'arc, qu'il ne considérait pas alors comme un sport : « Après avoir arrêté l'aviron, je ne savais pas quelle discipline pratiquer avec une main. J'avais repris la pelote basque, mais c'était très compliqué de performer. Je suis allé dans un forum des associations et quelqu'un m'a proposé de pratiquer le tir à l'arc. Mais avec un seul bras qui fonctionne, ça ne semblait pas possible. Alors, on m'a proposé de tirer avec la bouche. J'ai trouvé ça fou. Mais ce défi m'a vraiment plu. J'ai accroché. C'est un sport très riche sur le plan mental, qui demande précision et persévérance. »

En pionnier ou presque. Apparaissant seul l'Américain Eric Bennett tirait avec la bouche. Et le Français de 39 ans commence à faire des émules. Il aurait été contacté sur Facebook par plusieurs



« Quelqu'un m'a proposé de pratiquer le tir à l'arc. Mais avec un seul bras qui fonctionne, ça ne semblait pas possible. Alors, on m'a proposé de tirer avec la bouche. J'ai trouvé ça fou. Mais ce défi m'a vraiment plu. J'ai accroché », confie Guillaume Toucouillet. VID PONIKVAR/SPORTIDA/SIPA

Guillaume Toucouillet, à pleines dents pour viser l'or

personnes lui demandant des conseils. Car pour le commun des mortels, réussir ce qu'il fait s'apparente à un impossible défi. « Il faut avoir une bonne hygiène dentaire et les dents pour, confie-t-il tout sourire. Après l'entraînement, j'ai mes dents qui bougent. J'attends un quart d'heure qu'elles reviennent à leur position d'origine. » La fleur aux dents ou presque. « Sur des entraînements à 350 flèches par jour. Je suis quand même content de poser l'arc à la fin de la journée. Au niveau des zygomatiques, je ressens une charge musculaire et au niveau des muscles du cou une petite fatigue. »

En l'espace de six ans, ce surdoué est devenu numéro 1 mondial en 2021, vice-champion du monde en 2022 et vice-champion d'Europe en 2023, tout

en glanant un record du monde de para-tir à l'arc, l'actuel numéro 2 mondial assure que sa formation de rameur a été très utile pour viser dans le mille : « L'aviron, c'est un sport de sensation et de répétition. Quand je ramais, je m'analysais en permanence pour savoir si mes positions et celles du bateau étaient bonnes. J'ai fait la même chose avec le tir à l'arc. »

Une flèche porte-bonheur

En champion atypique. Accompagné depuis ses débuts par son coach, Vincent Hybois, Guillaume Toucouillet n'a pas recouru à un coach mental, car la préparation mentale est « son point fort ». Pour se relaxer et entrer dans sa bulle avant une compétition, on l'imagine écouter

de la musique classique. Pas du tout. Ce barbu tatoué écoute de la musique métal, le tout avec une flèche porte-bonheur dans son carquois : « C'est une flèche pour enfant, détaille-t-il, qui appartient à mon fils Patxi, avec au bout une petite boule jaune pour éviter de se blesser. Il l'utilise avec un petit arc en bois et souvent on tire tous les deux sur la même cible. J'ai trouvé ça mignon et j'ai gardé l'une de ses flèches qui m'accompagne partout. »

Licencié à Compiègne, le Basque s'entraîne la plupart du temps chez lui à Tarnos, près de Bayonne. Chargé d'études pour Enesis, son emploi du temps aménagé lui permet de gérer les périodes d'entraînement et les compétitions. Avec un rythme de 250 à 300 flèches tirées par jour, il met tous les atouts de

son côté pour rectifier le tir après une décevante 17^e place en individuel aux Jeux paralympiques de Tokyo, plombé par un problème de matériel. Avec, pour cible, la médaille d'or aux Invalides dans la catégorie « arc classique ». « Je l'aurai dans le viseur, mais avant tout j'aimerais battre mon record personnel pendant les JO. » Pour lui, qui témoigne inlassablement dans les écoles, le plus important reste la transmission : « Je veux montrer que beaucoup de choses sont possibles même en étant différent. J'essaie de leur donner l'envie de faire du sport. On peut rebondir après les échecs, les déceptions et les accidents. Rien n'arrive facilement. Perdre fait aussi partie de la réussite. » Mais se parer d'or à Paris n'aurait pas de prix. ■

Cédric Nankin, le rugby fauteuil par amour du sport collectif

Jean-Marc Gonin

S'il n'avait pas été à la recherche d'un emploi ce jour-là, Cédric Nankin ne serait pas devenu un des douze membres de l'équipe de France de rugby fauteuil des Jeux paralympiques de Paris. C'était en 2011 au gymnase Émile-Anthoine, à deux pas de la tour Eiffel. Il a rendez-vous avec Ryadh Sallem, un influent responsable associatif du monde du handicap, pour qu'il l'aide à trouver du travail. À ce moment-là, ce dernier s'entraîne au basket fauteuil avec le club sportif qu'il a créé, Cap Sport Art Aventure Amitié (Cap SAAA). Nous sommes à l'époque où le handisport français commence à développer le rugby fauteuil pour des tétraplégiques ou assimilés. Ryadh Sallem propose à Cédric Nankin de l'enrôler dans la première équipe parisienne de ce sport, qui a déjà démarré hors de la capitale.

« Avant, je n'étais pas particulièrement sportif, dit le rugbyman. Je faisais du vélo à main depuis l'âge de 11 ans, essentiellement pour me promener avec des copains. » Très vite, Cédric Nankin se met à jouer en championnat de France avec Ryadh Sallem - qui délaisse le basket pour se mettre au rugby. Le novice y découvre une solidarité et un altruisme qui le séduisent. « Des gars contre qui j'ai joué sont venus me voir après le match pour m'expliquer comment rectifier ma position, où mettre la sangle (les joueurs sont sangles à leur fauteuil, NDLR). Ça m'a vraiment aidé et ça m'a beaucoup plu. » L'essai est transformé : celui qui aimait le sport comme simple spectateur - avec

une préférence pour l'athlétisme et le judo - est devenu un pratiquant assidu. « Je m'entraînais avec plaisir et j'obtenais des résultats », raconte-t-il. Au bout d'un an et demi, il reçoit la distinction de meilleure progression de la saison. Ce qui le conduit tout droit vers l'équipe de France après deux ans de rugby fauteuil.

Surnommé « la Machine »

Avec les Bleus, Cédric Nankin va découvrir le haut niveau, mais aussi une solidarité avec des joueurs plus expérimentés. Il rend un hommage tout particulier à Christophe Coron, membre de la section fauteuil du CS Bourgoin-Jallieu, haut lieu du rugby à XV. « Avant de passer défenseur, j'ai débuté ma carrière comme attaquant, explique-t-il. C'est Christophe qui m'a appris comment manœuvrer pour bloquer les attaquants adverses. » Précisons

que le rugby fauteuil se joue en salle, à quatre contre quatre sur un terrain de la taille de celui du basket, et que l'on marque un essai en franchissant la ligne d'en-but avec au moins deux roues sur quatre. Les deux attaquants disposent de fauteuils plus courts et plus maniables tandis que les défenseurs ont des montures plus longues et dotées d'une grille à l'avant, d'un pare-chocs, destinée à empêcher les offensives adverses. « Passer de l'attaque à la défense n'a pas été facile, et j'ai apprécié les conseils d'un ancien qui aurait pu craindre que je lui prenne sa place. »

Cédric Nankin est né avec une agénésie, c'est-à-dire que ses membres supérieurs et inférieurs ne se sont pas développés pendant la grossesse de sa mère. Malgré ce handicap, il peut lancer et attraper une balle et actionner les roues de



À Paris, Cédric Nankin va participer à ses troisièmes Jeux paralympiques, après Rio en 2016 et Tokyo en 2021. PAQUOT BAPTISTE/ABACA

son fauteuil. Ses coéquipiers le surnomment « la Machine » tant il développe d'énergie pour entraver le jeu des adversaires. À Paris, il va participer à ses troisièmes Jeux paralympiques, après Rio en 2016 et Tokyo en 2021, où les rugbymen français ont terminé respectivement 7^{es} et 6^{es}. Il a également disputé les deux derniers championnats d'Europe, à Paris en 2022 et à Cardiff l'an dernier, où les tricolores ont raflé la médaille d'or.

Si l'esprit d'équipe compte tant pour Cédric Nankin, c'est qu'il a souffert au début de sa scolarité. Dans la région de Château-Thierry, où sa famille résidait, aucune école primaire ne voulait l'accepter. « À 6 ans, j'ai dû quitter le foyer familial pour aller passer la semaine au centre de rééducation de Saint-Maurice (Val-de-Marne), se souvient-il. Je pleurais tous les lundis matin pour ne pas y aller, et j'étais très mauvais à l'école. » Au bout de quelques années, il a finalement pu intégrer un établissement scolaire proche de la maison et a mené ses études à Château-Thierry jusqu'à l'obtention d'un BTS de gestion. Aujourd'hui, il est employé à la SNCF dans le secteur de la logistique et bénéficie d'horaires aménagés pour sa pratique sportive.

Les Bleus entament leur tournoi olympique ce jeudi (17h30) contre le Danemark à l'Arena Champ-de-Mars. Si tout leur sourit, ils devraient l'emporter le 2 septembre en finale dans la même salle. À 40 ans, compte-t-il rattracher après les Jeux de Paris ? Cédric Nankin hésite. « Mon premier objectif, c'est la médaille. Pour le reste, je n'ai pas de projets. Tant que la passion du rugby fauteuil brûlera en moi, je ne vois pas pourquoi je m'arrêtera. » ■

LES FINALES DU JOUR

Para-cyclisme sur piste (à partir de 15h50) : 500 m contre-la-montre F C4-5, 3 000 m poursuite individuelle H et F C1, 4 000 m poursuite individuelle H B.

Paranatation (à partir de 17h30) : 400 m nage libre H et F S9, 100 m dos H S1 et S2, 100 m dos F S2, 100 m papillon H S14 et F S14, 50 m brasse H S8, 50 m nage libre F S6, H et F S10, 100 m papillon H et F S13, 200 m nage libre H et F S5.

Parataekwondo (à partir de 20h48) : -47 kg F K44, -58 kg H K44, -52 kg F K44.

EN BREF

Voile : lancement de la Coupe de l'America

Le défi français Orient Express Racing Team débute ce jeudi à Barcelone la Coupe Louis Vuitton, chargée de sélectionner le challenger qui affrontera le tenant du titre néo-zélandais lors de la Coupe de l'America. Premiers adversaires des hommes de Quentin Delapierre : les Suisses d'Alinghi.

Suspense sur la Solitaire

À la bagarre mercredi après-midi dans le golfe de Gascogne, les marins de la Solitaire du Figaro Paprec sont attendus ce jeudi après-midi à Gijón (Espagne), terme de la première étape après quatre jours de navigation.

Ménopause : un nouveau traitement sans hormone contre les bouffées de chaleur

Élisa Doré

L'élinzanetant a passé avec succès les derniers essais cliniques avant l'obtention d'une autorisation de mise sur le marché.

Les bouffées de chaleur et les sueurs nocturnes sont des symptômes courants de la ménopause, qui se manifestent par des accès soudains de chaleur, de rougeur et de transpiration, autour du visage, du cou et de la poitrine. Touchant près de 80 % des femmes à la ménopause, ces symptômes finissent par disparaître en moyenne six à sept ans après l'entrée en ménopause mais peuvent parfois persister plus de dix ans, entraînant des troubles du sommeil récurrents voire des troubles cognitifs et des symptômes dépressifs.

Le traitement classique consiste à prendre des hormones pour compenser les baisses de niveau d'œstrogène et de progestérone associées à la ménopause. Mais certaines études ayant pointé un possible risque accru de cancer du sein ou de maladies cardiovasculaires associé à certaines hormonothérapies, les femmes se sont très largement détournées de cette solution thérapeutique, qui ne doit cependant pas être écartée par principe (lire ci-dessous).

« Ces résultats confirment non seulement l'efficacité mais aussi la bonne tolérance de ce nouveau traitement qui n'a entraîné que peu d'effets indésirables chez une minorité de patientes, la plupart du temps des maux de tête »

Jean-François Arnal

Médecin et enseignant-chercheur

C'est en tout cas cette défiance, plus ou moins fondée, qui a encouragé la recherche de thérapies sans hormones. Parmi elles, l'élinzanetant développé par le groupe Bayer porte de nombreux espoirs. Dans deux essais cliniques de phase III, dont les résultats viennent d'être publiés, il a permis de réduire significativement les symptômes des participantes. Des résultats prometteurs qui pourraient conduire à la commercialisation de ce nouveau médicament, l'un des premiers à soulager les symptômes vasomoteurs de la ménopause sans recourir aux hormones.

L'élinzanetant agit sur l'activité de la neurokinine B (NKB), un neurotransmetteur qui joue un rôle central dans la régulation de la température corporelle et dans la réponse de l'organisme à l'effondrement des œstrogènes à la ménopause. « Chez les femmes ménopausées, la baisse des niveaux d'œstrogènes entraîne une activation accrue des neurones KNDy, qui utilisent la NKB comme neurotransmetteur. Cette activation accrue de la voie de signalisation de la NKB serait l'une des causes principales des bouffées de chaleur », explique Christine Roussel-Jablonski, gynécologue au centre Léon Bérard et à l'hôpital Femme-Mère-Enfant, à Lyon. En bloquant les récepteurs NK3 et NK1 sur lesquels se fixe normalement l'hyperactivité des neurones KNDy, et donc la fréquence et l'intensité des bouffées de chaleur.

Cependant, il restait encore à démontrer l'efficacité de ce traitement chez des femmes concernées par ces symptômes. Ce que viennent de confirmer, pour la première fois, deux essais cliniques de phase III conduits auprès de 700 participantes âgées de 40 à 50 ans. Pendant 26 semaines, une partie d'entre elles a soit reçu la molécule active soit un placebo. Et les résultats sont encourageants : 80 % des femmes traitées ont constaté une réduction d'au moins 50 % de la fréquence des symptômes vasomoteurs, de façon significative à la réduction constatée sous placebo. « Ces résultats confirment non seulement l'efficacité mais aussi la bonne tolérance de ce nouveau traitement qui n'a entraîné que peu d'effets indésirables chez une minorité de patientes, la plupart du temps des maux de tête », souligne Jean-François Arnal, médecin, enseignant-chercheur au CHU de Toulouse et à l'Inserm

spécialisé des dysfonctions vasculaires, métaboliques et endocriniennes.

Pour obtenir une autorisation de mise sur le marché, ces résultats cliniques vont devoir être examinés par les autorités réglementaires. Mais les spécialistes sont plutôt confiants. En mai 2023, la FDA américaine avait déjà approuvé le fezolinetant, un traitement proche de l'élinzanetant qui bloque les récepteurs

NK3 et avait lui aussi permis de réduire de moitié les bouffées de chaleur de femmes ménopausées. « Ces deux molécules concrétisent la possibilité d'avoir recours à d'autres médicaments que l'hormonothérapie avec un intérêt majeur pour les femmes qui présentent des contre-indications aux traitements hormonaux », souligne le Dr Roussel-Jablonski. Notons cependant que, contrairement aux

traitements hormonaux, ces deux options n'agissent pas sur la sécheresse vaginale et l'ostéoporose, d'autres problèmes courants de la ménopause. »

En revanche, ces nouveaux médicaments pourront être prescrits aux femmes atteintes d'un cancer du sein hormonodépendant, traitées avec le tamoxifène ou un inhibiteur de l'aromatase. « Ces deux traitements anticancéreux induisent

souvent, comme dans la ménopause, d'intenses bouffées de chaleur. Or pour ces effets indésirables, la prise d'hormones est contre-indiquée, car elle peut favoriser la croissance des cellules cancéreuses du sein », rappelle le Dr Arnal. Un essai clinique de phase III pour tester l'efficacité de l'élinzanetant dans cette indication est d'ailleurs d'ores et déjà en cours, avec des résultats attendus pour 2025. ■



Les bouffées de chaleur touchent près de 80 % des femmes à la ménopause.

MONKEY BUSINESS - STOCKADORE.COM

Dr Plu-Bureau : « Il faut déconstruire le tabou qui s'est mis en place sur l'hormonothérapie »

Ily a vingt ans, une étude changeait la perception du traitement hormonal de la ménopause, depuis redouté en raison des risques pour la santé. Mais de nouvelles données viennent changer la donne. Explications avec Geneviève Plu-Bureau, directrice de l'unité de gynécologie aux Hôpitaux de Paris (AP-HP).

LE FIGARO. – Pour quoi l'hormonothérapie de la ménopause (THM) est-elle devenue taboue dans le traitement de la ménopause ?

Dr GENEVIÈVE PLU-BUREAU. – On doit cette stigmatisation du THM à une étude américaine publiée en 2002, la Women's Health Initiative (WHI), qui établissait un lien entre le traitement hormonal de la ménopause et une augmentation du risque de cancer du sein et des maladies cardio-vasculaires. De ces analyses a découlé une panique généralisée, tant chez les professionnels de santé que chez les patientes, conduisant de nombreuses femmes à renoncer au THM. En France, au début des années 2000, près de 60 % des femmes concernées par des symptômes vasomoteurs avaient recours à l'hormonothérapie. Ce chiffre a chuté à 5 % avec la publication de ces résultats. Aujourd'hui, nous sommes plutôt autour de 8 % à 10 %, une remontée qui s'explique par une meilleure connaissance des risques.

Quels sont-ils ?

Une réévaluation des données de l'étude WHI ainsi que d'autres études ont montré que les risques associés au THM varient en fonction de l'âge de la patiente au début du traitement, du type d'hormones

utilisées ou encore de la durée du traitement. On peut donc voir deux limites à l'étude WHI. La première est qu'elle concernait des femmes âgées de 63 ans en moyenne, du fait de leur âge, présentaient probablement déjà des facteurs de risques notamment vasculaires. Or, il a été montré que ce risque était différent chez les femmes qui débutent le THM avant l'âge de 60 ans ou dans les dix ans suivant le début de la ménopause. Pour faire simple, si l'on prescrit des œstrogènes à des femmes dont certains vaisseaux sont déjà « malades », c'est-à-dire qui ont accumulé des plaques d'athérome (dépôts de substances grasses), les hormones risquent de conduire au décollement de ces plaques, ce qui augmente le risque d'obstruction des artères et donc d'accident cardio-vasculaire. Sur des vaisseaux « sains », donc plus jeunes, non seulement le traitement hormonal n'augmente pas ce risque mais il a également un effet protecteur en retardant l'apparition des plaques d'athérome. Ainsi, contrairement aux idées reçues, l'hormonothérapie protège des facteurs de risques cardio-vasculaires, ce qui représente un enjeu majeur pour les femmes ménopausées dont la première cause de mortalité est cardio-vasculaire !

Deuxième point important : les traitements hormonaux anglo-saxons sont souvent administrés par voie orale. En passant par le foie, ces traitements peuvent ainsi modifier la coagulation sanguine et favoriser la formation de caillots dans les vaisseaux, donc augmenter le risque cardio-vasculaire. Ce qui n'est pas le cas en France : l'administration du traitement hormonal se fait par voie

transdermique (patches, gels, etc.), sans passer par le foie, ce qui n'augmenterait ni le risque cardio-vasculaire ni celui de cancer du sein sur des durées d'utilisation de cinq à dix ans, selon plusieurs études françaises.

L'hormonothérapie a-t-elle d'autres bienfaits chez la femme ménopausée ?

Outre les bénéfices cardio-vasculaires récemment montrés, on sait depuis longtemps que l'hormonothérapie réduit de manière efficace et rapide les bouffées de chaleur sévères ainsi que le syndrome génito-urinaire lié à la ménopause. Mais les bénéfices sont bien plus larges. L'hormonothérapie freine aussi la perte osseuse liée à l'âge, diminuant ainsi le risque d'ostéoporose et, par extension, de fractures du col du fémur ou de tassements vertébraux. D'autres études ont même montré une réduction de l'incidence de certains cancers, en particulier digestifs. Rappelons toutefois que l'hormonothérapie est contre-indiquée en cas d'antécédents de cancer du sein hormono-dépendant ou d'intolérance aux hormones. Dans ces situations, les alternatives thérapeutiques non hormonales pourraient changer la donne.

Quel serait votre message à destination des femmes concernées ?

Trop de femmes souffrent des inconvénients liés à la ménopause et pourraient bénéficier d'un traitement hormonal efficace qu'elles craignent de prendre. Malheureusement, même si les risques ont été contextualisés, la peur suscitée par l'étude de WHI continue d'alimenter le tabou. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR É. D.

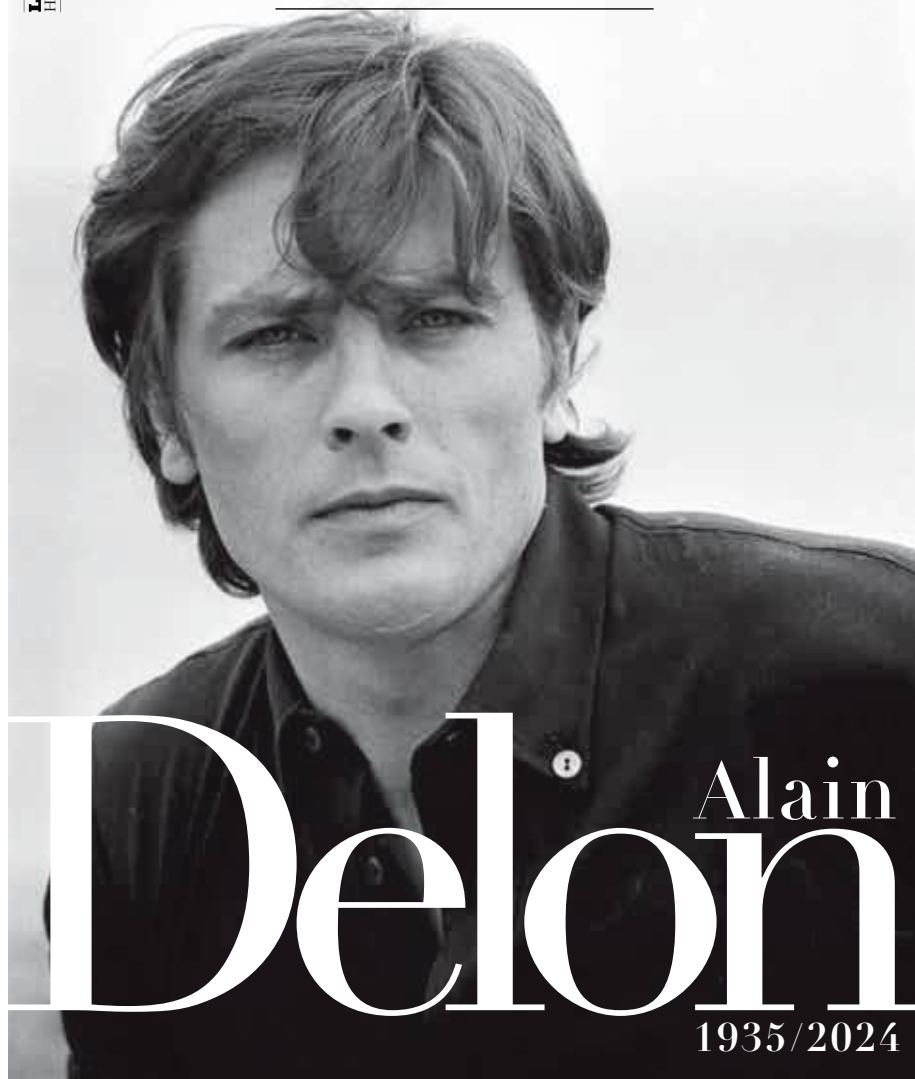
ZOOM

L'encéphalite équine de l'Est fait un mort aux États-Unis

Un adulte originaire de la ville de Hampstead, dans le nord-est des États-Unis, est mort des suites d'une encéphalite équine de l'Est, une maladie très rare transmise par le moustique. Aucune autre précision n'a été donnée sur l'identité du patient, hospitalisé en raison d'une grave détérioration du système nerveux central. Les États-Unis recensent en moyenne 11 cas humains d'encéphalite équine de l'Est par an. Mais les autorités sanitaires sont préoccupées par le risque de propagation de cette maladie, dont la prévalence serait exacerbée par le changement climatique. Le nombre de « jours à moustique » – quand le niveau de chaleur et d'humidité est idéal pour cet insecte – a augmenté à travers une bonne partie du pays depuis quarante ans. Plus tôt dans le mois, le Massachusetts, État voisin, avait annoncé un cas d'infection d'un octogénaire. Les symptômes de la maladie incluent fièvre, maux de tête, vomissements, diarrhée, changements comportementaux et somnolence. Le virus peut aussi provoquer d'importants troubles neurologiques. Près de 30 % des personnes infectées en meurent, et beaucoup de survivants souffrent de séquelles physiques ou mentales. Les moins de 15 ans et les plus de 50 ans sont considérés comme les plus à risque. **D. C.**

LE FIGARO
HOMMAGE

LE FIGARO
H O M M A G E



NUMÉRO COLLECTOR

**7€
7,50**

EN VENTE ACTUELLEMENT

Chez tous les marchands de journaux et sur www.figarostore.fr



Plus d'un spectateur (sur les 4 milliards autour du monde) s'est interrogé sur l'identité du porteur de flamme masqué lors de la cérémonie d'ouverture des JO 2024. Finalement, pas de star cachée mais une belle course effrénée sur les toits de zinc de Paris, à Austerlitz, face à la Conciergerie, à Notre-Dame... Et même, à l'occasion d'une assez longue escale, dans les ateliers Louis Vuitton de la rue du Pont-Neuf où l'on voit les malles abritant les médailles de la marque de LVMH (partenaire premium des olympiades) être transportées sur la Seine. Une séquence qui n'est pas passée inaperçue. Tout comme les plateaux à damier des médailles, les affiches de Léon Marchand en slip de bain, la robe de Zaho de Sagazan aux Tuileries, et les « ambassadeurs » repartis médaillés, Antoine Dupont, Enzo Lefort, Carlos Alcaraz, LeBron James, Victor Wembanyama... 100% LV!

Avec les Paralympiques, Paris 2024 n'est pas fini pour le malletier. Mais, dans ce marathon, il se permet tout de même une échappée à Barcelone avec le coup d'envoi de la Louis Vuitton's Cup ce jeudi puis la Louis Vuitton America's Cup qui s'achèvera le 5 octobre. On refait le match avec Pietro Beccari, PDG du numéro un du luxe et lui-même grand fan de sport.

LE FIGARO. - Cette passion du sport, c'est ce qui a occupé nos vies pendant une bonne partie de l'été et alimente encore les conversations en cette rentrée. Quelles performances vous ont particulièrement marqué? PIETRO BECCARI. - Il y a eu tant de records battus, mais je dirais évidemment les courses de Léon Marchand et l'incroyable saut à la perche de Duplantis qui a franchi les 6,25 m et qui a réitéré ce dimanche avec 6,26 m! Il y a aussi la finale du 100 mètres la plus rapide de l'histoire des Jeux, avec le temps phénoménal de mon compatriote transalpin Lamont Marcell Jacobs arrivé 5^e. Et la victoire de l'équipe italienne féminine de volley-ball, qui n'a pas cédé un set de toute la compétition. Plus largement, la France a magnifiquement réussi son pari en finissant 5^e au classement des nations, et l'Italie n'a pas démerité avec la 10^e place.

Alors que LVMH était partenaire premium, Louis Vuitton a été un des grands acteurs de l'événement. Quel bilan tirez-vous de cette dizaine folle? Pour LVMH et pour Louis Vuitton, c'est une réussite du point de vue de l'image. Que ce soit par notre implication dans les cérémonies et par les athlètes que nous sponsorisons... Et ils ont gagné beaucoup de médailles, à croire que nous portons bonheur! Notre motto « La victoire voyage en Louis Vuitton » n'a jamais été aussi vrai. C'est le fruit d'une longue proximité avec le sport, depuis 1988 et notre première malle trophée créée pour accueillir la coupe de l'America's Cup, puis, en 2010, avec la malle de la Coupe du monde de football. Nous avons continué avec le tennis et maintenant ces olympiades. Louis Vuitton partage les valeurs du sport, de dépassement de soi dans tout ce que l'on peut entreprendre.

Avez-vous évalué les retombées des JO? Nous savons déjà que les audiences sont immenses. Mais, au-delà des chiffres, ce qui nous intéresse, c'est la désirabilité. Or, ça ne se mesure pas en quantité, c'est quelque chose qu'on ressent. Quand nous avons décidé avec M. Arnault de participer aux Jeux olympiques et de revenir à l'America's Cup, nous ne nous sommes pas basés sur des chiffres mais sur des convictions mutuelles.

Il y avait une part de risque dans ce partenariat unique dans l'histoire entre les Jeux et un groupe de luxe, dans un contexte économique, sécuritaire et politique tendu. Cette réussite n'en est que plus savoureuse. Les stades étaient pleins avec une participation inattendue. Toutes nos équipes qui ont dû travailler pendant l'été sont fières d'avoir contribué à cette expérience unique, historique.

Louis Vuitton et les autres marques de LVMH ont aussi apporté ce côté plus glamour et mode à la compétition. Effectivement, j'ai lu dans la presse que ces Jeux de Paris ont été les plus « fashion » de



1



2



3



4



5

1. et 4. Léon Marchand, ambassadeur Louis Vuitton, lors de la cérémonie de clôture de Paris 2024, et le porteur masqué de la flamme croisant les malles abritant les médailles durant la cérémonie d'ouverture. 2. Régates préliminaires de la Louis Vuitton America's Cup, dimanche dernier à Barcelone. 3. et 5. Trente-six ans après sa toute première Malle Trophée déjà pour la célèbre course nautique, Louis Vuitton a fait confectionner une malle dans ses ateliers d'Asnières et réaliser une nouvelle coupe en argent pour cette 37^e édition.

Jude Bellingham. C'est aussi une belle prise de guerre! Jude était déjà un ami de la maison, il était naturel de l'impliquer encore plus. Il est un jeune plein de talent, regardé par des milliers d'autres jeunes qui aimeraient réussir comme lui. Pour moi, il incarne une élégance du sport comme Wemby dans le basket-ball et Alcaraz dans le tennis...

Vous allez finir par monter des équipes Vuitton! Nous avons déjà en effet une très belle équipe multidisciplinaire. Et nous n'avons pas l'intention de nous arrêter là. Alors préparez-vous à des surprises!

Aujourd'hui, démarre la phase éliminatoire de l'America's Cup, la Louis Vuitton Cup, à Barcelone. En quoi cette compétition est particulièrement forte en termes d'imaginaire pour la marque?

D'abord parce qu'elle est liée à un élément physique très important qui est la mer. Or l'histoire du voyage et de l'aventure qui façonne l'imaginaire de la marque, a commencé par la traversée des océans. C'est aussi la princesse Eugénie rejoignant l'Égypte avec ses malles qui a rendu célèbre le jeune Louis Vuitton. Et puis, l'America's Cup, c'est à la fois une course à la tradition et à l'innovation, ce qui nous ressemble. Sans compter que le nautisme véhicule cette image chic et intemporelle à travers ces navigateurs qui gagnent et qui perdent avec une certaine classe. D'ailleurs, je trouve que leur allure, leurs looks font pas mal écho à ce que propose Pharrell dans ses collections pour la maison.

Lors de votre premier passage chez Louis Vuitton, à l'époque à la communication, vous aviez déjà été un défenseur de l'America's Cup. Absolument. C'est d'abord une compétition sportive internationale historique, c'est même la plus ancienne (créée en 1851). Et dès 1983, la marque est devenue partenaire des régates des challengers qui, l'édition suivante en 1987, prend le nom de Louis Vuitton Cup. Et comme je le disais, c'est pour cette course que nous avons conçu notre première malle trophée il y a plus de trente-cinq ans. Alors, lorsque nous avons su que cette 37^e édition revenait en Europe, à Barcelone, nous avons tout de suite convenu avec M. Arnault de devenir partenaire titre et de sponsoriser la phase éliminatoire, la Louis Vuitton Cup qui commence aujourd'hui, et la phase finale qui s'appelle donc la Louis Vuitton America's Cup. Nous sommes fiers de jouer un rôle dans l'évolution moderne de cette compétition où des équipes anglaise, américaine, suisse, italienne vont défier le prétendre néo-zélandais. Avec, pour la première fois, une catégorie pour les jeunes, et une façon de filmer innovante ainsi qu'un suivi graphique des courses, permettant à tous, et pas seulement aux experts, de se passionner pour la compétition. Ce sont les bateaux les plus rapides jamais construits : cette nouvelle génération de monocoques AC75 a atteint les 104 km/h, un record!

Quels sont vos challenges pour 2025? Toujours accroître notre désirabilité, et ce n'est pas juste ce qu'on dit dans les réunions d'analystes, nous y croyons fermement. C'est un défi continu, surtout dans cette période complexe, avec des conflits dans le monde, de l'inflation, une hausse des taux d'intérêt. Vous avez compris que pour le luxe, ce n'est pas la période la plus facile... Mais nous ne renonçons pas à des investissements importants comme ceux dont on parle parce que nous construisons sur l'avenir afin d'être toujours là, toujours plus forts après la crise. ■

Pietro Beccari : « Louis Vuitton est la marque qui cultive le plus cette attitude sportive, de dépassement de soi »

Propos recueillis par **Hélène Guillaume**

Après un été olympique à Paris, le malletier de LVMH, qui a décroché la médaille de la visibilité médiatique, lance aujourd'hui à Barcelone les phases éliminatoires de l'America's Cup.

L'histoire. Par notre présence évidemment, à travers notamment les tenues et les plateaux que nous avons créés pour les volontaires qui remettaient les médailles. Et par ce mélange de personnalités - les acteurs,

les actrices, Zendaya (ambassadrice de la marque), Anna Wintour... - qu'on a vues dans les stades ou qui ont porté la flamme comme Pharrell Williams (directeur artistique des collections homme, NDLR).

Selon Kantar, « les Jeux olympiques d'été ont toujours été un moment majeur du marketing grâce à la façon dont ils combinent la performance du sport de haut niveau avec le divertissement, la culture et le sens de la communauté ». C'est une bonne définition de Vuitton, non? C'est exactement ce que dirait un manuel de marketing sur Louis Vuitton. (Rires.) Si je regarde les marques autour de moi, nous sommes celle qui cultive le plus cette attitude sportive, active, de dépassement de soi et de joie.

Un expert du tourisme disait récemment que « la symbolique des Jeux était très forte à Paris, entre Louis Vuitton et Decathlon, entre le luxe et le côté populaire, et c'est ce que les touristes étrangers aiment dans la France ». Écoutez, il se trouve qu'avant de partir en vacances, je suis passé moi aussi chez Decathlon. (Rires.) C'est une marque qui représente le côté sportif familial, accessible, quand nous, nous avons une approche plus sophistiquée, avec les malles trophées. Tous les jours, je travaille à ce que LV fasse partie du patrimoine culturel de la France en général et de Paris en particulier », précise Pietro Beccari, PDG du malletier.

« Tous les jours, je travaille à ce que Louis Vuitton fasse partie du patrimoine culturel de la France en général et de Paris en particulier », précise Pietro Beccari, PDG du malletier.



À la Mostra, Hollywood rallume la flamme

Étienne Sorin Envoyé spécial à Venise

«Beetlejuice Beetlejuice» a ouvert dans la joie la 81^e édition du Festival international du film de Venise.

L'amour donne des ailes. En 2022, en recevant le prix Lumière, à Lyon, Tim Burton se montrait dubitatif quant à la possibilité de tourner une suite de *Beetlejuice*. Deux ans plus tard, le cinéaste américain fait l'ouverture de la 81^e Mostra de Venise avec *Beetlejuice Beetlejuice*, avant sa sortie en salle le 11 septembre. Entre-temps, l'ancien dessinateur de Disney est tombé amoureux. Dans le rôle de la muse, Monica Bellucci, à qui Burton fait jouer une créature rancunière et coturée. La belle et le bizarre ont fait une arrivée remarquée sur le Lido mais sont restés pudiques en conférence de presse. Si Burton ne s'est pas épanché sur sa romance italienne, il n'a pas caché son enthousiasme. «J'ai connu quelques déstabilisations ces derniers temps dans l'industrie du cinéma, a déclaré le réalisateur. J'avais le sentiment de m'être un peu perdu. J'ai retrouvé le plaisir de faire un film à ma façon, avec des gens que j'apprécie.» Replonger dans l'univers de *Beetlejuice* trente-cinq ans après le premier film est pour Burton un bain de jouvence.

En 1988, *Beetlejuice* change tout pour le réalisateur, hurluberlu macabre que personne jusqu'ici ne prend au sérieux à Hollywood, et pour ses interprètes. Le succès de cette comédie horrifique sur la cohabitation plus ou moins pacifique entre les vivants et les morts lance la carrière de Winona Ryder et de Michael Keaton - Keaton tourne dans la foulée avec Burton *Batman* et *Batman* : le défi. À 72 ans, l'acteur enfle de nouveau le costume noir et blanc de l'exorciste coincé dans l'au-delà, dragueur impénitent et sans filtre. Dents pourries, cheveux en bataille, cernes noirs et pâleur cadavérique, le personnage reste le meilleur atout de cette suite au scénario foutraque et paresseux - Jenna



L'équipe du film *Beetlejuice Beetlejuice* (de gauche à droite) : Willem Dafoe, Monica Bellucci, Justin Theroux, Catherine O'Hara, Winona Ryder, Tim Burton, Michael Keaton et Jenna Ortega, mercredi, à Venise.

Ortega, populaire depuis la série Netflix *Mercredi*, ne fait pas le poids. «Mon personnage a mûri, a plaisanté Keaton en conférence de presse. Il est bien plus sensible, il est devenu politiquement correct.» Heureusement, il n'en est rien, même si *Beetlejuice Beetlejuice* reste un film de studio (Warner Bros) à la sub-version raisonnable et admissible par le plus grand nombre.

Présenté hors compétition, il a en tout cas mis de bonne humeur les festivaliers et les paparazzis, encore traumatisés. Privée de vedettes hollywoodiennes en

raison de la grève des acteurs l'année dernière, la Mostra avait vu son tapis rouge se dépeupler. Mais cette année, le doyen des festivals de cinéma retrouve son glamour et son prestige. Et Alberto Barbera, directeur artistique, reconduit pour deux ans, le sourire.

Les stars vont se marcher sur les pieds sur le ponton de l'Excelsior. Nicole Kidman et Antonio Banderas sont ainsi à l'affiche de *Babygirl*, un thriller érotique de la Néerlandaise Halina Reijn. Angelina Jolie joue Maria Callas sous la direction de Pablo Larrain. Adrien Brody in-

terprète un architecte hongrois exilé en Amérique dans *The Brutalist* (film fleuve de 3h35). Jude Law enquête sur des braquages dans *The Order*, de Justin Kurzel. Lady Gaga rejoint Joaquin Phoenix dans *Joker : folie à deux*, de Todd Phillips. Daniel Craig compte faire oublier le smoking de James Bond avec *Queer*, adaptation du roman de William S. Burroughs par Luca Guadagnino. Tilda Swinton et Julianne Moore se disputent dans *The Room Next Door*, de Pedro Almodovar, l'histoire d'une brouille entre une mère et sa fille, tourné en anglais.

Hors compétition, *Wolfs*, de Jon Watts, réunit George Clooney et Brad Pitt, et Kevin Costner dévoile le deuxième chapitre de sa saga *Horizon*. Enfin, Cate Blanchett participe à la fête grâce à *Disclaimer*, la première série d'Alfonso Cuarón. Tout ce beau monde va jouer des coudes pour se placer en tête dans la course aux Oscar.

Vingt et un films en compétition

Côté français, on ne trouve pas de noms clinquants mais des auteurs et des projets excitants. Emmanuel Mouret (*Mademoiselle de Jonquières*, *Chronique d'une liaison passagère*) continue ainsi de mettre en scène le sentiment amoureux avec *Trois amies*. Les frères Ludovic et Zoran Boukherma signent l'adaptation de *Leurs Enfants après eux*, le prix Goncourt de Nicolas Chatelet. Et les sœurs Delphine et Muriel Coulin dirigent Vincent Lindon et Benjamin Voisin dans *Jouer avec le feu*.

Isabelle Huppert, présidente d'un jury fourni en cinéastes renommés (James Gray, Kleber Mendonça Filho, Abderrahmane Sissako, Agnieszka Holland, Giuseppe Tornatore), portera-t-elle un regard particulièrement bienveillant sur les œuvres de ses compatriotes ? Elle n'a pas répondu à cette question que personne ne lui a posée en conférence de presse. Elle a fait part de son émotion. «Le cinéma a été fragilisé ces temps-ci. Je ne suis pas metteur en scène mais je sais ce que cela représente de courage, de solitude et de détermination pour faire advenir une parole singulière.» Le 7 septembre prochain, Isabelle Huppert et son jury désigneront un lion d'or parmi les 21 films en compétition pour succéder à *Pauvres créatures*, de Yorgos Lanthimos. Leur palmarès dira si des paroles singulières ont émergé de la lagune. Avec ou sans vedettes hollywoodiennes. ■

LOUISA GUILLOM/REUTERS

SOCIÉTÉ DES JOURNALISTES DU FIGARO

AVIS DE CONVOCATION

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 16 SEPTEMBRE 2024

Nous vous informons qu'une Assemblée Générale Ordinaire de la SOCIÉTÉ DES JOURNALISTES DU FIGARO se tiendra le **16 septembre 2024 de 9 h 30 à 18 h au siège social sis, 23-25 rue de Provence à PARIS (75009) – Salle Julien Green (LOR-35 17)**, sur l'ordre du jour suivant :

- Approbation des comptes clos le 31 décembre 2023 et quitus à la Gérance,
- Affectation du résultat,
- Rapport de la Gérance sur les conventions visées à l'article L. 612-5 du Code de commerce,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Les documents relatifs à cette Assemblée Générale sont tenus à la disposition des associés au 23 - 25 rue de Provence - à PARIS (75009), sur simple demande, ainsi que sur le site intranet du Figaro dans la rubrique de la "Société des Journalistes du Figaro".

CONDITIONS ET MODALITÉS DE PARTICIPATION

- Le 16 septembre 2024, il sera demandé à chaque associé, lors de l'émargement, **la présentation d'une pièce d'identité et d'une carte professionnelle ;**
- en cas d'empêchement, conformément aux dispositions statutaires (article 22.4), l'Associé ne pouvant assister personnellement à l'Assemblée, **peut se faire représenter par un autre associé ou par son conjoint muni :**
 - de sa pièce d'identité ;
 - d'une procuration sur papier libre signée par le mandant et ;
 - d'une copie de la pièce d'identité et de la carte de presse du mandant afin de permettre à l'émargement le contrôle de la signature.
- Le nombre des mandats réunis par un même associé est limité à deux.
- Les associés se portant candidats à la fonction de Gérant ne peuvent détenir aucune procuration.
- Les pouvoirs en blancs sont nuls.

Nous insistons sur le fait que le strict respect des dispositions ci-dessus conditionnera l'accès de l'associé ou de son mandataire à l'Assemblée Générale. Nous comptons sur votre présence et vous remercions par avance de venir nombreux à cette Assemblée Générale.

Paris,

LA GÉRANCE

TEXTE DES RÉSOLUTIONS PRÉSENTÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

PREMIÈRE RÉSOLUTION : APPROBATION DES COMPTES ET QUITUS DE LA GÉRANCE

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion, approuve les comptes annuels, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe, arrêtés le 31 décembre 2023 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ce rapport.

En conséquence, elle donne à la Gérance quitus de sa gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

DEUXIÈME RÉSOLUTION : AFFECTATION DU RÉSULTAT

L'Assemblée Générale, sur proposition de la Gérance, et après avoir pris acte que l'exercice clos le 31 décembre 2023 se solde par une perte de - 399 euros à affecter au report à nouveau.

L'Assemblée Générale rappelle qu'aucun dividende n'a été distribué au cours des trois derniers exercices.

TROISIÈME RÉSOLUTION : RAPPORT DE LA GÉRANCE SUR LES CONVENTIONS VISÉES À L'ARTICLE L. 612-5 DU CODE DE COMMERCE

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de la Gérance sur les conventions visées à l'article L. 612-5 du Code de commerce, et statuant sur ce rapport, approuve les termes dudit rapport.

QUATRIÈME RÉSOLUTION : POUVOIRS POUR LES FORMALITÉS

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

COMMUNIQUÉ

Gaël Faye : retour au Rwanda

Astrid de Larminat

Huit ans après l'immense succès de *Petit pays*, qui s'est vendu à 1,5 million d'exemplaires en France et fut traduit en 45 langues, le rappeur franco-rwandaï Gaël Faye, 42 ans, publie un nouveau roman, *Jacaranda*, inspiré de sa propre vie et de ses liens avec le Rwanda où il habite avec sa femme et leurs filles depuis plusieurs années. Un roman engagé dans une histoire dont il est partie prenante.

Avril 1994. Le narrateur, Milan, a 12 ans et vit à Versailles entre un père français et une mère rwandaise qui ne lui a jamais parlé de son pays ni de sa famille. Le génocide au Rwanda dont il voit les images à la télévision n'y changera rien : « *Le passé de ma mère était une porte close* ». Pourtant, quatre ans après, elle propose à Milan de l'accompagner au Rwanda où elle a une affaire à régler. Il découvrira là-bas qu'il a une grand-mère et un jeune oncle qui ont survécu au génocide. Une autre rescapée, amie de jeunesse de sa mère, qui a perdu ses quatre enfants dans les massacres, vient d'avoir un bébé : la vie plus forte que la haine.

Entre la tendresse et la révolte

Milan reviendra au Rwanda. Lorsqu'il sera étudiant en droit, pour faire un mémoire sur les tribunaux populaires chargés de juger les génocidaires. Puis, comme l'auteur, il s'y installera définitivement. Au fil des ans, il regarde, il écoute, il prend des notes, il décrit : un pays exsangue et rural qui s'est développé et urbanisé de façon spectaculaire en deux décennies, un pays qui vit trois mois par an en deuil lorsqu'il commémore les massacres de 1994, un pays où la majorité des habitants née après le génocide voudrait bien se délester un peu du poids de la mémoire. Au fil d'une narration bien scénarisée, Gaël Faye tente de composer un tableau juste et nuancé de la société rwandaise et de son passé, plongeant aux origines de la violence - une histoire longue évoquée à travers les souvenirs de la vieille Rosalie, née en 1895, qui a connu la cour des rois du

Rwanda, un personnage dont la vie mériterait un roman-fleuve à lui tout seul.

Pour reprendre une phrase de l'écrivain haïtien René Depestre que Gaël Faye cite souvent, c'est un roman qui oscille entre la tendresse et la révolte. Révolte, par exemple, contre les prêtres rwandais qui se sont rendus complices des tueurs, mais tendresse pour la foi chrétienne. Plus profondément encore, sous la surface de ses phrases amples et calmes, il y a un abîme de tristesse. Un dictionnaire rwandais dit : « *Les larmes coulent à l'intérieur* ».

Ce roman est aussi l'histoire d'un fils et de sa mère inaccessible. Bien qu'elle reste dans l'ombre, cette mère marmoréenne, retranchée en elle-même, est le personnage qui fait battre le cœur du livre. Un jour où, jeune adulte, il est allé lui rendre



JACARANDA
De Gaël Faye,
Grasset,
282 p., 19,50 €.

en tenant la main de sa mère sur le point de rendre l'âme : comme il l'aura aimée, cette inconnue, dont le passé ne lui sera révélé qu'après sa mort.

Chez Gaël Faye, les grands-mères prennent le relais des mères absentes. Elles relient leurs petits-enfants à leur arbre généalogique, arbre invisible mais réel qui les tire de cette solitude abyssale où l'on se sent quand on n'est relié à rien ni à personne. Il y a aussi les arbres dans les jardins, qui servent de repères, incarnent des présences tutélaires, avec leurs branches rassurantes comme les bras d'un père, à l'image du jacaranda, le grand arbre mauve qui donne son titre au roman. ■



Gaël Faye



Sandrine Collette

Rentrée littéraire : six in

Près de 300 nouveaux romans français arrivent dans les librairies. Parmi avec impatience. Une première sélection.



Philippe Jaenada



Camille Pascal

Philippe Jaenada : dans le café de la jeunesse perdue

Mohammed Aïssaoui

Chez Philippe Jaenada, un roman en amène un autre. On retrouve l'auteur sur la plage de Dunkerque. En regardant la mer, il pense à Pauline Dubuisson - il lui avait consacré un superbe texte, *La Petite Femelle*. Puis il se souvient qu'en préparant *Au printemps des monstres* où il revisitait l'affaire Lucien Léger, accusé d'avoir assassiné un enfant en 1964, il avait entendu pour la première fois évoquer l'histoire d'une jeune inconnue qui s'était jetée de la fenêtre du cinquième étage d'une chambre d'hôtel miteux, à Montparnasse. C'était en 1953, elle avait 20 ans. « *Je sais très peu de choses d'elle, et je pense qu'il sera impossible d'en découvrir plus* », écrit-il. C'est pourtant cette histoire qu'il va tenter de raconter, avec ce sens de l'abnégation qu'on lui connaît et sa quête obsessionnelle. L'inconnue, surnommée Kaki, prendra ainsi place dans le mémorial « jaenadesque » qu'il élève depuis des années. « *J'ai pu trouver quelques informations sur son suicide, et les témoignages flous et parfois contradictoires de certains de ses amis (elle fréquentait un bistrot d'habités à Saint-Germain-des-Près), mais tout le reste, l'essentiel, semble définitivement perdu dans le passé englouti*. »

Il y a du Modiano dans cette quête, le nom du Prix Nobel revient régulièrement chez Jaenada, mais cette fois l'époque et le décor de *La désinvolture* est une bien belle chose sont ceux de *Dans le café de la jeunesse perdue*, de Modiano, dont le titre est tiré d'une phrase de Guy Debord : « *À la moitié du chemin de la vraie vie, nous étions environnés d'une sombre mélancolie, qu'ont exprimée tant de mots railleurs et tristes, dans le café de la jeunesse perdue*. »

Le 28 novembre 1953 à l'aube, après avoir beaucoup bu chez Moineau, elle se trouvait « dans une chambre de l'hôtel Mistral, 24 rue Cels, au cinquième étage sur cour, avec un New-Yorkais de

vingt-quatre ans dont elle partage le lit de temps en temps, Boris Gregurevitch. »

Kaki s'appelait Jacqueline Harispe et n'aimait pas son prénom. Elle était magnifiquement belle au point d'avoir été mannequin chez Dior. Fille d'un père pronazi fusillé à la Libération et d'une mère devenue folle, elle fascinait par sa beauté et son intelligence. Debord, à travers un collage, et Modiano, qui en a fait un personnage de roman, étaient attirés par le mystère qu'elle dégageait.

Les années 1960

Pris par une irréprouvable envie de la connaître et de la comprendre, Jaenada entame un véritable tour de France en voiture, chargé de ses propres souvenirs, de nombre d'interrogations et de son désir inouï de retrouver



LA DÉSINVOLTURE EST UNE BIEN BELLE CHOSE
De Philippe Jaenada,
Millet-Barraut,
484 p., 22 €.

Jacqueline Harispe portait à l'Institut médico-légal en 1953. Ce faisant, l'écrivain peint un tableau des années 1960, en même temps que le portrait d'une jeunesse désœuvrée qui aimait à se retrouver dans le bien nommé café Chez Moineau pour se sentir moins seule. Derrière l'apparence de légèreté, le roman de Jaenada insufflé une profonde émotion. Sa « désinvolture » force l'admiration. ■

Camille Pascal : le collier de la reine, cette téné

Étienne de Montety

Alexandre Dumas avait sa théorie : « *Lecteur, accordez les dix, les quinze, les vingt premières pages à l'histoire, le romancier aura le reste*. »

Ainsi pour son roman *Le Collier de la reine* nous a-t-il naguère conduits dans une des histoires les plus retentissantes de l'Ancien Régime : la comtesse de La Motte, née Valois, rejetonne de l'illustre branche royale, mi-grande dame mi-courtisane, entreprend de circonvenir le cardinal de Rohan, grand amonieur de France : elle lui fait croire que la reine est prête à faire l'acquisition d'un somptueux collier et que son entremise le fera entrer dans les bonnes grâces royales. Au cardinal d'avancer l'argent. Ce faisant, elle joue sur la crédulité, et l'ambition de celui qui est désireux d'obtenir à la cour une place comparable à celle de ses illustres prédécesseurs, Richelieu, Mazarin, Dubois. Cette ambition le conduit à tous les aveuglements et notamment l'empêche de reconnaître pour faux des billets signés de la reine. L'escroquerie sera vite évincée et le scandale considérable.

Fidèle à sa profession de foi, Dumas a fait de cette affaire un roman échevelé, hâletant, constitué de nombreux personnages

et d'autant de digressions, avec des interprétations historiques et de pures inventions. Camille Pascal est plus scrupuleux. S'intéressant à son tour au collier, il choisit lui aussi la forme romanesque mais en lui l'historien n'abdique jamais. Son pari est de raconter d'une façon qui soit à la fois vivante et proche de la vérité. Pari réussi avec ce roman plus resserré que celui de son illustre devancier. Tous les protagonistes sont là mais à la mesure de leur réelle importance : Jeanne de Valois, le comte de La Motte, Rohan, la reine...

Complexe et passionnante

Camille Pascal est doté si l'on peut dire d'une plume de peintre. Ses lecteurs savent combien il aime et sait décrire un décor, un costume. Son goût et sa science du XVIII^e siècle fournissent à son livre des tableaux impeccables qui ajoutent à l'attrait de suivre une affaire complexe et passionnante : on y trouve tous les traits de la nature humaine, ambition, vanité, cupidité. Familier des innombrables mémorialistes de ce temps - et du premier d'entre eux, Saint-Simon -, Pascal écrit la langue de ce temps avec aisance : il n'a rien d'un pasticheur, et s'en tient à l'élégance pour accorder le style de l'époque à la simplicité que requiert la lecture d'un roman en l'an de grâce 2024. Par tem-

pérament, il aime raconter, décrire, s'attarder à loisir. Ainsi il prend un plaisir manifeste à montrer et admirer les diamants du fameux collier : « *À peine libéré de leur prison de soie, les voila qui tournoyaient, éblouissaient les murs, ricochaient sur les miroirs, embrasaient les tapisseries de leur feu glacé, jouaient avec le givre mordant aux fenêtres, s'accrochaient aux flambeaux d'argent et jusqu'aux bronzes dorés de la pendule, narguant le cristal des lourdes girandoles avant de leur enlever, malgré leur balourdise de pendeloques, dans une folle farandole de sché-*



LA REINE DU LABYRINTHE
De Camille Pascal,
Robert Laffont,
424 p., 22,50 €.

Il ne s'en tient pas à ce qui pourrait n'être qu'une affaire d'aigrefins plus ou moins habiles, les conséquences l'intéressent hautement. Pascal navigue avec aisance dans les structures politiques et judiciaires de l'Ancien Régime. D'abord le



Olivier Norek

contournables

eux, des auteurs que les lecteurs attendaient



Amélie Nothomb

breuse affaire

Parlement de Paris qui a moins intérêt à l'établissement de la vérité qu'à l'affaiblissement du pouvoir royal : la justice s'emploiera par conséquent à punir la femme par un châtimeur qui rappelle d'ailleurs Dumas et le supplice infligé à Milady, à laquelle la comtesse de La Motte Valois emprunte des traits par son charme vénereux. Par ailleurs, si le baron de Breuteuil compte bien profiter de l'infortune de Rohan pour lui régler son compte, grâce à son rang dans la noblesse et dans le clergé, le cardinal sera disculpé.

Et la reine ? Elle est parfaitement innocente dans cette intrigue où tout s'est joué à son insu ; elle sera pourtant incriminée par l'opinion publique attisée par les libelles et des rumeurs savamment entretenues. Coupable !

L'affaire du collier est caractéristique d'un climat qui règne à la cour et dans Paris, et conduira au déclenchement de la révolution, moins de dix ans après ; les Valois avaient porté haut le prestige de la France et il est étrangement revenu à l'une d'eux de lui porter un coup fatal. Camille Pascal le montre bien, du collier à la révolution il n'y a pas loin : un romancier contemporain, Pierre Combescot, avait trouvé une formule pour résumer : ces bijoux si étincelants étaient en vérité les diamants de la guillotine. ■

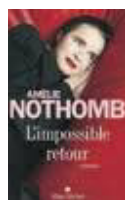
Amélie Nothomb: deux amies au pays du Soleil-Levant

Isabelle Spaak

Après une enfance et une jeunesse ballottées au gré des déménagements de ses parents diplomates, les voyages ne sont que déchirements pour Amélie Nothomb. Quitter Paris, où elle s'est « sédentarisée » depuis vingt-cinq ans, prendre un avion, réserver un billet de train ou un ticket de métro dans une ville étrangère... Ô affres insurmontables ! Pourtant, à l'invitation de l'une de ses plus chères amies, l'écrivain belge accepte de surmonter ses réticences et de l'accompagner pour 15 jours au Japon, où elle ne s'est plus rendue depuis 2012 à l'occasion du documentaire *Amélie Nothomb, une vie entre deux eaux* de Laureline Amanieux. Le temps a passé avec son lot de chagrins. Parmi lesquels, la disparition du père de l'écrivain, Patrick Nothomb (1936-2020), mort à la veille du confinement du Covid-19.

Nous voici donc en mai 2023 en compagnie d'Amélie et de Pep, deux improbables voyageuses en partance pour le pays du Soleil-Levant. Amélie consent même à « servir de guide » à son amie dans cette île qu'elle hérite

plus que tout autre endroit au monde. Servir de guide ? Presque une plaisanterie pour quelqu'un « qui n'a jamais servi de guide à personne » et que l'on soupçonne d'être très décalée en la matière. Tant la mise en scène surjouée de ses inaptitudes est au cœur du volet autobiographique de son œuvre. À cette veine d'autodérision l'impossible retour ne déroge pas.



L'IMPOSSIBLE RETOUR
D'Amélie Nothomb,
Albin Michel,
158 p., 18,90 €.

voir y faire carrière tout en renouant avec le paradis perdu de l'enfance. Ainsi qu'avec le japonais qu'elle parla couramment jusqu'à ses 5 ans. L'expérience professionnelle et le réapprentissage de la langue, furent un « désastre ». Ils donneront naissance à *Stupeur et Trem-*

blements (1999), septième et l'un des plus beaux romans de l'écrivain.

Cette fois, tout se passe mal avant même le décollage de Roissy-Charles-de-Gaulle. À bord de l'avion, Pep est sujette à une crise d'angoisse. Que fai-

**Prendre un avion, réserver un billet de train ou un ticket de métro dans une ville étrangère...
Ô affres insurmontables !
Pourtant, à l'invitation de l'une de ses plus chères amies, l'écrivain belge accepte de surmonter ses réticences et de l'accompagner pour 15 jours au Japon, où elle ne s'est plus rendue depuis 2012**

re ? Descendre de l'appareil, donc renoncer ? Contre toute attente, Amélie prend les choses en mains, trouve les mots et, les gestes pour rassurer. Ce douloureusement inattendu présage de la suite. Car, c'est Pep qui endosse ici, le rôle de la femme au bord de la crise de

nerfs. Et Amélie, celui de chef de groupe, prompt à trouver des solutions pour soulager les terreurs inconsidérées de sa compagne.

Ainsi cette scène drôlesse où elles déménagent de leur hôtel en pleine nuit et sous une pluie battante pour arpenter les rues de Kyoto avec leurs valises à la recherche - vaine - d'une autre chambre sous prétexte que Pep entend des bruits dans la sienne. *Pas de nostalgie*, avait prévenu celle-ci avant le départ, craignant qu'Amélie ne soit submergée par les souvenirs de *sa terre sacrée*. Est-ce pour tenir le spleen à distance que l'écrivain nous égare dans les descriptions de restaurants, bars à stout, temples à visiter ou plantation de thé en périphérie de Tokyo censée offrir une vue imprenable sur le mont Fuji ? Avant que, le soir venu, elle ne s'empresse de retrouver Huysmans dont elle lit à rebours. Au terme de cette équipée nipponne qu'elle espérait - malgré tout - consolatrice, la romancière ne peut que constater l'inexistence du concept nietzschéen de « l'éternel retour ». Revenir à l'identité est un leurre. Reste la mélancolie. Et cette mini-fantaisie nothombienne automobile conçue, finalement, comme une ode à la vie devant soi. ■

Sandrine Collette : l'enfant de la révolte

Laurence Caracalla

La nature, son emprise sur l'homme, sa brutalité, l'émerveillement qu'elle suscite aussi, est le grand sujet de Sandrine Collette. *Madelaine avant l'aube*, magnifique roman, âpre et cruel, ne fait pas exception à la règle. C'est dans un hameau reculé et très pauvre, à une époque indéfinie, que vivent ses protagonistes : Rose, vieille femme solitaire, Ambre et Aelis, les jumelles, parfaitement identiques, et leurs maris respectifs, Aelis a épousé Eugène, homme de devoir, courageux et fort comme un roc. Ambre a eu moins de chance et son Léon est un soiffard. Les deux sœurs, inséparables, demeurent à quelques mètres l'une de l'autre. La maison d'Aelis résonne des rires de ses trois garçons. Dans celle d'Ambre, c'est le silence. Aucun enfant n'y est né.

Mais soudain, tout va changer. Une petite fille abandonnée, venue de nulle part, fait comme par miracle son apparition. Ambre devient bien sûr sa mère. On l'appelle Madelaine et son tempérament éblouit, inquiète parfois. Courageuse, farouche, dure à la tâche, gracieuse et garçon manqué tout à la fois, elle illumine le quotidien de sa nouvelle famille, tribu-

taire d'une terre qui ne lui appartient même pas. Les Ambroisie, leurs maîtres, en sont les propriétaires, ils demandent leur part et parfois bien plus que cela. Dans cette région, les hivers sont rudes, les étés étouffants. Le travail agricole est



MADELAINE AVANT L'AUBE
De Sandrine Collette,
JC Lattès,
252 p., 20,90 €.

s'en mêle, quand le ciel est tyrannique, quand la terre est plus dure que de la pierre, quand les efforts, toujours plus surhumains, ne servent à rien, doit-on se résigner ? Madelaine, elle, refuse la défaite. Elle se bat, s'épuise, son élan

vital est indestructible, elle est faite pour la révolte.

Un monde inconnu

Mais comment fait-elle, Sandrine Collette, pour nous transporter ainsi dans un monde inconnu, à la fois lointain et familier ? Pour dire l'extrême pauvreté et le désespoir qui inévitablement l'accompagne, pour faire de ses protagonistes des êtres de chair et de sang ? Oui, elle nous laisse peu de répit, mais soudain surgit une douceur qui ne dit pas son nom quand déboule la petite bande des « Quatre » et leur lien unique. Avec eux, avec Rose, Eugène, Aelis ou Ambre, malgré la fatigue et la douleur, survient toujours un geste tendre qui fait chavirer les cœurs.

La romancière maîtrise parfaitement son récit et, dès les premières pages, nous savons qu'un drame a eu lieu, mais de quoi s'agit-il ? Cette interrogation ne nous quitte plus et ne fait qu'accroître la tension qui pèse sur ces pages. La menace est là, même discrète elle fait du bruit. Et la douceur des bras d'une mère, le rire des enfants, le tendre regard d'un homme posé sur une femme aimée, ne pourront jamais arrêter le cours des choses : l'injustice de la nature, la cruauté des hommes auront toujours le dernier mot. ■

Olivier Norek : les héros finlandais oubliés

Bruno Corty

Le huitième roman d'Olivier Norek, capitaine au SDPJ 93 en disponibilité, n'est pas un thriller. Mais il y est question d'armes. Dans *Les Guerriers de l'hiver*, l'auteur de *Code 93*, *Dans la brume de Capelans*, raconte un épisode peu connu de la Seconde Guerre mondiale. L'invasion de la Finlande par son voisin russe en novembre 1939. Pour Staline, un enjeu de taille : ne pas laisser arriver la puissante armée allemande aux portes des pays nordiques. À ses yeux, envahir la Finlande, ce petit pays qui ne connaît l'indépendance que depuis 1917, sera un jeu d'enfant. La disproportion entre les deux armées en nombre d'hommes, de matériels est risible.

Staline envoie les 7^e, 8^e, 9^e et 14^e armées soviétiques sur quatre fronts, de la mer de Barents au golfe de Finlande. Après avoir inventé de toutes pièces une agression finlandaise à la frontière, les Russes pratiquent la terreur en bombardant massivement Helsinki croyant faire capituler rapidement le pays. C'est mal connaître ces hommes et ces femmes prêts à tous les sacrifices pour leur patrie. Très vite, l'armée est déployée, les villes et les campagnes vidées de leurs hommes valides. Parmi eux, un petit garçon venu de sa ferme qui s'est illustré par ses talents

de tireur. Simo Häyhä est une fine gâchette. Mieux, un sniper hors pair.

Durant la « Guerre d'hiver », va naître la légende du tueur invisible qui ne rate jamais sa cible. Mobile, discret, Simo devient très vite la terreur des Russes qui lui ont donné un nom : *Belaya Smer*, la Mort Blanche. C'est l'histoire de ce gamin et de



LES GUERRIERS DE L'HIVER
D'Olivier Norek,
Michel Lafon,
480 p., 21,95 €.

ses frères d'armes oubliés que reconstitue fidèlement Olivier Norek. Peu de suspense dans son roman puisqu'on sait que la Russie finira par l'emporter. Mais à quel prix ! Si les manuels scolaires soviétiques éludent cet épisode peu glorieux,

c'est parce que l'Armée rouge comptera 400 000 blessés, tués ou disparus contre 70 000 pour l'armée finlandaise. Et Hitler, trop heureux d'assister à ce spectacle lamentable, accélérera les préparatifs pour l'attaque de la Russie.

Olivier Norek montre le courage et l'ingéniosité des soldats finlandais pour tromper un ennemi peu aguerri, mal

équipé pour un hiver terrible et mal encadré. La paranoïa du camarade Staline était telle que chaque officier était surveillé par un cadre politique rendant compte à une hiérarchie aux ordres de Staline. Le romancier en profite pour montrer la lâcheté des Européens, forts en gueule, chiches en actes, qui pressent la Finlande de résister mais n'interviendront jamais. Au moins, le voisin suédois, resté neutre, acceptera-t-il de protéger des milliers de petits Finlandais exfiltrés de leur patrie assiégée.

Un bel hommage

Impossible de ne pas faire le parallèle avec la récente agression de l'Ukraine par la Russie. Pour autant, les deux pays attaqués n'ont rien à voir et les causes de l'agression non plus. Seul le courage des hommes face à l'envahisseur est comparable. Existe-t-il des soldats comme Simo Häyhä en Ukraine ?

Ce personnage réel, né en 1905 et mort en 2002, resta jusqu'au bout un humble. Tuer n'était au départ pas une obsession. Cela devint presque une drogue à mesure que ses frères tombaient et que son pays était grignoté. À son tableau de chasse, plusieurs centaines de soldats Russes. Sa tête fut mise à prix. Une balle lui arracha la moitié du visage mais il survécut. Dans ce roman étonnant et prenant, Norek lui rend un bel hommage, ainsi qu'à ses frères d'armes. ■

MOTS FLÉCHÉS N° 3921

COUSSINS DE CHEVET

VAINQUEUR

ADOUBE

CLANDE GENTILE

ADVERSAIRE ACHARNE

CONJURE

INSTRUMENT DE TAILLE

BOIS À SEVE

UN RÉGIME ABSOLUMENT DRACONNIEN

LÉGUME TROPICAL

CORPS GRAS

DÉGAGE LES VOIES

FLEUVE CÔTIER DU SUD

DE LA CÔTE

ASSORTIR LES TONS

SUPPORT DE NAVIRE

ASPECT PHYSIQUE DES CHÔSES

PASSER DE LA POMME-MÂCHE (SE)

PERSAN

OPUS EN ABRÉGÉ

FEMME AVEC ENFANT

PLACA GRANDE SURFACE REDUITE

CRACK DE L'INFORMATIQUE

SNIPER

SPECIALITE DU FANFARON

PARTICULIÈREMENT GOURMANDE

CELA ÉVITE UN BLA-BLA INUTILE

ENGIN ARTICULÉ

TITE-BOUCHONNE

APPORTES TON AIDE

RELATIF AU FEU

ILS SONT ARRIVÉS APRÈS LES FRANCS

MINEUR, EN TURQUIE

DIRIGÉE VERS

ÉTAT DE LITTLE ROCK

ID EST, EN BREF

VESTE AJUSTÉE

QUI SE TIENT À L'ÉCART

CONTRÉE

CITÉ DES DOGS

AU GÔÛT DE MEL

QUINE S'ARRANGENT PAS

VILLE REUNIFIÉE

JERRYCAN

REMPLACE UN EQUIPIER

ACTIONS IDIOTES

IMMORTEL

AUSI

GRAINS DE POLLEN

PRONOM

CŒUR DE BAGUETTE

PLIEN HAUT DE LA CUISSE

HARNACHER

ON CONSOMME À SON COMPTOIR

C'EST ZÉRO

BÉTA

GESTE DE LOUVETEAU

CONJOINT

BASIQUE

BELLE NAPPE

DONNER EN GARANTIE

TOTAL DES VENTES

RIVIÈRE DU MASSIF CENTRAL

CŒUVRE DE CERTAINES DAMES

DEUXIÈME CHANCE À L'EXAMEN

PS GREC

SOUTIEN DE TÊTE

CAPUCIN EN AMÉRIQUE

REJETTER UN TEMOIN

PAUSE ACCORDÉE

FLUJETTES

DIALECTE

BABA!

PLI DE VÊTEMENT

PARTIE DE LA COQUE

COMME UN VER

ARGILE ANTIQUE

REGARDE DE FAÇON DISCRÈTE

UN PLUS MUSICAL

PEND À L'HAMEÇON

ANIMAL NOIR ET BLANC

CLUIRE

OFFRE DE CHOIX

DÉLICE À DELHI

NE CONTINUE PAS

LETTRES POUR LA SUISSE

CAPABLE DE VOLER

ALTERATION DE NOTE

RENDU FAIBLE

CONFRIÈRE DE MOULIJS

BAIGNOIRES D'ANTAN

ARTICLE INDEFINI

ALTERNER EN CONSTRUISANT

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 6696

HORIZONTALEMENT

1. Passe pour une bonne poire. - 2. Poules de qualité supérieure. - 3. Ils se déclarent souverains en opposition au monarque en place. - 4. N'est jamais tout seul pour faire des bulles. A eu un effet rétro. - 5. Printemps. Courant entre la Pologne et l'Allemagne. - 6. Cette pathologie donne le tiers dans le désordre. - 7. Jurassique inférieur. Une belle soustraction. - 8. Fines lames. - 9. Arrose les collêts. Coupe de France. - 10. Cours d'Espagne. Image d'hôpital. - 11. Éléments à charge. Ne bat plus la campagne. - 12. Assommés par la chaleur du Midi.

VERTICALEMENT

1. Friction légère. - 2. La position démissionnaire. - 3. Lettres recommandées. - 4. Est au fait. Villa avec jardins à l'italienne. Conservé dans la cafetière. - 5. Don anglais. Donne des boutons et même de la fièvre. Au centre d'un célèbre marché. - 6. Callas, par exemple. Il tient tête à tout le monde. - 7. Coco qui énerve. Carré pour dames. - 8. Travaux d'entretien en forêt.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 6695

HORIZONTALEMENT

1. Réopérés. - 2. Enragent. - 3. Otologie. - 4. Urne RER. - 5. Vêt. Semé. - 6. Épée. Teo. - 7. Rr. Ors. - 8. Terni. Sy. - 9. Unes. Cap. - 10. RDA. Pôle. - 11. Erucique. - 12. Sexeuses.

VERTICALEMENT

1. Rouvertures. - 2. Entreprendre. - 3. Oronte. Réaux. - 4. Pale. Éons. Ce. - 5. Ego. Ri. Piu. - 6. Regrets. Coqs. - 7. Énième. Salué. - 8. Stéréotypées.

LE FIGARO Jeux

TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION FIGARO JEUX

MOTS MÉLANGÉS N° 7

Barrez dans la grille tous les mots proposés. Cherchez-les horizontalement, verticalement ou diagonalement. Il ne vous restera alors que les lettres formant le mot mystérieux.

ADÉQUAT

BONSAÏ

DÉROBÉ

IGLOO

MANGA

OEILLÈRE

REDAN

ALÉA

CAMÉRAMAN

FIFRELIN

INDEX

MÈCHE

PACHA

SANGUINE

ARME

CARTONNÉ

FUREUR

INFÂME

MÉGOTER

PIAZZA

SOIXANTE

ARMISTICE

COUTIL

GUACAMOLE

IPÉCA

MISÉRABLE

POÉSIE

SPÉCULER

ARNAQUER

CROYANCE

HACIENDA

LATINE

NÉPALAIS

QUARTO

TARIF

BERMUDA

DÉNIER

HANAP

LEADER

NIELLER

RAMADAN

VARAPPE

A H C A P E L O M A C A U G N A D A M A R

E B O R E D A D U M R E B A D N E I C A H

N A M A R E M A C M E C H E I A S N O B S

I G L O O E R H I N R O Q P O E I S E O P

E N I U G N A S N O Q U O P R L A T I N E

L A U O A Z T O Y H A T E A E A L X L A C

L M T Q Z I T A A T R I B R E D A E L D U

E E U A C R N N R A M L F A U N P D E E L

R E I E A C A E U I E I T V T F E N R R E

R P A C E P I Q I N F A M E D E N I E R R

KEMARU N° 30

Complétez la grille, chaque zone entourée de gras contenant tous les chiffres entre 1 et sa taille (par exemple 1, 2 et 3 pour une zone de trois cases). Deux chiffres identiques ne peuvent se toucher horizontalement, verticalement ou en diagonale.

3

5

2

5

4

1

4

3

3

5

DIFFICILE

SOLUTIONS DES JEUX DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

Mots fléchés n° 3920

Sudoku n° 4830

Kemaru n° 29



Tous les programmes
dans TV Magazine et sur l'appli TV Mag



« L'École des espions », au service de la France

Blaise de Chaballier

Le pilote de ce thriller, coécrit par Jacques Kirsner et Alain Bauer, plonge au cœur de la formation des agents secrets.

« Le renseignement est un art, un métier complexe, parfois dangereux. Vous apprendrez la collecte d'informations, l'analyse, l'action, la manipulation et la dissimulation. Ici, le romanesque n'a pas sa place : nous avons besoin de professionnels. La sélection sera sévère. » Ainsi parle le directeur de l'Académie du renseignement, incarné de façon maîtrisée et solennelle par Pascal Elbé dans *L'École des espions*, pilote coécrit par le producteur Jacques Kirsner et le criminologue, spécialiste du renseignement, Alain Bauer. Si les audiences sont au rendez-vous, une série est bien sûr prévue. Ce thriller haletant, réalisé par Elsa Bennett, dans lequel brille également Thierry Godard, nous plonge dans le tourbillon d'une vie de campus particulièrement agitée. Signalons que le co-

médien, sur tous les fronts, sera président du jury du Festival de La Rochelle, du 10 au 15 septembre, et deviendra, toujours le mois prochain, pensionnaire de la Comédie-Française.

Irruption du réel

Des cours de géopolitique, de maniement des armes, d'arts martiaux ou encore de filatures préparent ces étudiants pas comme les autres à leurs missions futures. Mais avant même la fin de leur formation, les voilà confrontés à la réalité, à la violence. Ainsi un enseignant est-il victime d'une agression et un drone vient-il espionner l'Académie du renseignement. Des membres de l'organisation ultranationaliste turque les Loups gris attirent alors tous les soupçons. Ne chercheraient-ils pas à se procurer les noms des futurs agents secrets français dont l'identité doit bien sûr rester secrète ?



Pascal Elbé (au pupitre) incarne avec maîtrise le directeur de l'Académie du renseignement.

te ? Quant à la guerre en Ukraine, un apprenti espion, qui est aussi un financier talentueux, s'y trouve confronté plus vite que prévu, via un oligarque russe. Ce dernier cherche à investir des fonds en France. Ce savant dosage entre apprentissage et irruption du réel fait tout le sel du scénario.

Jacques Kirsner se confie au *Figaro* en insistant sur sa volonté de mettre en avant une jeunesse prête à servir la France. « Je pense que les jeunes qui vont voir cette fiction vont se dire : "Tiens, il n'y a pas que l'armée pour servir son pays, il y a aussi l'espionnage, le renseignement." » La motivation patriotique de ces élèves apparaît notamment au début, juste après le discours d'accueil du directeur, quand tous se mettent à entonner *La Marseillaise* d'une voix forte et sûre. « J'étais très touché le jour du tournage de cette scène, souligne le scénariste et pro-

ducteur. D'autant plus qu'il a fallu que je me batte pour qu'elle soit acceptée ! On m'a dit : "Jacques, tu ne crois pas que c'est un peu trop ?" Mais moi j'ai adoré l'écrire ! Avez-vous déjà vu une telle scène ? Des comédiens et des comédiennes qui chantent leur hymne national, vêtus d'un uniforme, sous le drapeau de leur pays ? Peut-être dans un film anglo-saxon, mais pas français ! Je trouve que c'est important, ça vaut toutes les discussions sur l'identité. »

Alors, bien sûr, une telle école d'espionnage, en tout cas sous cette forme, n'existe pas dans la réalité. Mais Jacques Kirsner confie : « Comme disait Flaubert : "Tout ce qu'on invente est vrai", tout ce qu'on imagine artistiquement possède sa vérité propre. » ■

« L'École des espions »
À 21h10, sur France 3
Notre avis : ●●●○

TF1
21.10
Plancha
Film. Comédie



Fra. 2022. Réal. : Éric Lavaine. 1h55. Avec Lambert Wilson, Franck Dubosc, Guillaume de Tonquédéc. Inédit. Un groupe d'amis se retrouve dans le manoir d'un des leurs pour fêter son cinquantième anniversaire. Mais le séjour ne se passe pas comme prévu.

23.05 Barbecue. Film. Comédie.
00.55 Les experts : Manhattan. 2 ép.

CANAL+
21.10
Silo
Série. Dramatique



EU. 2023. Saison 1. Avec Rebecca Ferguson. 2 épisodes. La quête du nouveau shérif provoque un conflit entre la maire et Bernard. Juliette passe un marché pour assurer le fonctionnement du générateur.

22.55 Sophie Lavaud, le dernier sommet. Documentaire.

C8

19.41 Animaux à adopter. Doc.

21.10 Y'a que la vérité qui compte : nos plus belles histoires
Talk-show. 1h40. Première diffusion. Pascal Bataille et Laurent Fontaine partagent les meilleures séquences de leur célèbre rendez-vous.

22.50 Y'a que la vérité qui compte : nos plus belles histoires. 3 épisodes.

france.5

20.05 Oasiss. Documentaire.

20.59 Des trains pas comme les autres
Documentaire. Fra. 2024. Réal. : David Perrier. 1h45. 2 épisodes. Le Kazakhstan, plus grand pays d'Asie centrale, est une source continue d'étonnement pour Philippe Gougler.

22.44 C dans l'air. Magazine.
23.54 Échappées belles. Magazine.

france.2
21.10
Jeux paralympiques de Paris



Sport

En direct. Cette première soirée paralympique est marquée par le match de volley-ball assis messieurs entre la France et le Kazakhstan à l'Arena Paris Nord. À Bercy se joue un match de basket fauteuil messieurs entre l'Australie et les Pays-Bas.

23.30 Quels jeux ? Talk-show.

arte
20.55
Blood River
Série. Historique



Fra. 2024. Saison 1. Avec Antoine Reinartz. 4 épisodes. Inédit. En 1837, à la pointe sud de l'Afrique, un convoi de Boers, accompagné d'esclaves noirs, fuit l'invasion anglaise. Parmi eux, Catherine et ses deux enfants.

23.20 Rihanna : Ambassadrice pop. Documentaire. Réal. : Aaron Thiesen.

W9

19.50 Un dîner presque parfait. Jeu.

21.10 Zorro
Série. Action. Esp. 2024. Saison 1. Avec Miguel Bernardeau. 2 épisodes. Inédit. Les exploits de Zorro publiés dans le journal « El Californiano » donnent des idées à Irina Ivanova, qui trouve en ce justicier la pièce manquante de ses plans.

23.00 Zorro. Série. Action. 2 ép.

RMC
DÉCOUVERTE

18.15 Chercheurs d'opale. Doc. 3 ép.

20.10 Les 10 catastrophes qui ont marqué la planète
Documentaire. Fra. 2024. 1h05. Accidents aux parcs d'attractions. Les accidents dans les parcs d'attractions sont aussi rares que spectaculaires, mais souvent graves.

22.15 Cauchemars au parc d'attraction. Documentaire. (1 et 2/2).

france.3
21.12
L'école des espions
Téléfilm. Policier



Fra. 2024. Réal. : Elsa Bennett. 1h34. Avec Pascal Elbé, Thierry Godard. Inédit. De jeunes élèves de l'École des espions voient leur cursus profondément bouleversé quand l'établissement fait l'objet de l'intrusion violente et soudaine d'un service étranger.

22.46 On l'appellait Ruby. Téléfilm. Dramatique. Avec Mélanie Doutey.

6
21.10
Les traîtres
Jeu



Prés. : Éric Antoine. 2h. Inédit. Les Traîtres continuent d'essayer de bannir les Loyaux dans les couloirs du château de Brion en Dordogne : quelle équipe va parvenir à surprendre ses adversaires ?

23.10 Les traîtres : révélations sur la suite... Jeu. Inédit.

TMC

18.45 Burger Quiz. Jeu.

21.25 Le Hobbit : un voyage inattendu
Film. Fantastique. EU/NZ. 2012. Réal. : Peter Jackson. 2h55. Avec Martin Freeman. Un hobbit, un magicien et treize nains se lancent dans une grande expédition pour reconquérir un trésor gardé par un dragon.

00.20 90' Enquêtes. Magazine.

HISTOIRE

19.55 Le pouvoir du sport. Doc.

20.50 Marie-Antoinette, ils ont jugé la reine
Documentaire. Fra/Blg. 2019. Réal. : Alain Brunard. 1h45. Devant les arcanes d'un procès truqué, ce documentaire fiction livre la chronique des derniers jours de Marie-Antoinette et de l'avènement de la Terreur.

22.35 Le cœur du capitaine. Doc.

À LA DEMANDE

prime
Tomiris



Au VI^e siècle avant Jésus-Christ, dans la steppe eurasiennne, après avoir survécu enfant au massacre qui a décimé les siens, la jeune Tomiris grandit assoiffée de vengeance. Devenue une redoutable guerrière, elle tente d'unir les tribus des Scythiens et des Sakas pour gagner le combat face aux envahisseurs perses emmenés par le redoutable roi Cyrus le Grand. Cette étonnante production kazakhe, consacrée à la légendaire reine Tomiris, désignée par Hérodote comme la dernière des Amazones, impressionne par la splendeur de ses paysages et la brutalité de ses scènes de combat réalisées sans effets numériques. Un beau film d'aventures, rugueux et palpitant, sur un personnage mal connu du grand public.

LE FIGAROTV

Disponible sur

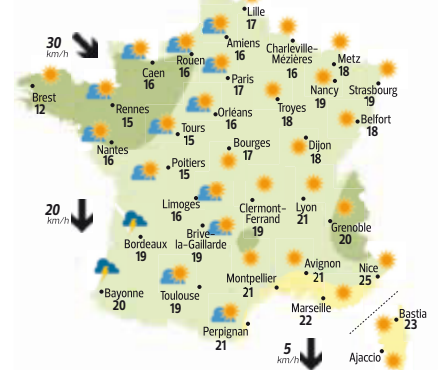
TNT IDF	CANAL+
34	126 / 136*
TF1+	
468	345
203	305
	Aussi sur LeFigaro.fr et l'app. F

*10 hrs réception satellite

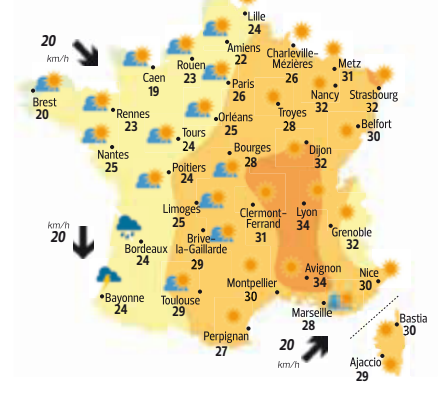
(il est également accessible sur myCANAL)

ÉPHEMÉRIDE Ste-Sabine
Soleil : Lever 07h04 - Coucher 20h38 - Dernier croissant de Lune

MATIN



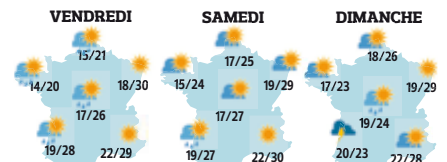
APRÈS-MIDI



T (en °C) : -10 à 0, 0 à 10, 10 à 20, 20 à 30, 30 à 40

LE TEMPS AILLEURS...

ALGER	24/28	AMSTERDAM	18/22	ATHÈNES	24/31
BARCELONE	24/27	BELGRADE	21/32	BERLIN	20/34
BERNE	16/29	BRUXELLES	17/24	BUDAPEST	21/34
COPENHAGUE	19/24	DUBLIN	12/19	LISBONNE	18/25
LONDRES	12/22	MADRID	21/25	PRAGUE	19/32
RABAT	21/24	ROME	22/35	TUNIS	23/32



la chaîne météo **lachainemeteo.com**
Par téléphone : **3201** **LIVE 24/24** **sur L'APPLI GRATUITE** **CANAL+** **La Chaîne Météo**

LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 18h (excepté les jours fériés) et tous les dimanches de 9h à 13h.

Elles doivent nous parvenir avant 16 h 30 pour toutes nos éditions du lendemain, avant 13 h les dimanches.

Courriel carnetdujour@media.figaro.fr
Téléphone 01 56 52 27 27
sur notre site carnetdujour.lefigaro.fr

Reprise des annonces sur : carnetdujour.lefigaro.fr
www.dansnoscœurs.fr

Tél Abonnements : 0170 37 3170

deuils

Saint-Nom-la-Bretèche (Yvelines).

Rémi et Valérie Aguer, ses enfants, Louise, Antoine et Victor Aguer, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Marie-Jo AGUER
née Imari,
veuve de
Jean-Louis Aguer

survenu le 23 août 2024, à l'âge de 89 ans, à Maisons-Laffitte.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Saint-Nom-la-Bretèche, 2 bis, rue Charles-de-Gaulle, le vendredi 30 août, à 10 h 30, suivie de l'inhumation au cimetière de Saint-Nom-la-Bretèche.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Jean-François et Bruno Bousquie, ses fils, Elisabeth et Isabelle, leurs épouses,

ses cinq petits-enfants et huit arrière-petits-enfants ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

M. Jacques BOUSQUIÉ

le 27 août 2024, dans sa 91^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-de-la-Platte, à Castres (Tarn), le vendredi 30 août 2024, à 14 heures.

Anne de Bettignies, son épouse,

Hughes de Bettignies et Delphine, Adeline Boudoux de Hautefeuille et Christophe, Gaude de Bettignies, Marie-Antoinette Rocheron et Fabien, ses enfants et leurs conjoints,

Beaudouin, Marie, Jean et Geoffroy, Théophile, Octave, Gaspard, Fleur, Celeste et Loup-Joseph, Domitille, Léopold, Euphémie, Anselme et Castille, ses petits-enfants,

ont la douleur de vous faire part du rappel à Dieu de

Hubert de BETTIGNIES

dans sa 78^e année.

La messe d'A-Dieu sera célébrée le vendredi 30 août 2024, à 15 heures, en l'église Notre-Dame de Cholet (Maine-et-Loire).

Visites à la maison funéraire de Cholet, 5, rue du Bocage.

Merci de privilégier les intentions de messe plutôt que des fleurs.

Sa famille, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants vous prient d'annoncer le décès de

Gilles de CARMEJANE-VESC

La messe d'obsèques aura lieu le vendredi 30 août 2024, à 14 h 30, en la cathédrale Saint-Louis de Versailles.

Henri et Sophie Cesbron Lavau, ses parents, Nicolas Mustière, son frère, Hélène Cesbron Lavau, sa sœur,

ont la douleur de faire part du décès brutal de

Marc CESBRON LAVAU

dans sa vingt-neuvième année, à Paris, le 12 août 2024.

La messe de funérailles sera célébrée en l'église Saint-Etienne-du-Mont, Paris (5^e), le samedi 31 août, à 14 h 30.

L'inhumation aura lieu en Dordogne, après une bénédiction en l'église de Bassillac, le lundi 2 septembre, à 10 heures.

Ni fleurs ni couronnes, des dons sont les bienvenus pour Pharmacie humanitaire internationale (PHI), marc.cesbronlavau.net

« Moi, je suis la Résurrection et la Vie. Celui qui croit en moi, même s'il meurt, vivra. » Jean, 11, 25.

Christophe (†) et Pascale Desmarest, Bruno et Laure Desmarest, ses enfants,

Grégoire, Alexandre et Alessandra, Stanislas, Alice, Victoire, ses petits-enfants,

ont la grande tristesse de vous faire part du décès de

Claudine DESMAREST
née Joudon,

le 23 août 2024, à l'âge de 86 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée ce jeudi 29 août, à 10 h 30, en l'église Saint-Augustin, Paris (8^e), sa paroisse.

Marie-Claude Egry, Renée Quizeman, ses nièces, Marc Darnon, son neveu,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Colette DARMON

le mercredi 28 août 2024, à l'âge de 92 ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 30 août, à 15 heures, au cimetière parisien de Bagneux (Hauts-de-Seine), 45, avenue Marx-Dormoy.

Mlle Yolande Douville de Franssu, M. et Mme Antoine de Francqueville, M. (†) et Mme Jacques de Witasse Thezy, ses sœurs et beaux-frères,

ses neveux et nièces,

les communautés de l'Arche

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Mlle Bénédicte DOUVILLE de FRANSSU

survenu le 25 août 2024, à l'âge de 73 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 31 août, à 10 heures, en la salle Hosanna de l'Arche, 26, place des Fêtes, à Trosly-Breuil (Oise), suivie de l'inhumation, à 14 h 30, au cimetière de Fontaine-Lavaganne.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Béatrice et Jean-François Tavernier, Anne-Claude François (†), Thierry (†) et Anne-Marie François, Hugues et Inge François, ses enfants et leurs conjoints, ses petits-enfants et leurs conjoints, ses arrière-petits-enfants, Michel Pons

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Suzanne FRANÇOIS
née Bricout,

survenu le 24 août 2024, à l'âge de 101 ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu le mercredi 28 août, en l'église Notre-Dame-de-Gallilée, à Saint-Dié-des-Vosges.

La famille rappelle à votre souvenir son époux, **Xavier François** décédé le 23 juillet 1994.

La famille remercie toutes les personnes qui prendront part à sa peine.

Cet avis tient lieu de faire-part.

tavernbea@aol.com
hugues.francois@orange.fr

Éric Hème de Lacotte, son époux,

Renaud et Jennifer, Geoffroy et Magalie, Béatrice et Thomas, Christine et Guillaume, ses enfants,

Eloi, Mahault, Brune, Garance, Enzo, Maxence, Jeanne, Dauphine, Camille, Quilterie, Louis, Calixte, ses petits-enfants,

ont la douleur de vous faire part du rappel à Dieu, le 21 août 2024, de

Mme Éric HÈME de LACOTTE
née Laure Ballard,

à l'âge de 77 ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 30 août, à 10 h 30, en l'église de Châteaumeillant (Cher).

Son épouse, la baronne Alain Guillaume,

ses enfants, Elisabeth, Jean-Charles, Marie-Célie et Alexandra, avec leurs conjoints,

ses petits-enfants, Balthazar, Léopold, Constantin, Gaspard, Tristan, Lucien, Maeva, Margaux, Victor,

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu, le 22 août 2024, du

baron Alain GUILLAUME

ambassadeur de S.M. le roi des Belges, commandeur de l'ordre du Saint-Sépulcre de Jérusalem,

chevalier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite, chevalier des Arts et des Lettres,

grand officier de l'ordre de la Couronne, grand officier de l'ordre de Léopold II, commandeur de l'ordre de Léopold,

commandeur de l'ordre du Libérateur San Martín (république d'Argentine), officier de l'ordre du grand-duc Gédiminas (Lituanie), membre de l'Académie des sciences morales, des lettres et des arts de Versailles.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 31 août 2024, à 10 h 30, en l'église de Saint-Nom-la-Bretèche (Yvelines).

Le président de l'université **Paris-Panthéon-Assas** ses collègues, l'ensemble du personnel

ont la tristesse de faire part du décès du

doyen Jean HILAIRE
professeur émérite de l'université.

Ils s'associent à la douleur de sa famille et de ses proches auxquels ils présentent leurs plus sincères condoléances.

Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants font part du rappel à Dieu de

Catherine Marie Balkis HUON de KERMADEC
marquise de MONTMORILLON

à Paris, le 25 août 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame de Versailles, le mardi 3 septembre 2024, à 14 h 30.

Toulon (Var).

Bethsabée et Boris, ses enfants, Esther, Salomé, Thomas, Valère et Luna, ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Bénédicte MULLER
née Fabre,

survenu le 27 août 2024, à l'âge de 80 ans, à Toulon.

La crémation aura lieu au crematorium de la Seyne-sur-Mer, le samedi 31 août, à 9 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Biollet, Chamalières (Puy-de-Dôme).

Didier et Anne-Marie Joly, Marie-Christine Joly, née Hennequin, Bertrand et Marie-Hélène Joly, Jean-Anet Joly, Emmanuel Joly, ses enfants,

Anne, Stéphanie, Caroline, Clémence, Pauline, Marion, Jean-Baptiste Joly, ses petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Mme Agnès JOLY
née Gachet,

le 25 août 2024, à l'âge de 96 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 30 août, à 15 heures, en l'église de Biollet, suivie de l'inhumation au cimetière de Biollet, dans la plus stricte intimité familiale. Pas de condoléances.

Ni fleurs, ni couronnes, ni plaques.

Beg Meil, Fouesnant (Finistère).

On nous prie de faire part du décès de

M. Jean PHILIPPE

survenu à son domicile, entouré de ses proches, le 24 août 2024, dans sa 101^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée ce jeudi 29 août, à 10 h 30, en la chapelle Saint-Guénolé de Beg Meil, à Fouesnant.

L'inhumation aura lieu le vendredi 6 septembre, à 14 h 45, au cimetière de La Seyne-sur-Mer (Var).

Jean repose à la maison funéraire de Quimper, 5, avenue de Ti-Douar.

La famille remercie vivement son médecin traitant, ses infirmières et infirmiers, ses auxiliaires de vie.

Montrevault-sur-Èvre, Le Puiset-Doré (Maine-et-Loire).

Mme Xavier Richard, née Simone Barbier du Doré, son épouse,

le colonel (e.r.) et Mme Étienne Richard, leurs enfants et petits-enfants, M. Jean-Charles Richard (†), M. et Mme Thibault Gaillard et leurs enfants, M. et Mme Guillaume Richard, leurs enfants et petit-fils, M. et Mme Jean Seydoux et leurs enfants

vous font part du rappel à Dieu de

M. Xavier RICHARD
hospitalier de Lourdes,

décédé dans sa quatre-vingt-seizième année, le lundi 26 août 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église du Doré, ce jeudi 29 août, à 14 h 30.

souvenirs

Déjà dix ans !

Wlatschslav VASSILIEV
dit SLAVIK
(†) le 29 août 2014.

Slavik avait le sens de la féerie et du merveilleux. Il enchantait la vie. Il demeure une présence irradiante.

Géraldine Cerf de Dudzeec.

En vente
vendredi 30
et samedi 31 août
avec votre Figaro



En couverture
La vraie vie
d'une prof de banlieue

Reportage
Les Canaries
face au défi migratoire

Culture
Rentrée littéraire :
la sélection du Fig Mag



Spécial mode
Une saison
qui fait du bien

Premier amour
7 célébrités
racontent

Cheveux
On monte
le volume

Les éditions du Figaro



Le Figaro Hommage :
Alain Delon
En vente actuellement

En vente chez votre marchand de journaux
et sur www.figarostore.fr

LE FIGARO
le carnet du jour

FIANÇAILLES, MARIAGES

Annoncez-les dans le Carnet du Jour

Téléphone : 01 56 52 27 27
carnetdujour@media.figaro.fr
LEFIGARO.FR/CARNETDUJOUR

Ce 27 septembre 1979 au Père-Lachaise, ce n'est pas Pierre Goldman qu'on enterre, c'est la révolution. Chevelus, moustachus, en blousons de cuir et chemises à large col, des militants gauchistes se tiennent la main autour du corbillard, d'autres fument une cigarette, l'air grave. Pas de couronnes ni de pancartes, simplement le bruit sourd et lancinant d'un tam-tam, sous un pâle soleil d'automne. Douze mille personnes sont venues suivre le cercueil de l'écrivain d'extrême gauche, mi-gangster mi-guérillero. Acquitté trois ans plus tôt du meurtre de deux pharmaciens lors d'un procès polémique, il a été assassiné en pleine rue, à bout portant. Meurtre revendiqué par une milice d'extrême droite. Au premier rang, aux côtés de Simone Signoret et d'Yves Montand, sombre, triste, comme absent à lui-même, Régis Debray. Il a été très proche du défunt. Avec sa femme, Elizabeth Burgos, avec qui il s'est marié en prison à Camiri, ils ont été les témoins de mariage de Pierre Goldman et de sa femme Christiane dans la prison de Fresnes. De noces captives en obsèques médiatiques, ils sont liés par la foi secrète de ceux qui ont cru sinon changer le monde, du moins leurs vies en destinées. À la fin de l'enterrement, une cinquantaine de jeunes gens tentent de former une barricade devant le cimetière. Devant l'ultime parodie d'un mouvement qui singeait lui-même la révolution, Debray hausse intérieurement des épaules. Il est trop vieux pour ces sornettes. Quand on a connu l'odeur de la poudre dans les maquis de Nancahuazu, celle du gaz lacrymogène sur le pavé parisien semble fade. Comme lui, Goldman avait ricamé de Mai 68, cet «*onanisme collectif*», où il sentit «*le flot malsain d'un symptôme hystérique*». On n'a pas encore proclamé la fin de l'histoire, mais c'est déjà celle des idéologies. La fin des années rouges 1960-1970, qui ont charrié tant d'espoirs et de sang. Tant de désillusions. Depuis sa cellule de Fresnes, Goldman lui avait écrit : «*Tu verras, Régis, un jour nous serons heureux d'avoir eu 20 ans dans les années soixante*».

Certes, des velléités insurrectionnelles sont toujours là, tapies au fond du cœur comme un irrépressible besoin d'aventure. Quelques mois plus tôt, Debray est allé tirer un dernier coup de feu avec les révolutionnaires sandinistes du Nicaragua. Façon de parler, car il y était en tant que spectateur plutôt que combattant : «*Une tristesse se faisait jour en moi, au fil des jours : ce n'était plus là mon combat. Sur la pente qui ramenait à contrecoeur un bourgeois français vers sa France embourgeoisée, j'avais obtenu un répit : c'était des vacances*».

Terminée, l'illusion de renverser le pouvoir par les armes. Danton rentre au bercail. À peine libéré de son séjour dans les geôles boliviennes, auréolé de la gloire qui sied aux rescapés, il est passé par le Chili où il a conversé longuement avec Salvador Allende. Dans la bibliothèque du président chilien, il a trouvé ce livre qu'il connaît par cœur, *La Guerre de guérilla*, dédiée par son auteur Che Guevara : «*À Salvador Allende, qui essaie d'obtenir la même chose par d'autres moyens*». D'autres moyens. «*J'ai vu à l'œuvre un parti socialiste qui n'est ni social-démocrate ni stalinien, cela peut exister, cela existe*», précise Debray. Dans la vie du socialiste Allende, assassiné par les troupes de Pinochet le 11 septembre 1973, il avait vu «*une carrière de politicien rachetée par une mort de combattant*». De retour en France, Debray le combattant décide d'entamer une carrière de politicien. Après Jacques Muglioni, Louis Althusser et Fidel Castro, il se trouve un nouveau père : François Mitterrand. Dans ce renard aux lèvres minces et au nez aquilin à la voix chuintante et à l'esprit roqué, il voit son héros hégélien. Moins violent qu'une révolution, mais plus sérieux qu'un rêve : l'union de la gauche.

«*De Gaulle, aujourd'hui, c'est Mitterrand*», écrit-il dans *Le Monde* le 26 janvier 1981. Se voudrait-il son Malraux ? Il participe à la campagne, prépare même en tête-à-tête avec Mitterrand rue de Bièvre le débat de l'entre-deux-tours avec Valéry Giscard d'Estaing. Mitterrand a l'art de brasser large, et parmi ses conseillers et le «*groupe d'experts*» à la manœuvre depuis 1973, le compas de la gauche s'ouvre, de Bernard-Henri Lévy le nouveau philosophe antitotalitaire,



Le président François Mitterrand s'entretient avec Régis Debray dans le hall de l'Élysée, le 24 juin 1981.

LAURENT MACIS/GAMMA-REPHOTO/VA/CETTY IMAGES

RÉGIS DEBRAY

« Mitterrand aujourd'hui, c'est de Gaulle » : le rêve brisé de 1981

Eugénie Bastié

En mai 1981, Régis Debray entre au cabinet de l'Élysée comme conseiller de François Mitterrand. «*Taulard à 30 ans, chambellan à 40*», il découvre au cœur de la machine du pouvoir combien la France a perdu son rang. Une déception qui le conduit à quitter la politique.

jusqu'au très réaliste Hubert Védrine, en passant par Jacques Attali et... Régis Debray, le plus rouge des conseillers.

Une semaine après l'élection, il y va au culot et décide de monter dans le char de l'État. Il demande à voir Mitterrand pour lui réclamer un poste. Il est reçu à l'Élysée en compagnie de son ami l'écrivain Paul Guimart. Il raconte cette visite dans *Loués soient nos seigneurs*.

«*Alors, ça vous intéresse tout ça ?*, nous lance-t-il de derrière son bureau, un peu las. Un geste de la main désignait la pape-rasse - JO (*Journal officiel*), dossiers, télégrammes (...)

- Certainement, Président, dis-je en fermant les yeux. Ça me passionne même.

- Vous êtes sûr ? (...)

- Vous avez pensé à votre indépendance, votre liberté... ? Les astreintes, les contraintes d'une position officielle... ? N'allez pas le regretter plus tard... » (Du ton : *qu'allez-vous faire dans cette galère* ?)

Nous ne savions pas ce qu'est un travail de cabinet. Lui, oui.

Conseiller, il nous conseillait plutôt de ne pas le devenir (...).

«*La culture, Président, très peu pour moi...*»

Ce serait Paul.

«*Et vous, Régis... ? Il ne reste plus grand-chose. Qu'est-ce qui vous tentait... ?*

«*La politique internationale, répondis-je, imperturbable.*

- Ah bon ! Vraiment ? »

Il sera embauché au poste de chargé de mission pour les relations internationales. Le 21 mai 1981, un déjeuner réunit à l'Élysée 200 proches du président triés sur le volet. Moustache d'Astérix, yeux myosotis et costume croisé, Régis Debray est comme un poisson dans l'eau sous les dorures de la salle des Fêtes. «*Taulard à 30 ans, chambellan à 40*», résumera-t-il en une cinglante formule. Très vite il sympathise avec Hubert Védrine. Au déjeuner, il y a plusieurs écrivains : Elie Wiesel, William Styron, Octavio Paz et Garcia Marquez. Védrine demande à Debray de lui présenter ce dernier. Il lui montre l'arbre généalogique qu'il a fait de la famille Buland, héroïne sur six générations du roman culte *Cent Ans de solitude*. Une fois le déjeuner terminé, les deux compères s'élancent dans les étages

pour se chercher des bureaux. «*Le meilleur moment, disait Clemenceau, c'est quand on monte l'escalier. Ce n'est pas vrai seulement dans les bordels, mais aussi dans les palais*», résume-t-il. Cette prise du palais d'hiver tout à fait légale qui effraie deux vieilles secrétaires terrorisées par l'arrivée imminente des bolcheviks. Védrine s'installe dans le bureau du

« Ce qui ne divise pas, ne cimente pas (...) Je suis sûr qu'une politique socialiste ne peut survivre longtemps à la disparition de la mystique socialiste »

Régis Debray

conseiller diplomatique de Giscard, Patrick Leclerc, Debray prend le bureau d'à côté. Une complicité se noue. A priori, pas plus opposés que ces deux tempéraments : Debray est aussi romantique que Védrine est pragmatique. Chateaubriand et Talleyrand. Mais ils se rejoignent dans leur amour de la grandeur et se feront ensemble les architectes d'une synthèse gaullo-mitterrandienne.

Avec Claude Cheysson, vieux gaulliste ministre en charge des relations extérieures, ils essaient d'influencer Mitterrand vers une position tiersmondiste. Debray rédige le fameux discours de Mexico, seul discours en 14 ans que Mitterrand a lu en entier sans en changer une virgule. On retrouve le ton lyrique du normilien : «*Salut aux humbles, aux émigrés, aux exilés sur leur propre terre qui veulent vivre et vivre libres*... » La France, phare des nations libres, non alignées dans l'étau mortifère de la guerre froide : tel est le rêve de Debray.

Cette nomination fait grincer des dents, notamment à droite. Debray est une muleta au même titre que les ministres communistes. Un portrait dans *Le Figaro* da-

tant du 27 mai 1981 s'intitule : «*Régis Debray : le culte de la violence*». «*Debray : "Che" Mitterrand*» titre un journaliste du *Point* qui souligne : «*L'installation de Debray comme spécialiste de problèmes du tiers-monde a soulevé un exceptionnel tollé dans les chancelleries occidentales qui voient dans cette nomination plus qu'une légèreté, une provocation*». En visite à Paris en juin 1981, le vice-président américain, George H.W. Bush, transmet à Mitterrand un dossier de la CIA sur son conseiller et demande que son passeport diplomatique lui soit retiré. Mitterrand refuse. En 1982, son appartement est plastiqué, heureusement sans faire de victimes. Le fantasque journaliste Jean-Edern Halier revendique l'attentat, avant de fuir en Suisse.

Ce travail de technocrate en cabinet lui a-t-il plu ? A-t-il goûté à l'ivresse du pouvoir comme il avait goûté à l'alcool fort de la lutte armée ? La moquette des antichambres est plus douce que le sol asséché de la sierra bolivienne, mais la lutte n'y est pas moins âpre. L'ennemi y est moins franc, plus complexe. La disgrâce vous y fauche en moins de temps qu'une rafale. Debray exerce sa plume et son remarquable esprit de synthèse dans des notes d'une page et demie remises au président de la République. Laconisme, exactitude, précision. Il eût été incapable de faire campagne, de serrer des mains sur des marchés, de faire des discours. Mais lui qui réfléchirait dans *Le Pouvoir intellectuel* sur le rôle des clercs goûte à ce travail d'influence souterrain et hiérarchisé. Au plaisir du secret, celui d'avoir connaissance des titres du journal de demain.

Peu à peu Debray ouvre les yeux. Il se sent comme «*un séminariste un peu tapé introduit à l'archevêché par la porte de service et qui découvre que les princes de l'Eglise réunis au salon sont athées*». «*Ce n'est pas Mitterrand qui l'a déçu, c'est la France, explique Védrine. Il s'est rendu compte que la France qu'il avait en tête était chimérique, qu'elle n'avait rien à voir avec son rang véritable dans le monde. Mitterrand lui avait fait croire que c'était encore possible*». Un jour en 1983, Debray, lassé des partis pris atlantistes de Mitterrand, lui confie sa perplexité. «*On ne peut pas se battre sur deux fronts, Régis, l'intérieur et l'extérieur*, lui répond le président. Des communistes au gouvernement, même en bout de table, c'est déjà très dur à avaler pour Reagan et le grand capital. Si en plus je prends l'Amérique de front, je deviens Alende. C'est ce que vous voulez ? » Ce n'est pas vraiment le tournant de la rigueur qui le décoit - l'économie n'a jamais été son truc. Il reproche à Mitterrand d'avoir troqué l'utopie socialiste pour l'utopie européenne. «*Il m'a fallu dix ans pour quitter Fidel Castro, et cinq pour abandonner François Mitterrand*», écrira-t-il, ajoutant, faussement modeste : «*Je ne me suis pas trop sali, mais je n'ai servi à rien*».

Il quitte définitivement Mitterrand en 1988 après que ce dernier lui a demandé d'écrire un discours pour l'entrée des cendres de Jean Monnet au Panthéon. Un homme d'affaires franco-américain et europeiste : très peu pour lui. Il refuse. C'est lui qui avait soufflé à Mitterrand l'idée de faire les choses en grand pour le bicentenaire de la Révolution française de 1989. La Révolution ne pouvait plus être histoire, il fallait qu'elle devienne mémoire. 1789 permettrait d'unir dans une source première le roman national et le mythe républicain. Il candidate pour l'organisation de cette cérémonie grandiose mais elle échoit finalement à l'historien Jean-Noël Jeanneney. «*Charasse m'a dit : "Vous, on vous gardera pour la commémoration de 1793"*». Le carnaval multiculturel de Jean-Paul Goude, le droit d'inventaire réclamé par François Furet lui déplaissent. On met en avant la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen plutôt que l'abolition des privilèges. Debray lui préfère Robespierre à Lafayette, et la mâle assurance des jacobins à la sirupeuse bienveillance de la génération morale. «*Ce qui ne divise pas, ne cimente pas (...)* Je suis sûr qu'une politique socialiste ne peut survivre longtemps à la disparition de la mystique socialiste», écrit-il dans une adresse publique à Mitterrand. Quelques mois plus tard, un mur tombera à l'est, et un vent de libéralisme se répandra en Europe.

Debray le pressent. Le 14 juillet 1989, place de la Concorde, ce n'est pas la Révolution qu'on célèbre, c'est le socialisme qu'on enterre. ■

«*Souvenirs obscurs d'un Juif polonais né en France*», Pierre Goldman.

«*Loués soient nos seigneurs*», Régis Debray.

«*Dans le secret du cabinet de l'Élysée avec Régis Debray, ancien conseiller de Mitterrand*», France Culture, 1^{er} mai 2022.

Retrouvez demain :

«*Triste Amérique*»

Il m'a fallu dix ans pour quitter Fidel Castro, et cinq pour abandonner François Mitterrand. Je ne me suis pas trop sali, mais je n'ai servi à rien

Quatre motifs d'obéir à la loi



CHRONIQUE
Luc Ferry

En lisant chaque jour la presse ou en écoutant la radio, nous sommes de plus en plus nombreux à être sidérés par le mépris des lois, en particulier par la montée des violences physiques qui semblent s'installer tranquillement en France. Contrairement à ce que prétend la gauche depuis des lustres, il ne s'agit nullement d'un « sentiment », d'une impression mal étayée que la droite mettrait à profit pour des raisons basement électoralistes, mais d'une réalité bien réelle que confirment encore cette année les statistiques du ministère de l'Intérieur, auxquelles chacun peut se reporter. Plutôt que de s'intéresser aux causes de cette situation préoccupante, elles sont du reste nombreuses, il serait utile d'interroger les motifs qui peuvent conduire un être humain à préférer obéir à la loi plutôt qu'à la transgresser.

On l'oublie parfois, désenchantement du monde oblige, mais c'est très exactement cette question qu'aborde le Christ au début des Béatitudes – un passage des Évangiles qu'on désigne depuis saint Augustin comme le « Sermon sur la montagne ». Alors qu'il parcourt la Galilée pour haranguer des foules de plus en plus nombreuses, Jésus s'installe sur un promontoire afin que son message soit entendu par tous : « *N'allez pas croire que je sois venu abolir la loi ou les Prophètes : je ne suis pas venu abolir, mais accomplir. Car je vous le dis en vérité, jusqu'à ce que le ciel et la terre aient disparu, il ne disparaîtra pas de la loi un seul iota, un seul point sur le i, jusqu'à ce que tout ait été accompli.* » En grec, le mot « accomplissement » (*pléroma*) est plus explicite qu'en français : il désigne l'acte de remplir comme on remplit un vase ou un

verre vide. Il s'agit donc de « remplir » une loi encore formelle, abstraite, et la thèse que le Christ va opposer aux Sadducéens et aux Pharisiens, c'est que c'est l'amour qui doit nous conduire à « remplir » la loi, pas un devoir formel et mécanique qui ne sert trop souvent qu'à se faire valoir en public.

De là la suite du Sermon, où Jésus mobilise toute une série d'exemples empruntés à la loi juive, pour l'essentiel au Décalogue : « *Tu ne tueras point* », « *Tu ne commettras pas l'adultère* », « *Tu ne te parjureras point* », etc. Et, chaque fois, il oppose l'esprit à la lettre, le cœur à l'application

La loi, qui est bonne, dont le contenu n'est pas douteux et dont Jésus dit bien qu'il n'en changera pas un iota, n'a plus guère de valeur si elle n'est suivie que par simple observance rationnelle et sèche, au nom du seul devoir, d'un commandement qui s'opposerait alors à l'amour

mécanique de la règle, car la loi, qui est bonne, dont le contenu n'est pas douteux et dont Jésus dit bien qu'il n'en changera pas un iota, n'a plus guère de valeur si elle n'est suivie que par simple observance rationnelle et sèche, au nom du seul devoir, d'un commandement qui s'opposerait alors à l'amour.

De là cette admonestation du Christ qui vise les fondamentalistes religieux : « *Gardez-vous de pratiquer votre justice devant les hommes, pour*

vous faire remarquer d'eux... Quand donc tu fais l'aumône, ne va pas le claironner devant toi comme le font les hypocrites dans les synagogues et les rues afin d'être glorifiés par les hommes (...). Pour toi, quand tu fais l'aumône, que ta main droite ignore ce que fait ta main gauche afin que ton aumône soit secrète, et ton Père, qui voit dans le secret, te le rendra. » (Mt 6, 1-4). Sublime, mais, comme le dira Hegel dans un petit texte génial – *L'Esprit du christianisme et son destin* –, la morale kantienne, qui inspira notre idée républicaine, devra malgré tout en rabattre et revenir à bien des égards au judaïsme, c'est-à-dire à l'idée que c'est quand même par devoir, c'est-à-dire par respect des autres et de l'intérêt général qu'un être raisonnable se doit d'obéir à la loi, pourvu bien sûr qu'elle soit elle-même juste. Car, dans une société et une vie politique où l'amour ne brille pas par sa présence, on doit bien avouer que Kant n'a pas tort.

Reste qu'aujourd'hui tout indique qu'à ces deux premiers motifs d'obéir à la loi – l'amour et le devoir – s'en substituent deux autres : la peur et l'intérêt. Si le gendarme n'est pas loin et que le citoyen a peur de se faire pincer quand il viole la loi, il comprendra vite qu'il a intérêt à filer droit. Je crains bien que les deux premiers motifs soient en chute libre dans une partie non négligeable de la société actuelle, de sorte que, hélas, c'est sur les deux derniers qu'il faudrait compter. Sans vouloir passer sans transition de la religion et de la philosophie à la politique, il me semble que l'échec de la gauche et le succès de la droite dans l'opinion publique touchant les questions sécuritaires sont directement liés à cette prise de conscience dont il va bien falloir un jour tirer les conséquences. Comme on dit si bien, « y a plus qu'à... ».

Ne pas nommer Lucie Castets à Matignon n'est aucunement un « coup de force démocratique »

Depuis les élections législatives de juillet dernier et singulièrement depuis les consultations entreprises par le président de la République qui ont conduit à son refus de nommer à Matignon Lucie Castets, candidate du Nouveau Front populaire (NFP), les commentateurs se multiplient pour dénoncer un coup de force démocratique de la part du président de la République. Pourtant, à bien lire notre Constitution et à comparer notre situation avec celle d'autres pays européens, il est compliqué de parvenir à une telle conclusion.

Commençons par les fondamentaux, à savoir les articles de notre Constitution. Il y a tout d'abord l'article 8, qui indique que « *le président de la République nomme le premier ministre* ». En clair, le président peut nommer la personne qu'il souhaite comme premier ministre et personne d'autre que lui ne peut assumer cette responsabilité. Cela va plus loin que simplement proposer un nom et laisser l'Assemblée le valider ou pas.

Bien entendu, il existe une force de rappel pour éviter que le président nomme une personnalité qui ne reflète pas les rapports de force à l'Assemblée. Dans la plupart des pays européens, il y a un vote d'investiture du premier ministre au Parlement, ce qui suppose qu'il puisse réunir une majorité absolue des suffrages avant de pouvoir exercer ses fonctions. Cette procédure n'existe pas sous la V^e République, où le premier ministre peut solliciter, uniquement s'il le souhaite, un vote de confiance, ce qui n'a pas été le cas pour Elisabeth Borne et Gabriel Attal. La vraie procédure qui vient équilibrer les pouvoirs du président réside dans l'article 49 : « *L'Assemblée nationale met en cause la responsabilité du gouvernement par le vote d'une motion de censure.* » Si une majorité absolue des membres composant l'Assemblée vote la censure, le premier ministre et son gouvernement sont contraints de démissionner.

Par ailleurs, selon l'article 5 de la Constitution : « *Le président de la République (...) assure, par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'État.* » À ce titre, il est injustifié de reprocher au président de mener des consultations préalables avant de nommer un premier ministre, afin de s'assurer que celui-ci dispose d'une assise suffisante à l'Assemblée pour éviter une censure immédiate. Certes, il aurait tout à fait pu nommer Lucie Castets et attendre qu'elle se fasse censurer par les autres forces politiques ainsi qu'elles

l'ont annoncé, mais rien ne l'y oblige et certainement pas cet article 5. In fine, le président doit trouver un nom qui évite la censure ; libre à lui de trouver le meilleur chemin pour y parvenir dans les meilleurs délais.

Il n'est écrit nulle part, en revanche, que le président doit d'abord proposer un premier ministre issu du bloc qui serait arrivé en tête aux élections, même s'il ne dispose pas d'une majorité absolue. D'ailleurs, cette notion de bloc n'est pas mentionnée dans la Constitution et d'autres pourraient avoir une autre lecture en demandant que le premier ministre soit issu du groupe politique le plus nombreux à l'Assemblée (en l'occurrence le RN) ou bien qu'un repartage des élections à la présidence de l'Assemblée (avec la victoire au troisième tour du bloc central allié à la droite républicaine)... Bref, chacun peut voir midi à

À aucun moment Pedro Sanchez en Espagne ou Olaf Scholz en Allemagne n'ont demandé un chèque en blanc à leurs partenaires en leur promettant de se mettre d'accord ensuite « texte par texte ». Ces négociations peuvent durer très longtemps, ce qui fait que notre situation institutionnelle actuelle n'a rien d'exceptionnel à l'échelle européenne

sa porte, c'est tout à fait naturel et légitime dans le débat politique, mais il ne faut pas faire passer cela pour des arguments de droit.

Il est clair que, si une majorité absolue se dégage à l'Assemblée, alors le président n'a d'autre choix que de nommer un premier ministre issu de cette majorité, comme l'ont fait François Mitterrand (en 1986 et en 1993) ou Jacques Chirac (en 1997), mais telle n'est pas la situation actuelle. Le problème vient de ce concept douteux de « majorité relative » qui a été mis en avant par le bloc central depuis 2022. Autant ce concept existe pour l'élection à la présidence de l'Assemblée nationale (où Yael Braun-Pivet a pu être élue au troisième tour sans atteindre la majorité absolue), autant il n'existe pas pour le premier ministre et son gouvernement. Ce qui a permis au bloc

central de gouverner depuis 2022, c'est uniquement le refus de LR de censurer le gouvernement. On comprend bien l'habileté rhétorique du NFP, qui prétend gouverner lui aussi en « majorité relative », sauf qu'il ne dispose pas d'un soutien équivalent (même implicite) parmi les autres forces politiques.

Plutôt que de réclamer Matignon tout de suite en prétendant avoir remporté les élections, le NFP devrait chercher à négocier un accord de coalition avec d'autres forces politiques pour élargir sa base à l'Assemblée et éviter la censure. C'est d'ailleurs ce qui se passe partout ailleurs en Europe où les partis politiques négocient de tels accords de coalition avant que ne soit investi le premier ministre. À aucun moment Pedro Sanchez en Espagne ou Olaf Scholz en Allemagne n'ont demandé un chèque en blanc à leurs partenaires en leur promettant de se mettre d'accord ensuite « texte par texte ». Ces négociations peuvent durer très longtemps, ce qui fait que notre situation institutionnelle actuelle n'a rien d'exceptionnel à l'échelle européenne. En revanche, il est vrai que nous ne sommes pas habitués à cela en France du fait de notre mode de scrutin particulier, majoritaire à deux tours, qui parvient généralement à dégager des majorités absolues à l'Assemblée. De façon ironique, sans même mettre en place la proportionnelle, nous en avons déjà les effets secondaires potentiellement déléteurs.

Quelles sont les différentes options sur la table ? Une coalition entre le NFP et le bloc central, qui serait l'issue logique des désistements entre les deux tours des législatives, est refusée par les uns (qui ne veulent pas gouverner avec la majorité sortante) et par les autres (qui refusent tout accord avec LFI) ; une coalition entre les sociaux-démocrates, le bloc central et la droite républicaine est rejetée par le PS (car il serait trop coûteux politiquement pour lui de mettre fin au NFP) ; un gouvernement de centre droit ne pourrait être viable qu'avec le soutien implicite du RN qui pourrait agir en permanence la menace de la censure.

Quoi qu'il en soit, il est du devoir du président de tenir compte des différentes expressions démocratiques qui se sont exprimées à l'occasion des élections législatives. Souhaitons que le sensuse soit de courte durée et qu'une solution stable soit trouvée pour permettre à minima l'adoption d'un budget pour le pays.

* Vincent Le Biez a publié en 2021 « *Platon a rendez-vous avec Darwin* » (Éditions Les Belles Lettres).

VINCENT LE BIEZ

Aucune disposition constitutionnelle n'oblige Emmanuel Macron à nommer un premier ministre issu du bloc arrivé en tête aux législatives, explique l'auteur*. Plutôt que de crier au coup de force, le NFP devrait essayer de bâtir lui-même une coalition majoritaire, poursuit-il.

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95%)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président-directeur général
Charles Edelstienne

Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président
Charles Edelstienne

Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet

Directeur délégué de la rédaction
Vincent Tremolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Economie),
Laurence de Charette
(pole audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gellé (International).

Anne Huet-Willaume (Édition,
Photo, Revision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Étienne de Montigny (Figaro
littéraire), Bertrand de Saint-
Vincent (Culture, Télévision),
Yves Thérard (Enquêtes,
Opérations spéciales, Sports,
Sciences).

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué
du pole news
Bertrand Gie
Éditeurs
Robert Mergul
Anne Pican

FIGAROMEDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
ISSN 0182-5852
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général
Aurore Domont

Direction, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'Imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, 30600 Gallargues-le-Montueux

Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h :
sans, de 8h à 13h au 07 70 37 31 70 Fax : 01 55 56 70 11.

Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 529 €. Semaine : 415 €. Week-end
Prestige : 429 €. Week-end : 359 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%.

Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'écocertification européen
sous le numéro FIV/001. Europrintation - Plot 0.002 kg/tonne de papier.



Ce journal
se compose de :
Édition nationale
1^{er} cahier : 24 pages
Cahier Économie
6 pages



Les habitants de Bombay ont poussé un ouf de soulagement quand le mariage d'Anant Ambani s'est terminé, le 15 juillet. Coïncés dans les embouteillages à cause de la mousson, ils ont dû en plus supporter la fermeture d'un quartier entier pendant cinq jours. Il fallait laisser passer les milliers de VIP invités aux noces du fils cadet de Mukesh Ambani. Propriétaire du conglomérat Reliance, l'homme le plus riche d'Asie possède une fortune estimée à 122 milliards de dollars par le magazine *Forbes*.

Le gratin de la politique et du monde des affaires s'était donné rendez-vous dans la capitale économique. Ministres, anciens ministres, politiciens d'opposition, sportifs, acteurs, grands patrons... Tony Blair et Boris Johnson sont venus, mais aussi Kim Kardashian et Justin Bieber. Les paparazzis ont pu capturer le président de la Fifa, Gianni Infantino, se trémoussant sur la piste de danse. Le clou du spectacle a été la présence de l'homme le plus puissant du pays, le premier ministre, Narendra Modi, venu bénir les jeunes époux.

Le mariage d'Anant Ambani a été le point d'orgue d'une série de célébrations qui ont commencé en mars par trois jours de nouba dans le fief familial de Jamnagar, dans l'ouest de l'Inde. Coût des festivités : de 120 à 150 millions de dollars selon les estimations.

Le groupe Reliance a fait appel au ministère de la Défense pour recevoir les invités à Jamnagar. L'aéroport n'est pas équipé pour gérer le flot d'avions privés qui allaient atterrir, et le commandant de l'armée de l'air a reçu l'ordre de mobiliser ses troupes. « *L'Indian Air Force a aménagé des routes et des taxiways entre la piste d'atterrissage et le terminal* », a précisé une source au quotidien *The Hindu*. Les militaires ont géré 600 mouvements d'avions qui ont charrié plus de 1 000 invités, dont Bill Gates, Mark Zuckerberg, Rihanna et Ivanka Trump.

Ce n'était pas la dernière fois que les Ambani allaient solliciter une infrastructure publique. Ils ont organisé une croisière pré-nuptiale avec 800 invités entre Palerme et Cannes du 29 mai au 1^{er} juin. Le bateau de croisière de 16 étages a jeté l'ancre à Portofino sans laisser de bons souvenirs. Les résidents et les touristes se sont vu interdire l'accès à certains quartiers mis à la disposition des Ambani. « *Ils nous ont empêchés de dormir en mettant la musique à fond jusqu'à 4h30 du matin. Nous avons appelé la police, mais elle n'est même pas intervenue* », a pesté un témoin au quotidien en ligne *Il Secolo*.

La fermeture de quartiers de Portofino a provoqué chez Anurag un sentiment de déjà-vu. Cet homme d'une trentaine d'années veut rester anonyme. Il a travaillé pour l'organi-



Mukesh Ambani (au centre) pose avec sa famille, lors du mariage de son fils Anant (à sa droite), le 12 juillet.

MASCARENAS/REUTERS - PRODIGE/GETTY IMAGES

INDE

Mukesh Ambani, milliardaire sans limites

Emmanuel Derville New Delhi

L'homme le plus riche du sous-continent indien utilise son immense fortune pour exhiber sa puissance et renforcer ses protections.

Au point que son clan est surnommé la « famille royale » indienne.



Depuis la mort de son père, un homme discret, Mukesh Ambani dépense sans compter.

sation des mariages du fils aîné et de la fille de Mukesh Ambani, Akash et Isha, en 2018 et 2019. Il a signé un accord de confidentialité lui interdisant de donner des informations sur les coulisses de ces événements. « *Quand la fille s'est mariée, il y a eu une fête à Côme sur le thème du carnaval italien. Ils avaient privatisé l'Opéra pour y jouer une seule scène de La Flûte enchantée. Il ne fallait pas que le spectacle soit trop long, c'était une sorte d'événement culturel façon TikTok. Quelques mois plus tard, ils ont loué un vieux fort à Udaipur, dans le nord de l'Inde. Certains endroits du monument étaient délabrés et ils avaient tout recouvert de moquette rouge. Ils avaient pourtant les moyens de le rénover* », raconte-t-il.

Anurag se souvient aussi des rapports que les Ambani entretenaient avec le personnel. « *Quand je suis allé à Bombay pour le mariage d'Isha, j'avais mis des habits un peu classe. Mais ça n'allait pas, c'était trop beau. Il fallait me rabaisser à mon statut de petite main. On m'a ordonné de porter un uniforme de mauvaise qualité pour que les invités ne puissent pas m'identifier comme un membre de la haute société. Plus tard, Akash Ambani a sorti son drone. Il s'amusa à le lancer vers le personnel pour montrer à ses amis que les capteurs anticollisions fonctionnaient.* »

« Pour le mariage du fils cadet, Anant, l'Indian Air Force a aménagé des routes et des taxiways entre la piste d'atterrissage et le terminal »

Une source du quotidien « The Hindu »

Ce déballage de fortune est sans précédent chez les milliardaires indiens. Le père de Mukesh, Dhirubhai Ambani, a bâti son empire industriel à partir des années 1970 en se lançant dans la fabrication de polyester. Il devient une figure incontournable du patronat mais reste discret. « *Dhirubhai possédait un appartement modeste dans un immeuble sans prétention de Bombay. Ses bureaux avaient une allure ordinaire qui flirtait avec le médiocre. À cette époque, les certaines d'industrie mendaient une vie presque reclus* », se souvient le journaliste Hamish McDonald, qui a publié en 2010 un livre de référence sur la famille, *Ambani & Sons* (non traduit en français).

Le climat politique impose cette prudence. Après l'indépendance en 1947, l'Inde est une économie semi-dirigiste

dans laquelle l'État conserve la main sur plusieurs secteurs comme les transports, l'énergie, les communications, les banques... Les sociétés privées ne sont pas à l'abri d'une nationalisation. Elles doivent arracher des permis pour investir ou importer. L'administration jette un œil méfiant et dédaigneux envers le patronat, que la classe politique n'hésite pas à sermonner sur les bienfaits de la planification.

Tout change en 1991. Le gouvernement libéralise l'économie dans l'espoir de doper la croissance et l'emploi. Dix ans plus tard, une classe de super-riches émerge. Lakshmi Mittal, président d'ArcelorMittal, loue le château de Versailles pour le mariage de sa fille en 2004. Mukesh Ambani, qui affiche un train de vie plutôt réservé, se métamorphose après la mort de son père, en 2002. « *Le décès de Dhirubhai a installé une atmosphère de deuil. Mais, après le partage du conglomérat avec son frère en 2005, il a commencé à prendre confiance en lui* », raconte Hamish McDonald. Le robinet des dépenses s'ouvre en grand. Il se construit à Bombay une demeure de 37 000 m² sur 173 mètres de haut estimée à 2 milliards de dollars par le livre des records. Le palace, avec vue imprenable sur les bidonvilles, dispose, notamment, d'un garage de 6 étages pour ses voitures de luxe. En 2007, Mukesh Ambani offre à sa femme un Airbus A319 en cadeau d'anniversaire.

L'arrivée au pouvoir du BJP en 2014, la droite nationaliste hindoue du premier ministre Modi, ne freine pas ses ardeurs. Il couvre sa famille de cadeaux extravagants : des Rolls-Royce, des Bentley, une villa à Dubaï... Si les agences fédérales multiplient les poursuites pour corruption, fraude et blanchiment contre des politiciens d'opposition et certains millionnaires, les Ambani ne sont pas inquiétés. « *Un milliardaire ne risque rien tant qu'il est du côté du parti au pouvoir. Le BJP voit en Mukesh Ambani l'incarnation d'un entrepreneur dont le pays a besoin* », décrypte Hamish McDonald. « *Too big to fail* », comme disent les Américains. Et puis Mukesh Ambani est originaire de la même région que le premier ministre, le Gujarat. Ils se connaissent depuis plus de vingt ans. Narendra Modi a vu grandir les enfants Ambani.

Reliance a donné, via une filiale, 50 millions de dollars aux partis politiques en achetant des bons électoraux en 2022 et 2023. La somme est ridicule pour cet empire qui a réalisé 119 milliards de dollars de chiffre d'affaires l'an dernier. Ses activités vont des hy-

drocarbures aux communications en passant par la pétrochimie, le commerce en ligne, les supermarchés et la presse. Mukesh Ambani contrôle trois chaînes d'information et deux journaux, a fait entrer Facebook et Google au capital d'une de ses sociétés... « *Il jouit d'une position très sûre dans le paysage politique, économique et médiatique. Peu de gens osent le critiquer* », observe Hamish McDonald.

« Les Ambani veulent montrer qu'ils sont plus puissants que n'importe quel milliardaire indien »

Hamish McDonald Journaliste

Certains projets de Mukesh Ambani épousent la vision du gouvernement Modi, qui tente de transformer l'Inde en grande puissance. En 2021, il a annoncé un investissement de 8,5 milliards d'euros sur trois ans pour produire de l'hydrogène vert, assembler des piles à combustible et des batteries. Le plan coïncide avec les ambitions du pouvoir fédéral, qui veut développer les énergies propres et en finir avec son étiquette de troisième nation émettrice de gaz à effet de serre.

Pour montrer qu'il est incontournable et intouchable, Mukesh Ambani se constitue une sorte de cour, tel un monarque. Hillary Clinton et John Kerry avaient assisté aux noces d'Isha Ambani en 2018. « *La presse people du monde entier couvre le mariage d'Anant, y compris des titres de référence comme le magazine Vogue américain et des influenceurs très populaires. C'est comme s'ils étaient devenus la famille royale indienne. D'ailleurs, aux mariages des deux aînés, il avait recruté des photographes de la royauté britannique. Ils veulent montrer qu'ils sont plus puissants que n'importe quel milliardaire indien* », estime une chef d'entreprise qui a participé à l'organisation des noces d'Akash et Isha. « *On apercevait des dirigeants de plusieurs États du pays où Reliance fait des affaires, ainsi que des hommes d'affaires liés au conglomérat* », ajoute cette source. À 67 ans, Mukesh n'a pas oublié la devise de son père : si tu veux aller de l'avant en Inde, fréquente autant les bonnes que les mauvaises personnes. ■

* Le prénom a été changé.

Retrouvez demain : La ruissante fortune des sultans de Johor (Malaisie)

YOUR DREAMS MAKE THEM REAL

1^{ER} SEPTEMBRE 2024

DIOR

LE FIGARO

économie



GALERIES LAFAYETTE
GINETTE MOULIN TRANSMET
LES RÊNES À LA NOUVELLE
GÉNÉRATION **PAGE 28**



CMA MEDIA
NICOLAS DE TAVERNOST DÉTAILLE
LES AMBITIONS DU GROUPE SAADÉ
DANS LES MÉDIAS **PAGE 30**

MERCURY STUDIO - STOCK ADORBECCOM, MONTICELLLO - STOCK ADORBECCOM, JULIEN KNAUBSIPA, NICOLAS GOUHERMIS

Grandes surfaces : le trou d'air



Les enseignes de grande distribution sont confrontées au changement des habitudes de consommation de leurs clients, qui réduisent leurs achats. **PAGE 26**

Les profits du constructeur chinois BYD bondissent

BYD, le géant chinois des véhicules à « nouvelle énergie » - électriques et hybrides rechargeables -, rival de Tesla, vient de publier des résultats en hausse au premier semestre. Son chiffre d'affaires a grimpé de 15,7 %, à 301,1 milliards de yuans (37,9 milliards d'euros). Son bénéfice de 13,63 milliards de yuans (1,71 milliard d'euros), a progressé de 24,4 % sur un an.

Malgré une guerre des prix sanglante en Chine, les ventes de ses modèles de véhicules électriques lui assurent une belle croissance. Les revenus de l'automobile, sa principale activité, ont augmenté de 9,3 % par rapport à l'an dernier, tandis que ceux liés à la fabrication de composants de téléphones et à l'assemblage d'autres produits - batteries... - ont bondi

de 42 %. Mais BYD, qui avait réussi à détrôner Tesla au dernier trimestre 2023, n'a pas réussi à battre son adversaire américain. Au deuxième trimestre, le chinois a livré 426 039 véhicules électriques (+21 %), soit 20 000 de moins que Tesla en (443 956). Confronté à la saturation des ventes sur son marché intérieur, BYD accélère son internationalisation en Europe où

il construit une usine en Hongrie ainsi qu'en Turquie où les accords douaniers avec l'Europe lui permettent d'échapper aux surtaxes européennes. Spécialisé à l'origine dans la conception et la fabrication de batteries, BYD continue de fournir de nombreux constructeurs étrangers (Tesla, BMW, Mercedes, Audi, Toyota, Ford...).

VALÉRIE COLLET

> FOCUS LES JO REDONNENT LE MORAL AUX FRANÇAIS

Parentèse dans une situation économique et politique tendue, les Jeux olympiques ont redonné une bouffée d'optimisme aux Français. Le moral des ménages s'est redressé de 1 point au mois d'août, pour retrouver son plus haut niveau depuis le début de la guerre en Ukraine, a annoncé l'Insee mercredi. À 92, l'indicateur reste cependant bien au-dessous de sa moyenne de longue période de 100, précise l'Institut de la statistique. L'opinion des ménages sur leur situation financière personnelle passée baisse de 1 point, tandis qu'elle augmente de 1 point sur leur perspective financière. Davantage de foyers se disent prêts à faire des achats importants, même si cette proportion demeure « bien au-dessous » de sa moyenne de long terme. Ils sont aussi plus nombreux à vouloir épargner, en hausse de 2 points après avoir perdu 4 points en juillet, « nettement au-dessus de la moyenne de longue période ».

Mitigés sur leur situation personnelle, les ménages sont plus optimistes sur la situation économique générale du pays. Leur opinion sur l'évolution récente du niveau de vie en France remonte de 4 points, et celle sur l'évolution à venir en gagne 5, même si elle reste là encore « très au-dessous » de leur moyenne de longue période. Les craintes sur le chômage sont stables tandis que la peur de l'inflation semble disparaître peu à peu : la part des ménages estimant que les prix vont accélérer dans l'année à venir diminue fortement. La proportion de ceux jugeant que les prix ont fortement augmenté au cours des douze derniers mois recule, elle, pour le sixième mois consécutif.

M.-C.R.

le PLUS du FIGARO ÉCO

ESPAGNE

Soupçons d'influence russe derrière l'OPA sur le train Talgo **PAGE 27**

LA SÉANCE

DU MERCREDI 28 AOÛT 2024

	CAC 40	7577,67	+0,16%
	DOW JONES	41136,17	-0,28%
	ONCE D'OR	2420,00 (2420,00)	
	PÉTROLE (Brent)	79,030 (79,800)	
	EUROSTOXX 50	4915,77	+0,35%
	FOOTSE	8343,85	-0,02%
	NASDAQ	19361,82	-1,12%
	NIKKEI	38371,76	+0,22%

L'HISTOIRE

Le nombre de cryptomillionnaires dans le monde a doublé en un an

Ceux qui ont fait les bons placements en cryptomonnaies peuvent se frotter les mains. Le nombre de personnes détenant plus de 1 million de dollars en cryptoactifs a quasiment doublé en un an, selon le rapport « Crypto Wealth Report 2024 » publié cette semaine par New World Wealth et Henley & Partners. L'étude recense 172 300 millionnaires en actifs cryptographiques, contre 88 200 l'an dernier. Soit une hausse de 95 %. Parmi eux, 85 400 ont fait fortune grâce au bitcoin. Porté par un attrait toujours accru pour la reine des cryptos, le marché a connu une fois de plus une croissance remarquable ces derniers mois. En 2024, la capitalisation totale des

cryptomonnaies s'établit ainsi à 2 300 milliards de dollars, contre 1 200 milliards de dollars l'été dernier. Le nombre de détenteurs a suivi la même dynamique. Henley & Partners l'estime aujourd'hui à 560 millions, en hausse de 32 % par rapport à l'an passé.



Les cryptomilliardaires, eux, demeurent une espèce rare : ils ne sont que 28 (+27 %). Tandis que les « cryptoriches » se multiplient, les experts de Henley & Partners constatent qu'ils sont de plus en plus nombreux à chercher des lieux de résidence, voire des passeports dans des pays accueillants. Plusieurs États, notamment du Golfe, proposent des avantages fiscaux, des droits au séjour ou encore la citoyenneté en échange de placements importants. ■

CHARLES PLANTADE

La fausse démission d'un ministre turc fait plonger la monnaie nationale

La rumeur, tenace, continue d'angoisser les analystes des marchés. « Puisque les déclarations officielles n'ont pas suffi, laissez-moi l'écrire ici. Non, je n'ai pas démissionné. Les rumeurs qui circulent ne sont pas vraies. » C'est pour couper court à cette fake news qui circulait depuis plusieurs jours sur les réseaux sociaux que Mehmet Simsek, ministre de l'Économie turc, a pris la plume sur X (ex-Twitter) vendredi dernier. Les autorités enquêtent sur la diffusion de publications qui ont propagé ce bruit fort incommode pour le gouvernement, alors que la Turquie est plongée dans une crise inflationniste historique. En à peine quinze minutes, l'information, qui aurait été colportée par des opposants politiques, a fait plumer la livre turque de 4,5 % en Asie, avant que la monnaie ne se redresse. Un krach éclair, selon le jargon des traders. Le démenti de l'intéressé n'a pas empêché les économistes de dresser les sombres perspectives qui se profilent en

cas de retrait, sinon de changement, aux manettes des finances du pays. « Si Simsek démissionne, les 20 milliards de dollars d'entrées de portefeuille observées au cours de l'année dernière disparaîtront, avec une dévaluation accélérée et une perte massive des réserves de change », le tout doublé d'une « crise systémique », prédisait mercredi sur X l'expert Timothy Ash. L'adoption de politiques économiques plus orthodoxes à partir de juin 2023, à l'initiative de la nouvelle équipe nommée par Erdogan au lendemain de sa réélection, s'est accompagnée d'un relèvement du taux directeur de la banque centrale de 8,5 % à 50 %. Un remède de cheval pour juguler la dépréciation de la livre qui alimentait une inflation hors de contrôle. La moindre menace, fût-elle une rumeur, d'un retour aux mesures peu conventionnelles et à une mainmise d'Erdogan sur les institutions financières a un effet immédiat sur les marchés.

CLARA GALTIER

Nuages en vue pour la grande distribution confrontée à une consommation en berne

Manon Malhère

Les grandes surfaces n'ont plus l'inflation pour doper artificiellement leur chiffre d'affaires. Les ventes patinent.

« On parle souvent de rentrée sociale. Cette fois, nous avons une inquiétude sur la consommation. Les volumes de produits achetés en grande surface stagnent ou baissent », alerte le représentant d'une enseigne alimentaire. L'état se resserre de plus en plus sur le secteur de la grande distribution qui fait face à une baisse des ventes en volume pour les produits de grande consommation (alimentation, hygiène, entretien et beauté) depuis plus de six semestres, selon l'institut CIRCANA. Or, parallèlement, les distributeurs ne peuvent plus compter sur l'inflation pour doper artificiellement leur chiffre d'affaires. Après une flambée de plus de 20 % entre 2021 et 2023, les prix refluent depuis plusieurs mois maintenant (-0,9 % sur un an). Résultat : au premier semestre, le chiffre d'affaires du secteur (superettes, supermarchés, et hypers) n'a progressé que de 0,1 % sur un an, contre 10,4 % lors de la même période l'année précédente. Plus inquiétant, en juillet, les ventes en valeur ont reculé de 1,5 % sur un an.

Une période transitoire en attendant le retour d'une consommation plus dynamique ? « L'inflation et l'hyperinflation ont été un poison très lent. Restaurer le pouvoir d'achat et la confiance prend du temps », expliquait récemment au Figaro Alexandre Bompard, le PDG du groupe Carrefour. En réalité, « le sujet de la baisse des volumes n'est pas nouveau pour la grande distribution mais il a été masqué par le Covid, puis la crise inflationniste », estime Philippe Goetzmann, consultant spécialiste de la consommation française. Les enseignes ont connu une période faste durant la pandémie : les achats en grande surface ont bondi pendant les confinements. Mais les années précédentes étaient déjà marquées par des ventes en volume de produits de grande consommation en petite forme, avec un recul moyen autour de 0,5 % par an.

Transformations structurelles

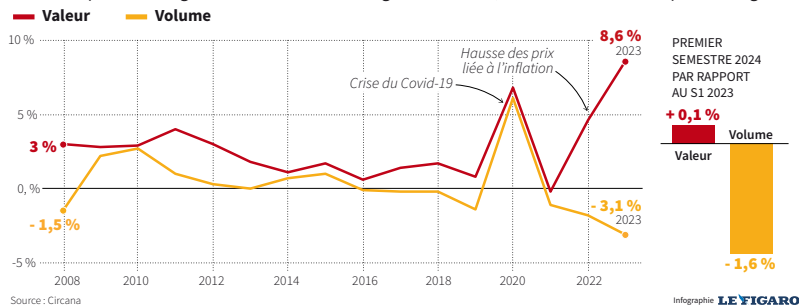
Maintenant que la période Covid et la crise inflationniste sont révolues, le défi d'une consommation peu florissante reste entier pour la grande distribution. « Le secteur s'est construit sur un modèle de faibles marges et de volumes importants depuis les années 1960. Or, structurellement, la consommation évolue à la baisse », indique Emily Mayer, experte grande consommation chez CIRCANA. En cause, selon les experts : le vieillissement de la population, les préoccupations environnementales qui peuvent pousser à la sobriété, le soin accordé à la santé qui incite à consommer différemment (produits sains) ou encore, l'orientation des dépenses vers la tech, les voyages...

« Auparavant, toutes les catégories sociales allaient faire leurs courses dans une grande surface avec des offres de produits qui s'adressaient à tout le monde. Les comportements ont évolué, ajoute Philippe Goetzmann. Aujourd'hui, en s'adressant à tout le monde, ces grandes enseignes ne s'adressent à personne. Les distributeurs qui ciblent leur clientèle ont un meilleur positionnement. » Par exemple, le discounter Action, qui propose des prix bien plus bas dans le secteur du non alimentaire, connaît un essor fulgurant. Tout comme les chaînes de boulangerie. Cette fragmentation des achats pèse en particulier sur les hypermarchés.

À ces transformations structurelles s'ajoutent des raisons conjoncturelles qui n'arrangent pas les affaires. Les prix restent toujours plus élevés qu'avant la crise inflationniste (+11 % sur deux ans), un grand nombre de consommateurs sont toujours contraints aux arbitrages. Certains ménages ont par ailleurs modifié leurs comportements d'achat durant la crise inflationniste : report vers les premiers prix, réduction des quantités achetées. « Avant le Covid, les volumes étaient en baisse mais nous observions une montée en gamme dans le choix des produits des consommateurs, ce qui jouait à la hausse sur le chiffre d'affaires », précise Emily Mayer. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Enfin, la mauvaise météo au printemps et durant une partie de l'été a également pesé.

Un sévère retour de bâton

Ventes de produits de grande consommation en grande surface, variation annuelle en pourcentage



Cette consommation morose pourrait rebattre les cartes dans un secteur qui n'est pas à l'abri d'une nouvelle consolidation. La saga Casino hante toujours les esprits. En difficulté financière ces dernières années, l'enseigne stéphanoise a dû céder la quasi-totalité de ses grandes surfaces principalement à Auchan et Intermarché, avant d'être reprise par le milliardaire tchèque Daniel Kretinsky en mars dernier. « Globalement, aujourd'hui, il y a trop d'enseignes alimentaires traditionnelles

et trop de m² de grande surface », résume Philippe Goetzmann.

Une guerre des prix redoutable

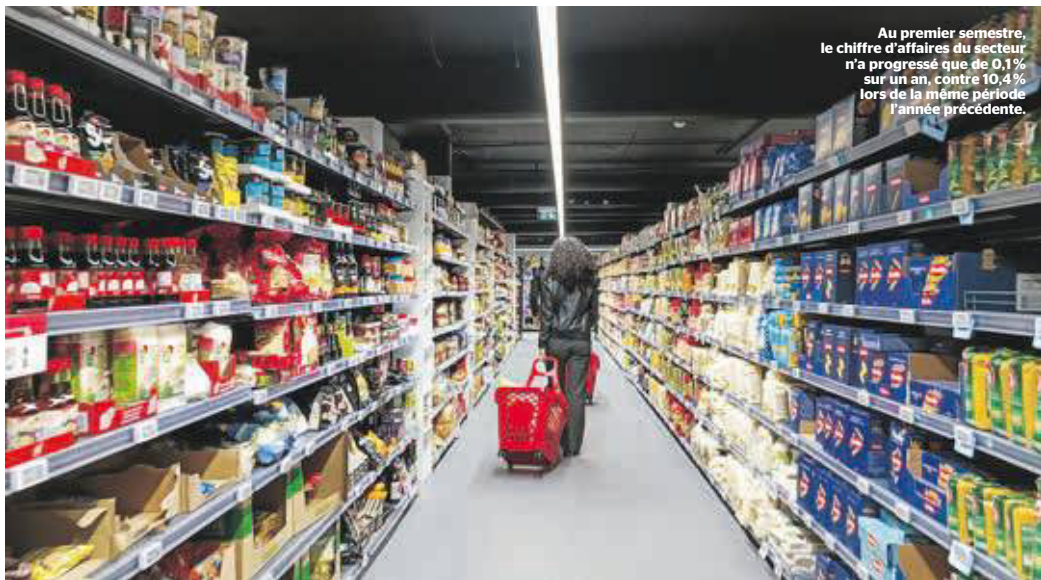
Les intéressés ne sont pas affectés de la même façon par ce contexte difficile. Si le gâteau ne progresse plus, la croissance des uns se fait au détriment des autres. Ceux dont les ventes baissent, ne peuvent même plus jouer sur la hausse des prix pour sauver leur rentabilité. Car le pouvoir d'achat reste une forte préoccupation des ménages. Les distributeurs se

livrent actuellement à une guerre des prix redoutable, menée par le leader Leclerc qui a réussi à creuser l'écart avec ses concurrents durant la crise inflationniste avec des prix bas et une offre variée. Une stratégie commerciale qu'il travaille depuis plusieurs décennies. « Leclerc est capable de remettre de la pression sur les prix et les autres doivent suivre », glisse le représentant d'une enseigne. Mais jusqu'à quand ?

Le numéro un récolte également les fruits de son organisation décentralisée

avec des adhérents - à la tête des magasins - qui agissent de façon autonome. Système U et Intermarché, qui fonctionnent aussi sur ce modèle « d'indépendants », ont également le vent en poupe. Le chiffre d'affaires d'Intermarché est en hausse de près de 7 % depuis le début de l'année avec des volumes également en progression, affirme l'enseigne. De quoi questionner un peu plus la pertinence du modèle intégré davantage centralisé et moins agile. Fin juillet, le numéro deux du secteur, Carrefour, a annoncé une baisse de son chiffre d'affaires de 2,1 % au premier semestre. Le groupe, qui attribue ce recul à sa politique de baisse des prix, insiste toutefois sur une rentabilité améliorée grâce aux économies réalisées.

En grande difficulté - son chiffre d'affaires a chuté de 4,7 % entre janvier et juin -, Auchan suscite de plus en plus d'inquiétudes quant à sa capacité à se relancer. L'enseigne à l'oiseau rouge a engagé un plan de réduction des espaces de ses hypermarchés et, selon une information de La Lettre, envisagerait d'en céder trois à Leclerc. En pleine transformation pour sa survie, le groupe Casino (Monoprix, Franprix, Cdiscount, Vival, Spar) n'est pas non plus tiré d'affaires, avec une chute de ses ventes de près de 6 % au premier semestre. « Aujourd'hui, on ne peut pas se permettre de faire une erreur. Les marges sont faibles et il ne faut pas grand-chose pour basculer du mauvais côté », conclut un distributeur. ■



Au premier semestre, le chiffre d'affaires du secteur n'a progressé que de 0,1 % sur un an, contre 10,4 % lors de la même période l'année précédente.

La « stretchflation », cette technique qui permet aux industriels d'augmenter leurs prix en toute discrétion

Emma Confrère

Dans les rayons des supermarchés, difficile de s'y retrouver pour le consommateur. Il y a quelques mois, le gouvernement et la grande distribution étaient vent debout contre le phénomène de « shrinkflation », ou de « réduction » en bon français, consistant à réduire la quantité d'un produit vendu au même prix. Plusieurs acteurs ont également pointé la « cheapflation » pratiquée par certains industriels, qui consiste à changer la recette d'un produit avec des ingrédients moins onéreux et de moins bonne qualité. Désormais, il existe aussi la « stretchflation ».

Cette expression est la contraction de « stretch » en anglais qui signifie « étirer » et l'inflation. Concrètement, cette technique consiste à augmenter le poids d'un produit, tout en appliquant une plus forte hausse de prix en parallèle. Une pratique légale mais peu

honnête envers les consommateurs, même si le prix au kilo est systématiquement noté sur le packaging.

Le journaliste spécialisé en grande distribution Olivier Dauvers a repéré quelques exemples de « stretchflation ». En mai dernier, une boîte de quatre Bun's de la marque McCain pesait 400 grammes, vendue à 2,93 euros, soit 7,33 euros le kilo ; elle est passée à 460 grammes pour 3,99 euros, soit 8,67 euros le kilo. « Comme d'autres acteurs industriels, nous avons fait face à une augmentation du coût des matières premières, de la production et de la distribution que nous avons dû répercuter dans nos produits, tout en veillant à ce que l'évolution du tarif 2024 sur notre produit Bun's reste proportionnelle à l'augmentation du grammage », s'est justifié le groupe McCain. Nous tenons à rappeler que le prix final au consommateur en magasin reste à la discrétion entière du distributeur.

Fin juillet, Olivier Dauvers a pointé le cas des boîtes de gâteaux apéritifs de la marque Belin. Les célèbres Monaco

à l'emmental sont ainsi passés de 100 à 110 grammes (+10 %) tandis que le prix de la boîte a décollé de 1 euro à 1,29 euro (+29 %). Même observation pour les Snacky, avec un prix courant de 80 centimes qui est passé à 1,02 euro, alors que la boîte n'a pris que 10 grammes. « La mention "Encore + de crackers Nouveau Format" n'a visiblement pour objectif que de détourner l'attention du client : tant du poids (appréciez la taille du 110 grammes en bas à gauche) que du prix », souligne Olivier Dauvers.

Justification des marques

Le groupe Mondelez, auquel appartient Belin, explique avoir conçu « un nouveau portefeuille simplifié et de nouveaux formats » en mai dernier. « Sans modifier les dimensions des paquets actuels, la quantité des crackers augmente, ce qui permet de réduire l'espace vide et de garantir plus de générosité (...). Cette évolution est indiquée d'une manière claire et transparente sur les packs concernés avec une

mention "Nouveau format ; Encore + de crackers". (...) Cette évolution des formats s'accompagne d'une augmentation du prix au kilogramme permettant ainsi à la marque de mieux structurer son offre et de revaloriser son positionnement, tout en restant accessible. »

À la rentrée, le gouvernement va-t-il sortir les griffes pour enrayer ce phénomène ? Cette année, l'exécutif s'est déjà attaqué à la « shrinkflation » en instaurant une nouvelle mesure. Depuis le 1^{er} juillet, « les supermarchés doivent obligatoirement informer les consommateurs des produits dont la quantité diminue mais qui sont vendus à un prix identique ou plus élevé ». Certains distributeurs ont joué le jeu et ont mis en place des affichettes devant plusieurs références pour dénoncer cette pratique. Une initiative qui pourrait être appliquée à la « stretchflation » et qui pourrait relancer la guerre entre les distributeurs et les industriels, dont les relations sont particulièrement tendues depuis la poussée inflationniste. ■

Madrid invoque l'ombre de Moscou pour bloquer une OPA sur ses trains Talgo

Mathieu de Taillac Madrid

Un consortium hongrois cherche à acquérir depuis des mois le constructeur ferroviaire espagnol.

L'Espagne déploie son arsenal défensif pour protéger sa souveraineté économique. C'est en invoquant la sécurité nationale que Madrid s'oppose à ce que son unique constructeur de trains à grande vitesse, Talgo, passe sous bannière hongroise. Le gouvernement espagnol a en effet annoncé mardi mettre son veto, prévu par la loi en cas d'opérations sur des entreprises stratégiques, à l'OPA du groupe Ganz-Mavag Europe. Ce consortium est détenu à 55 % par la Compagnie nationale des chemins de fer hongrois, et à 45 % par le fonds d'investissement public, qui dépend du ministère de l'Économie hongrois. Les motifs concrets de l'inquiétude n'ont pas été rendus publics, car l'information a été classée secret. Mais, selon des informations qui ont circulé mercredi, une enquête des services secrets espagnols a alimenté la décision. Les espions espagnols soupçonnent le groupe hongrois d'être soumis à des influences russes.

Talgo est « une entreprise stratégique » dans un secteur « clé pour la sécurité économique, la cohésion territoriale et le développement industriel », argumente le ministère de l'Économie espagnol, qui ajoute que l'opération « entraînerait des risques insurmontables pour la sécurité nationale et l'ordre public ». Talgo fait figure de champion national et peut revendiquer, parmi ses grands succès commerciaux, un train à grande vitesse entre Médine et La Mecque ou les 56 trains vendus à Deutsche Bahn pour 1,4 milliard d'euros, le plus gros contrat de son histoire. Le constructeur est aussi le fournisseur du français Le Train pour ses futurs trains à grande vitesse entre Bordeaux, Nantes, Rennes et Angoulême.

Selon le journal *El País*, qui cite des sources de la commission des investissements extérieurs, chargée d'éclairer l'exécutif sur les motivations de l'OPA, le Centre national de renseignement (CNI), qui dépend du ministère de la



Un rapport souligne le danger que des technologies sensibles tombent entre de mauvaises mains, notamment celle du changement automatique de l'écartement des roues qui permet au Talgo de s'adapter aux rails européens.

Défense, et le Département de sécurité nationale, sous la tutelle de la présidence du gouvernement, ont nourri la commission de rapports détaillés pendant dix-huit mois. Le document de la commission souligne, d'une part, les liens entre des acteurs clés du consortium et le premier ministre nationaliste, Viktor Orban, et, d'autre part, les relations entre la compagnie hongroise des chemins de fer et le fabricant russe de matériel ferroviaire Transmashholding (THM), principal fournisseur des chemins de fer de Russie. Si THM est sortie de l'actionnariat de la compagnie hongroise quand Bruxelles et Washing-

ton ont imposé des sanctions contre Moscou après l'invasion de l'Ukraine, les rapports indiquent que des connexions informelles ont survécu à la guerre.

D'autres offres

Les rapports ont été analysés lundi par le Conseil de sécurité nationale, où siègent tous les ministres concernés : Économie, Finances, Industrie, Affaires étrangères, Défense, Intérieur et Transports, sous la direction du « ministre de la présidence », représentant du chef du gouvernement, Pedro Sanchez. Les documents mentionnent des

pressions exercées au cours des derniers mois sur les syndicats de Talgo et sur le gouvernement de la région Pays basque, où se situe la principale usine du constructeur. Le rapport souligne le danger que des technologies sensibles tombent entre de mauvaises mains, notamment celle du changement automatique de l'écartement des roues. Cette dernière permet aux trains espagnols de passer la frontière française et de poursuivre leur route sur des rails aux standards européens, plus étroits que les voies utilisées en Espagne et au Portugal. Un avantage militaire, dans le cas de pays en guerre.

Les rails ibériques, plus larges de 23 centimètres qu'au nord des Pyrénées, sont précisément l'héritage d'un système défensif de l'Espagne, échadée par les invasions napoléoniennes.

« Talgo n'est pas le seul fabriquant européen à contrôler cette technologie », relativise un porte-parole en Espagne du consortium hongrois, qui cite le constructeur espagnol CAF et le suisse Stadler pour le transport de personnes, et trois autres entreprises pour les marchandises. « Par ailleurs, les clients qui ont acheté des trains de ce type connaissent bien cette solution technique, ajoute un document préparé par le consortium. Par exemple, les trains Talgo vendus à (la compagnie russe) RZD pour la route Moscou-Berlin inaugurée en 2016 utilisaient ce mécanisme pour passer de l'écartement européen à l'écartement russe. »

Le groupe espagnol déclare attendre que le consortium hongrois lui « communique ses prochains mouvements pour prendre ses propres décisions ». Ganz-Mavag Europe indique pour sa part que son offre « remplissait tous les critères légaux mais le gouvernement espagnol a cette prérogative discrétionnaire de refuser l'OPA, bien que l'on puisse douter du caractère stratégique du secteur ferroviaire. Notre proposition était à la fois une issue pour les actionnaires qui veulent sortir de Talgo (le fonds Trilantic, qui contrôle 40 % du capital à travers une société luxembourgeoise, NDLR) et une solution industrielle aux goulots d'étranglement de ses usines ». Ses conseils travaillent actuellement à la stratégie judiciaire, qui s'exercera à la fois dans les juridictions espagnoles et à l'échelon européen.

Le temps pour Talgo d'étudier une autre offre, jusque-là mise en sommeil : celle du constructeur automobile Skoda, vue d'un meilleur œil par Madrid. Talgo avait souligné les imprécisions de la proposition du groupe tchèque, qui ne mettait pas un prix aux actions qu'il souhaite acquérir, alors que les Hongrois proposaient 5 euros par action. ■

Le climat met en péril la récolte des oranges au Brésil

Eléonore Hughes Rio de Janeiro

Dans le pays, premier producteur mondial de l'agrumes, la saison est aussi calamiteuse pour le maïs et les oléagineux.

Les préoccupations sont énormes : c'est ainsi que l'agriculteur Elio La Laina résume la situation. Premier producteur d'oranges et premier exportateur de jus d'orange dans le monde, le Brésil fait face à sa pire récolte depuis trente-six ans. Il devrait produire 232 millions de boîtes de 40,8 kg, contre 307 millions de boîtes l'année dernière, soit une baisse de près de 25 %, selon l'organisation des producteurs d'agrumes Fundecitrus. En cause : la double menace de maladies et du dérèglement climatique. Les prix s'envolent, et les producteurs redoutent une baisse de la demande pour ce fruit, pourtant parmi les plus appréciés. D'autres alertent sur un risque de pénurie.

Le huanglongbing (HLB), surnommé « la maladie du dragon jaune », a été détecté pour la première fois au Brésil en 2004, quatre ans après le début des activités d'Elio La Laina dans l'État de São Paulo. Depuis, « la maladie bactérienne est devenue notre compagnon », commente, avec un rire jaune, ce producteur d'oranges de 56 ans implanté dans la municipalité de Gavião Peixoto. La maladie se propage à travers un insecte qui transmet la bactérie. Cette dernière tue lentement l'arbre en détruisant son système racinaire. En Floride, aux États-Unis, la production d'oranges a chuté de 92 % en deux décennies, à cause d'une série d'ouragans mais aussi du HLB. La progression au Brésil a été plus lente, mais Fundecitrus estime qu'en 2023, 38 % des arbres de São Paulo et du Minas Gerais, qui font partie de la « ceinture citrique », étaient d'ores et déjà touchés.

La maladie est à l'heure actuelle incurable, et des producteurs brésiliens se tournent vers des États moins affectés tels que le Mato Grosso do Sul ou Goiás. Pour la firme Bayer, il existe un risque de « totale disparition » de la denrée. Selon Guilherme Rodriguez, porte-parole et ingénieur agronome à Fundecitrus, la maladie a provoqué la chute d'environ 8 % du total des oranges qui sont tombées avant l'heure au Brésil. Les oranges font également face à d'autres menaces, avance le représentant de la profession, comme la punaise des furets et la mouche des fruits, ainsi que d'autres pathologies telles que la tache noire, la lépre et le chancre des agrumes.

« En 2023, nous avons eu plusieurs épisodes de températures élevées qui ont coïncidé précisément avec ce moment de la fructification initiale de la plante, ce qui a entraîné la chute des fruits »

Guilherme Rodriguez
Porte-parole de Fundecitrus

Le dérèglement climatique a été encore plus dévastateur que les maladies. D'abord, il y a eu des précipitations en deçà de la moyenne. Puis une série de vagues de chaleur ont déferlé sur la ceinture citrique. L'orange fleurit au printemps (septembre-décembre au Brésil), et, en cas de chaleur excessive à cette



Le Brésil devrait récolter 232 millions de boîtes de 40,8 kg d'oranges, contre 307 millions l'an dernier, soit une baisse de près de 25 %, selon Fundecitrus.

période, les fruits naissants tombent. « En 2023, nous avons eu plusieurs épisodes de températures élevées qui ont coïncidé précisément avec ce moment de la fructification initiale de la plante, ce qui a entraîné la chute des fruits », note Guilherme Rodriguez. « Le soleil brûle tout », souligne Elio La Laina, selon qui le climat a beaucoup changé depuis 2010. « Les précipitations ne sont plus constantes. Nous avons des températures qui dépassent facilement les 35 °C, ce qui fait souffrir l'orange. » Le producteur tente de pro-

téger ses arbres en leur appliquant une espèce de crème solaire. Il a également décidé d'enlever 90 hectares d'orangers et n'en compte plus que 30 hectares. Ces derniers sont irrigués, ce qui lui a permis d'éviter des pertes trop importantes.

La baisse de la récolte chez d'autres producteurs a empêché l'industrie de refaire ses stocks de jus d'orange, ce qui pourrait compromettre l'offre mondiale, estime Fernanda Geraldini, chercheuse au Centre d'études supérieures en économie appliquée de l'université de São

Paulo. Une boîte d'oranges se vend désormais à 85 reais (14 euros) dans l'État de São Paulo, son plus haut niveau depuis trente ans.

D'autres cultures brésiliennes pâtissent du changement climatique. Le manque de pluies a engendré des pertes dans la récolte de maïs, qui devrait s'élever à 115,8 millions de tonnes en 2024, soit près de 12 % de moins qu'en 2023. À l'inverse, des pluies diluviennes ont provoqué des inondations dans l'État du Rio Grande do Sul, entraînant la mort d'au moins 182 personnes, ainsi que des pertes économiques colossales qui pourraient atteindre 3 milliards de reais (500 millions d'euros) dans le secteur de l'agronomie. À l'échelle du pays, la récolte nationale de céréales, légumineuses et oléagineux devrait être de 299,6 millions de tonnes en 2024, en retrait de 5 % sur un an.

Face à ces pertes qui se reproduisent au fil des années, il est urgent de revoir les assurances pour le secteur rural, estime Felipe Serigati, chercheur au centre d'études d'agronomie à la Fondation Getúlio Vargas (FGV). « Le producteur a besoin de ce soutien pour qu'une mauvaise récolte ne finisse pas par compromettre sa capacité financière à produire la prochaine », analyse l'expert. Les producteurs pourraient également adopter un certain nombre de pratiques pour limiter les pertes, selon Eduardo Assad, professeur d'agrobiologie à la FGV. « La protection des sols, le maintien de l'eau dans le sol... les agriculteurs doivent être plus attentifs et modifier leur système de production, faute de quoi ils seront perdants », analyse Eduardo Assad. ■

Manon Malhère

Ginette Moulin, présidente de Motier, le holding familial propriétaire des grands magasins, passe le flambeau à sa descendance.

Ginette Moulin passe le flambeau. Âgée de 97 ans, la discrète présidente de Motier, le holding familial propriétaire du groupe Galeries Lafayette, a décidé de démissionner de ses fonctions et de confier les clés de l'entreprise familiale à sa descendance. Dernière personne vivante à avoir connu Théophile Bader, son grand-père, qui fut l'un des fondateurs des Galeries Lafayette, il y a cent trente ans, Ginette Moulin, dont l'influence a toujours été très forte, continuera de suivre les affaires mais avec un peu plus de recul.

Le temps est en effet venu de donner un nouveau souffle et de « confier davantage de responsabilités à la cinquième génération de dirigeants familiaux » que sont ses petits-enfants, souligne le holding Motier dans un communiqué. Cette passation s'opère après vingt et un ans à la tête du groupe familial : Ginette Moulin en était devenue président en 2005, remplaçant son mari, Étienne Moulin, décédé. Un défi pour cette mère de trois filles, déjà très présente lorsque son mari était en fonction. « Cela me vexait d'entendre ma mère dire qu'après mon père, Max, tout serait fichu, que mon mari ne serait pas capable. Cela m'a encore plus donné l'envie de prouver mes capacités et la volonté de transmettre, j'ai pris le contre-pied ! », expliquait-elle au Figaro en 2014.

Dans cette histoire qui reste très familiale, chacun des descendants qui participent à l'aventure motive ainsi d'un grade. Son gendre (quatrième génération), Philippe Houzé, la remplace au poste de président de Motier. Il cède sa place de président du directoire du groupe Galeries Lafayette (Galeries Lafayette, La Redoute, BazarChic ou encore Mauboussin) à son fils - petit-fils de Ginette Moulin - Nicolas Houzé, actuellement directeur général des Galeries Lafayette. Poste qu'il conserve.

Nicolas Houzé opérera avec, à ses côtés, son frère Guillaume Houzé et son cousin Arthur Lemoine ainsi qu'Ugo Spinolo, directeur financier dans l'entreprise depuis de nombreuses années. « Cette évolution préparée de longue date s'inscrit dans la continuité de la transition déployée de façon progressive au cours des dernières années au sein des différents organes de gouvernance de l'entreprise », souligne le holding Motier.



Philippe Houzé et son fils Nicolas, à la tête des Galeries Lafayette. EMMANUEL PAIN

La nouvelle génération prend la tête du groupe Galeries Lafayette

Rajeunie, l'équipe dirigeante va devoir travailler d'arrache-pied pour mener à bien la stratégie de désendettement et de relance des activités du groupe Galeries Lafayette. À l'instar de ses concurrents en France et à l'étranger, ses grands magasins font face à des difficultés depuis plusieurs années, confrontés à l'essor du commerce en ligne et des centres commerciaux en périphérie des villes. Puis la pandémie du coronavirus a porté un coup dur avec de longues périodes de fermeture forcée et l'absence des touristes asiatiques qui venaient en masse faire du shopping auparavant.

Pour sortir de l'ornière, le groupe a décidé de miser sur la montée en gamme en vue d'attirer une clientèle plus locale, et de se focaliser sur les magasins situés dans les villes les plus stratégiques. « Nous avons pensé qu'au sortir de ces crises il fallait concentrer nos ef-

forts humains et financiers sur notre marque cœur », précisait récemment Nicolas Houzé.

« Nous avons pensé qu'au sortir de ces crises il fallait concentrer nos efforts humains et financiers sur notre marque cœur »

Nicolas Houzé
Directeur général des Galeries Lafayette

En province, le groupe a cédé en franchise une grande partie de ces locomotives des centres-villes en perte de vitesse pour n'en conserver que dix-neuf à Nice, Strasbourg ou encore Bordeaux. En 2018 et 2021, l'homme d'affaires bordelais Michel Ohayon a récupéré vingt-six

magasins fragilisés, situés dans des villes de taille moyenne. La foncière lyonnaise la Société des grands magasins (SGM) en a également repris sept en 2022, avant de franchir une nouvelle étape l'an dernier en rachetant au groupe le BHV, qui se trouve, lui aussi, en difficultés financières depuis plus de dix ans.

À l'international, les Galeries Lafayette à Berlin ont fermé fin juillet mais le groupe entend se développer ailleurs - un grand magasin doit ouvrir à Mumbai, en Inde, l'an prochain. Résultat de cette transformation en cours : le groupe enregistre une progression de 9 % du chiffre d'affaires en 2023 par rapport à 2022 dans les magasins sous enseigne (en direct, en franchise, en France et à l'international), à 3,6 milliards d'euros, dont 1,9 milliard réalisé par le seul navire amiral situé boulevard Haussmann.

Dans ce contexte de redressement des comptes, le holding familial Motier a récemment décidé, en mars dernier, de céder un petit tiers de sa participation dans le numéro deux de la distribution alimentaire, Carrefour. Un épisode qui n'a certainement pas été facile à assumer pour Ginette Moulin, même si le holding insiste sur le fait que sa participation reste « significative ». C'est sous sa direction que la famille Moulin avait décidé, en 2014, d'investir dans le groupe Carrefour, devenant progressivement le premier actionnaire du distributeur. Cette décision faisait suite au rachat, un an plus tôt, de Monoprix par le groupe Casino, alors dirigé par Jean-Charles Naouri. Une opération que Ginette Moulin n'aurait jamais acceptée. Monoprix avait été créé par son père, Max Heilbronn, en 1932, avant d'être développé par son mari. ■

La Corse rate (encore) sa saison touristique

Mathilde Visseyrias

L'île de Beauté perd des voyageurs. Elle peine à rivaliser avec d'autres destinations moins chères de Méditerranée.

Eaux cristallines, plages de sable fin, sentiers de randonnées exceptionnelles... L'île de Beauté n'a rien perdu de son image de carte postale. Pourtant, elle peine à faire le plein de touristes. Depuis deux ans, la Corse est en perte de vitesse, concurrencée par d'autres destinations ensoleillées de la Méditerranée, moins chères. Des îles comme les Baléares, les Cyclades, la Sardaigne et la Sicile. Mais pas seulement : la Tunisie, la Croatie et la Turquie sont aussi de sérieux concurrents, avec un rapport qualité-prix-soleil redoutable.

Beaucoup de restaurateurs corses, hôteliers et organisateurs d'activités se plaignent. « Ils sont d'autant plus déçus qu'ils attendaient davantage de monde grâce aux Jeux olympiques », pointe Christelle Combette, présidente de l'Office intercommunal du tourisme du pays ajaccien. Cela n'a pas été le cas. « Étonnant de trouver les restaurants de Propriano aux trois quarts vides à midi, un 14 juillet. D'entendre des hôteliers corses se plaindre de manquer de clients, y compris en août. Et de voir apparaître au plus fort de la saison... des promotions. « Je suis tombée sur une ré-

duction de 20 % pour une petite maison dans la Marina di Santa Giulia », témoigne Laurence. À la toute dernière minute, elle en a profité pour venir en famille du 13 au 21 juillet : il y avait de la place partout, y compris dans les restaurants de plage. « La destination est fantastique, mais les prix aussi élevés qu'à Paris, et l'accueil pas toujours chaleureux, tente d'expliquer Laurence, surprise du peu de monde. La prestation était correcte, sans plus. La littérature décevante. On sent qu'il a manqué des investissements de rénovation. »

Laurence n'est pas la seule à avoir profité de prix en baisse. Après une saison 2023 déjà mauvaise, l'Agence du tourisme de la Corse, la Fédération régionale des offices de tourisme et syndicats d'initiative de Corse (Frotsi) et la compagnie aérienne Air Corsica ont lancé fin mai des promotions : jusqu'à 30 % sur des vols Air Corsica vendus par les offices de tourisme dans le cadre de voyages intégrant un hébergement payant (hôtel, camping, Gîtes de France). La compagnie a accru son nombre de sièges de plus de 5 %. Mais pour l'ensemble du trafic, la tendance reste mauvaise.

En juillet, les quatre aéroports corses (Ajaccio, Bastia, Figari, Calvi) ont recensé 645 000 voyageurs, selon les chiffres de la chambre de commerce et d'industrie (CCI). Soit 10 % de moins que l'an passé, et 4 % de moins qu'en 2019. Alors que l'économie de la Corse dépend à près de 40 % du tourisme, l'inquiétude monte.

De la place tous les soirs

« La Corse subit de plein fouet la baisse du pouvoir d'achat des Français, qui représentent les trois quarts de la clientèle », pense Jean-Dominique Cesari, propriétaire à Propriano d'un camping 3 étoiles situé à cinq minutes à pied de la mer. Chez lui comme à peu près partout, la saison a commencé le 14 juillet. Il a réussi à louer pratiquement tous ses bungalows jusqu'au 20 août, grâce à des prix stables depuis trois ans. Mais, en cette fin août, il reste de la place tous les soirs. « Les clients sont très regardants à la dépense, regrette ce professionnel. Cet été, ils ne se contentent plus de partager une pizza. Ils partagent aussi la glace. Et ils passent l'après-midi à la piscine, dont l'accès est gratuit. »

Thomas Vincetti, gérant de l'hôtel familial Fesch & Spa, à Ajaccio (80 chambres classées 3 étoiles) ne se plaint pas de sa saison. Mais il peste contre les locations saisonnières qui ont poussé comme des champignons dans toute la Corse ces dernières années. « Nous sommes dans la rue piétonne d'Ajaccio, donc nous avons la chance d'avoir du passage et de pouvoir compter sur des arrivées de dernière minute », reconnaît-il. Mais il travaille plus dur qu'avant pour un même résultat. Doté d'une piscine, une salle de sport, un spa et un restaurant avec terrasse, l'hôtel Fesch & Spa est monté en gamme depuis la fin du Covid. Pour rester attractif, il a laissé ses prix inchangés cet été (aux alentours de 200 euros la nuit).

« Trop cher », entend-on pourtant non-stop à propos de la Corse. Sans même regarder le prix d'une chambre ou d'une salade océane (17 €), de nombreux vacanciers bondissent en voyant les tarifs de l'avion et du bateau pour s'y rendre. « J'étais à Paris début juillet. Mon vol retour pour Ajaccio m'a coûté 550 euros. Comment voulez-vous attirer les touristes avec des prix pareils ? », témoigne un

homme d'affaires. Contrairement à d'autres îles de la Méditerranée, la Corse est peu desservie par les compagnies low cost. L'inflation des prix de l'aérien qui a suivi le Covid peine à redescendre.

Dans les ports, le trafic s'est pour sa part établi à 734 000 passagers en juillet, en baisse de 1 % par rapport à juillet 2023 et quasi identique à juillet 2019, selon la CCI. Mais il augmente de 9 % en août chez Corsica Ferries, leader dans sa catégorie. « Nous avions fait carton plein en 2022 et nous avons connu une baisse de 9 % en 2023, rappelle Pierre Mattei, son président. C'est vrai qu'il y a une inflation sur les prix qui impacte la demande. Mais nous les avons réduits de 5 % à 10 % cette année, pour limiter la casse. » La compagnie dessert aussi la Sardaigne et les Baléares, deux destinations en forte progression cet été. « Il y a des cycles dans le tourisme, pense Pierre Mattei. La Corse est dans un cycle bas depuis l'an dernier, et nos activités sont de moins en moins prévisibles. » Comme tout le monde, il compte sur l'arrière-saison pour compenser et ne plus réduire la saison estivale aux seuls mois de juillet et août. ■

Les adultes, le secret de la réussite de Lego

Emmanuel Egloff

Le géant danois du jouet est en forte croissance depuis le début de l'année.

Une McLaren P1 jaune orangée trône sur le couvercle de la grosse boîte, siglée McLaren, à droite, et Lego à gauche. La collaboration entre les deux sociétés a donné naissance en juillet dernier à un produit hors norme, comprenant un moteur à piston V8, un aileron arrière réglable et des portes dièdres ouvrantes. En tout, près de 3 900 pièces permettant de construire cette «supercar». Fabriquée entre 2013 et 2015, cette McLaren coûtait près de 1 million d'euros. Il faudra tout de même déboursier 449,99 euros pour obtenir la version Lego. Un niveau de prix qui montre que cette boîte ne s'adresse pas tout à fait aux enfants, la clientèle pourtant traditionnelle de Lego.

La plupart de ceux qui achètent ce type de produit sont en effet des adultes. Depuis quelques années, le spécialiste de la brique a décidé de cibler ces clients. «Lego a été précurseur dans ce domaine, notamment avec une boîte comme "L'Etoile de la mort", dans l'univers Star Wars», estime Philippe Gueydon, directeur général de l'enseigne King Jouet. Le groupe danois s'appuie sur une multiplication des licences, un développement de son réseau de magasins et une augmentation des lancements de nouvelles boîtes - 300 sur les six premiers mois de l'année - pour assurer son développement. Mais la focalisation de plus en plus forte sur les adultes constitue, également, un élément de la stratégie.

Et ce choix est l'un des éléments qui expliquent le succès actuel du groupe danois. «Lego est aujourd'hui l'incontestable numéro un mondial du jouet, devant les américains Mattel et Hasbro», souligne Dominique Tutt, expert monde pour le jouet chez Circana. Les performances enregistrées au premier semestre par Lego montrent que la dynamique ne ralentit pas. Le chiffre



Lego cible désormais les adultes, notamment à cause de la baisse de la natalité ces dernières années. LEGO

d'affaires, à 31 milliards de couronnes danoises (4,16 milliards d'euros), affiche une impressionnante croissance de 13 %. La marge progresse plus encore, puisque le résultat d'exploitation s'envole de 26 %, à 8,1 milliards de couronnes danoises (1,1 milliard d'euros). En France, «dans un marché du jouet stable, Lego est l'un des seuls groupes dynamiques», souligne Philippe Gueydon. Il affiche une croissance de l'ordre de 30 %. Ce qui signifie que certains de ses concurrents sont en net recul.

Ce ciblage d'une clientèle nouvelle

prend tout son sens, avec l'évolution de la plupart des sociétés occidentales. «Le marché du jouet en France doit aujourd'hui faire face à la baisse de la natalité», analyse Philippe Gueydon. Et cela à une incidence concrète. L'une des solutions pour passer cette période difficile consiste à cibler la population adulte. C'est ce qui s'est passé au Japon. De nombreux acteurs du jouet prennent en compte ces évolutions. C'est ainsi que King Jouet dispose de corners dédiés aux «kidults» dans ses magasins et met en place une communication spécifique

dans leur direction. Avec succès, puisque l'enseigne est aujourd'hui le deuxième acteur physique sur ce segment en France. Les concurrents américains de Lego modifient également leur offre pour s'adapter à cette situation nouvelle : Hasbro a ainsi relancé ses cartes Magic.

Mais c'est incontestablement Lego qui est le plus avancé dans le domaine. «La gamme en direction des adultes ne cesse de s'étendre», reconnaît Dominique Tutt. Certains produits des gammes «traditionnelles» (comme Star Wars ou

Harry Potter) peuvent viser les adultes. Mais le géant danois dispose même de gammes spécifiques, telles Architecture, Creator Expert ou Icons, dotées d'une signalétique particulière indiquant clairement un âge de 18 ans ou plus pour le public recommandé. Et le groupe est toujours capable d'inventer de nouveaux concepts. «En début d'année, Lego a touché une nouvelle cible, les femmes adultes, auxquelles personne ne s'adressait, avec des boîtes de fleurs», souligne Dominique Tutt. Bouquets de roses, de fleurs sauvages ou les fleurs de cerisiers ont immédiatement rencontré le succès, entrant immédiatement dans le top 10 des jouets les plus vendus aux États-Unis ou en Australie. »

Des compétitions pour les fans

Les clients adultes présentent de réelles différences par rapport aux enfants. Ils n'attendent pas forcément les promotions ou la période de Noël pour acheter. «Lego a pu communiquer sur les fleurs lors de la Saint-Valentin ou de la Fête des mères», souligne encore Dominique Tutt. Ils n'hésitent pas, non plus, à créer des sites internet pour partager des idées de création ou évaluer l'intérêt des nouvelles boîtes. Mais Lego nourrit également la passion des fans. Le groupe organise ainsi des compétitions où ils peuvent proposer leurs propres créations. Celles qui reçoivent le plus de votes et sont validées par l'entreprise sont ensuite commercialisées par le groupe dans la gamme Ideas.

Aujourd'hui, la dynamique du géant danois semble solide. Seul - léger - bémol, «les clients de sites internet pour pas si nombreux, mais ils sont très fidèles et dépensent beaucoup d'argent», analyse Dominique Tutt. L'enjeu pour le groupe est donc de renouveler cette clientèle. Pour l'instant, il y parvient, comme l'a montré le succès de la gamme florale auprès des femmes cette année. ■

Publicité en ligne : Criteo perd sa directrice générale

Claudia Cohen

Nommée en 2019, Megan Clarken part en retraite anticipée à un moment clé pour l'adtech française, cotée au Nasdaq.

En ces derniers jours d'été, un vent de changement souffle chez Criteo. Megan Clarken, directrice générale du fleuron de la French Tech depuis 2019, a pris de court ses 3 500 salariés à travers le monde, mais aussi les marchés financiers, en annonçant son départ anticipé à la retraite. «Je me réjouis de passer du temps avec ma famille, et de cueillir les occasions d'enseigner, d'écouter, d'écrire, d'aider

les autres à réaliser leurs rêves», a écrit la dirigeante de 57 ans dans un long message sur LinkedIn. L'Américaine d'origine néo-zélandaise s'est engagée à rester à son poste jusqu'à ce que le conseil d'administration de Criteo parvienne à trouver son successeur.

Cette évolution intervient à un moment clé pour l'adtech, qui tente d'achever sa transition d'entreprise de «recyclage publicitaire», son métier

d'origine, à acteur majeur du «retail media». Ce segment particulièrement dynamique de la publicité en ligne désigne les inventaires et produits publicitaires présents sur les sites marchands des grands commerçants, sur le principe des produits en tête de gondole dans les supermarchés. Cette transformation du modèle économique s'est imposée au fil des années face à la multiplication des réglementations autour de la protection

des données personnelles des internautes et à certaines décisions des géants de la tech comme Google et Apple qui heurtent de plein fouet ses activités.

Le cap du milliard de dollars de recettes nettes franchi

«Megan Clarken a apporté des contributions essentielles à l'entreprise au cours des cinq dernières années», a réagi la présidente du conseil d'administration de Criteo, Rachel Picard. L'an passé, l'entreprise de technologie publicitaire, qui multiplie depuis 2020 les acquisitions de plusieurs centaines de millions de dollars pour accélérer sa diversification, franchissait pour la première fois de son histoire le cap du milliard de dollars de recettes nettes. Après un premier semestre meilleur que prévu, dopé notamment par l'intelligence artificielle (IA) et le commerce en ligne, Criteo a revu à la hausse ses prévisions pour 2024. L'AI Lab de Criteo a notamment développé une plateforme unifiée permettant de connecter directement les annonceurs avec les distributeurs et les éditeurs, utilisée par plus de 2900 marques et 225 revendeurs. Pour stimuler un peu plus la croissance dans la branche du retail media, l'entreprise a récemment détaché un partenariat avec Microsoft Advertising, plateforme de publicité en ligne du géant américain des logiciels.

Malgré de bons résultats, l'atmosphère chez Criteo reste tendue, sous la pression notamment du fonds activiste Petrus Advisers, qui détient 5,5 % de l'entreprise. Ce dernier estime que les liquidités du groupe ne sont pas assez solides, et pousse le conseil d'administration à réaliser de nouveaux rachats d'actions. Petrus Advisers a également remis en question la présence à Paris du siège social de l'entreprise, cotée au Nasdaq. «Dans le conseil d'administration, le poids des Américains équivaut

désormais celui des acteurs historiques français. Et la présence de Megan Clarken au siège social parisien était finalement assez rare», explique un proche de l'entreprise.

Les années de Megan Clarken à la tête de Criteo ont également été synonymes d'investissements massifs afin de contrer le projet Privacy Sandbox de Google, qui menaçait les activités de recyclage publicitaire de l'entreprise. Mais après des mois de rebondissements, Google a finalement annoncé en juillet ne plus vouloir supprimer de son navigateur Chrome les cookies tiers, ces petits traceurs publicitaires qui suivent pas à pas le parcours des internautes sur leurs téléphones ou ordinateurs. Une bonne nouvelle pour Criteo, malgré le fait que l'entreprise ait dépensé de l'argent en recherche de solutions alternatives. «Cela offre une bouffée d'air frais supplémentaire aux adtechs qui ont grimpé en Bourse depuis la nouvelle, glisse un expert du secteur. Même si de nombreuses inquiétudes et incertitudes demeurent.»

Au Nasdaq, Criteo, qui compte Allianz et Bernstein et le fonds norvégien DNB Asset Management parmi ses principaux actionnaires, a bondi de 65 % sur un an. Sa valorisation atteignait mercredi les 2,6 milliards de dollars. «L'action de Criteo est surtout portée par les rumeurs de vente de l'entreprise, qui bruisent ces derniers mois dans la presse américaine... même si la direction n'a jamais souhaité commenter ces spéculations», précise de son côté un analyste financier. Les fusions-acquisitions pleuvent depuis quelques mois dans le secteur des entreprises technologiques publicitaires, après deux années d'hibernation. Selon la banque d'investissement Luma Partners, les opérations au cours du premier semestre 2024 étaient deux fois plus nombreuses qu'il y a un an. ■

LA SÉANCE DU MERCREDI 28 AOÛT

LE CAC												
	JOUR	VAR.	-ABSOL. EUR	-ABS. EUR	SCAPEUR	SI/12	JOUR	VAR.	-ABSOL. EUR	SCAPEUR	SI/12	
ACCOR	37,47	-0,21	37,8	37,35	0,282	+8,29	LMVH	666,2	-0,54	674,1	655,8	0,056
AIR LIQUIDE	167,2	+1,01	167,94	166,1	0,074	-5,06	MICHELIN	35,29	-0,76	35,72	35,29	0,13
ARBUS	140,86	0	142,52	140,78	0,088	+0,77	ORANGE	10,435	+0,53	10,445	10,375	0,132
ARCELORMITTAL SA	21,05	-1,2	21,23	20,94	0,247	-18,01	PERNOD RICARD	128,6	-0,94	128,8	127,3	0,188
AXA	34,31	-0,76	34,43	34,04	0,141	+16,34	PUBLICIS GROUPE SA	98,92	+1,27	99,3	97,7	0,163
BNP PARIBAS ACTA	61,88	-0,18	62,28	61,53	0,104	-1,13	RENAULT	42,84	-0,86	43,29	42,7	0,154
BOUYGUES	32,2	-0,72	32,31	32,02	0,121	-5,63	SAFRAN	197,55	+0,53	198,55	198,55	0,107
CAPGEMINI	185,05	+0,11	186,55	184,85	0,107	-1,96	SANT GOBAIN	77,6	-0,75	78,06	76,98	0,109
CARREFOUR	14,56	-0,34	14,835	14,505	0,157	-12,1	SANOFI	100,98	+0,26	101,3	100,54	+0,77
CREDIT AGRICOLE	13,755	-0,26	13,82	13,725	0,062	+7,03	SCHNEIDER ELECTRIC	226,95	+0,58	230,25	226,45	+0,77
DANONE	62,24	-1,24	62,3	61,62	0,123	-6,07	SOCIETE GENERALE	21,025	+0,07	21,78	21,49	-0,885
DASSAULT SYSTEMES	34,32	-0,03	34,68	34,26	0,046	-22,41	STELLANTIS NV	14,992	-0,16	15,1	14,94	0,069
EDENRED	37,83	-0,37	38,28	37,83	0,12	-30,13	STMICROELECTRONICS	27,765	-0,84	28,275	27,74	0,177
ENGIE	15,725	-0,42	15,755	15,675	0,144	-1,21	TELEPERFORMANCE	105,35	-1,31	106,9	104,75	0,202
ESSILORLUXOTTICA	214,8	-0,66	215,7	213,7	0,058	+18,28	THALES	149,9	+0,6	150,9	148,9	0,064
EUROPINS SCIENT.	52,52	+0,11	52,86	51,98	0,161	-10,95	TOTALENERGIES	62,41	-0,49	62,91	62,8	0,092
HERMES INTL	2122	-0,52	2148	2118	0,043	+10,59	UNIBAIL-RODAMCO-WE	72,4	-0,17	72,72	72,1	0,13
KERING	256,4	-1,18	261,25	256,3	0,183	-35,74	VEOLIA ENVIRON.	29,6	-0,89	29,67	29,41	0,143
L'OREAL	391,4	-0,22	393,75	390,7	0,036	-13,15	VINCI	107,35	+0,66	107,85	107,15	-0,107
LEGRAND	99,22	-0,61	99,96	98,7	0,081	-5,44	VIVENDI SE	10,115	+0,8	10,115	10	0,114

LES DEVISES	MONNAIE	1 EURO=
AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,6407 AUD
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,4982 CAD
GROBRETAGNE	LIVRE STERLING	0,8416 GBP
HONG-KONG	DOLLAR DE HONG-KONG	0,6711 HKD
JAPON	YEN	160,57 JPY
SUISSE	FRANC SUISSE	0,9375 CHF
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,1107 USD
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,394 TND
MAROC	DHIRM	11,03 MAD
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	37,8389 TRY
EYPTIE	LIVRE EGYPTIENNE	54,12 EGP
CHINE	YUAN	7,9253 CNY
INDE	ROUPIE	93,3655 INR
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	149,72 DZD

L'OR	VEILLE	31/12
Lingot 1kg	72 452,54€	+20,52%
Lingot 100g	7 250,15€	+20,48%
Lingot 50g	3 624,08€	+20,44%
Lingot ONCE (31,10g)	2 265,6€	+20,4%
Lingot 10g	735,74€	+20,18%
Lingot 2,5g	191,85€	+19,27%
20F NAPOLÉON	451,05€	+20,53%
20F SUISSE	446,02€	+20,53%
SOUVERAIN	564,24€	+20,53%
KRUGGERAND	2 410,97€	+20,53%
50 PESOS	2 870,75€	+20,53%
10 DOLLARS	1 177,14€	+20,53%
20 DOLLARS	2 354,28€	+20,53%



Accédez au cours instantané

Nicolas de Tavernost : « CMA CGM a l'ambition de constituer un groupe média d'envergure »

Caroline Sallé

Le vice-président de CMA Media, et PDG par intérim de BFM et RMC, dévoile sa feuille de route pour cette rentrée.

Aujourd'hui encore, c'est peut-être le titre d'une émission de M6 qui résume le mieux la situation de Nicolas de Tavernost : « Nouvelle maison pour une nouvelle vie ». En mai dernier, après trente-sept ans passés à la barre du groupe M6, l'emblématique patron de 74 ans effectuait un changement d'adresse. Direction l'armateur CMA CGM, dirigé par l'industriel Rodolphe Saadé, dont l'appétit naissant pour le secteur des médias venait de se traduire de manière retentissante par le rachat d'Altice Media (BFMTV, RMC...) au tycoon des télécoms Patrick Drahi, moyennant 1,5 milliard d'euros.

Ce n'est qu'un début, assure au Figaro Nicolas de Tavernost, le vice-président de la filiale CMA Media, dirigée par Véronique Saadé, qui regroupe l'ensemble des activités de l'armateur dans cette industrie. « Rodolphe Saadé a dit de manière précise qu'il examinerait toutes les opportunités qui se présentent en France comme à l'international. L'ambition est bel et bien de constituer un groupe média d'envergure. »

Aujourd'hui, CMA Media regroupe deux activités. La presse, d'abord, avec La Tribune, La Tribune Dimanche, La Provence, ainsi que Corse Matin. Et l'audiovisuel, ensuite, composé de RMC et BFM - le groupe dispose de la troisième régie publicitaire privée du secteur audiovisuel. Auxquels s'ajoutent des participations dans Brut (15 %) et dans M6, à hauteur d'un peu plus de

10 %. « CMA Media compte plus de 2500 collaborateurs dont plus de 1000 journalistes. Nous sommes déjà l'un des premiers groupes français privés dans le domaine de l'information », souligne Nicolas de Tavernost.

Le projet de Rodolphe Saadé n'est pas circonscrit au seul secteur de l'information. « Nous sommes attentifs à toutes les options, aussi bien dans la production audiovisuelle que le digital et la diffusion, insiste le vice-président de CMA Media. La consolidation est un élément en passe de devenir central dans l'équilibre du paysage audiovisuel. Nous serons très pragmatiques. » Y compris dans le cas où M6 serait de nouveau à vendre, d'ici à 2032, en l'état actuel de la législation ? « La question ne se pose pas actuellement », élude celui qui a toujours milité pour desserrer l'étau réglementaire. « En tout état de cause, il faudra examiner le cadre d'ensemble de cette réglementation de l'audiovisuel, extrêmement complexe dans les enchevêtrements de procédures anticoncentrations : loi des cinq ans sans changement de contrôle d'une chaîne, loi interdisant à un opérateur de détenir plus de 49 % du capital d'une chaîne hertzienne nationale. Il y a une remise à plat nécessaire à faire du corpus législatif et réglementaire français qui arrive à son paroxysme. »

En attendant de pouvoir se développer via une stratégie de croissance externe, « CMA Media a une ambition de croissance interne. BFM, BFM Business, les dix chaînes BFM locales, dont huit sur la TNT, la radio RMC, RMC Story, RMC



« Je retrouve ici l'esprit d'entrepreneur qui animait M6 il y a vingt ans », affirme Nicolas de Tavernost. JULIEN FAURE

Découverte... Ce groupe possède des actifs significatifs et nous examinerons en 2025 un plan de développement afin de les renforcer. » Si CMA Media promet de « continuer à investir », Nicolas de Tavernost, qui a aussi été nommé PDG par intérim de BFM et RMC, ne perd pas de vue la rentabilité du groupe. « La marge est appréciable et restera supérieure à 20 %. »

Les fondamentaux du groupe sont solides, selon le dirigeant. « RMC, qui

séduit chaque jour 3,2 millions d'auditeurs, est la radio la plus jeune avec 51 % de son public âgé entre 13 et 49 ans. » Cet été, sur le digital - la radio n'est pas mesurée l'été -, cette radio officielle des JO de Paris et des Paralympiques qui démarrent a aussi totalisé « plus de 19 millions d'écoutes sur la période des Jeux et 7 millions de podcasts téléchargés ».

Quant à BFMTV, talonnée et même dépassée à plusieurs reprises la saison dernière par CNews, « elle est leader des chaînes d'info sur l'année et sur les deux derniers mois en audience moyenne, rappelle-t-il. Si l'on parle d'audience cumulée, nous attirons chaque jour 12 millions de Français quand nos concurrents en comptabilisent entre 6 et 8 millions. Personne ne peut contester ce leadership. Et nous allons le confirmer, voire le développer, avec une rentrée offensive. » À la tête des avant-soirées, de 18h50 à 20 heures avec « Tout le monde veut savoir », Benjamin Duhamel, qui remplace Yves Calvi sur cette tranche, a par exemple opéré un très bon démarrage avec 523 000 téléspectateurs en moyenne lundi dernier, en hausse de 44 % comparé à l'émission de son prédécesseur.

« BFMTV ne perdra pas son ADN, qui est d'être la chaîne des événements. Elle ne deviendra pas une chaîne d'opinion mais s'intéressera à toutes les opinions »

Faire progresser les audiences ne sera pas synonyme de rupture dans la ligne éditoriale. « BFMTV ne perdra pas son ADN, qui est d'être la chaîne des événements. Elle ne deviendra pas une chaîne d'opinion mais s'intéressera à toutes les opinions. » Parmi les initiatives annoncées, « le développement important des régions », un renforcement de la couverture de l'actualité à l'international, la mise en place de synergies qui se traduiront, notamment, par « la constitution d'un pôle économique autour de BFM Business et La Tribune, avec des offres communes. Ce pôle est voué à devenir leader du secteur en France », déclare Nicolas de Tavernost. Le rapprochement se concrétisera par l'arrivée, « dès le mois de décembre, de la rédaction de La Tribune dans les locaux de BFMTV, à Paris, dans le 15^e arrondissement. De son côté, BFM Marseille devrait rejoindre les locaux de La Provence. Ces deux projets seront soumis aux CSE. »

Autre nouveauté, le lancement, le 25 septembre prochain, de BFM2, « une chaîne 100 % numérique, pensée comme une complémentarité de BFMTV, et qui permettra de retrasmis des événements supplémentaires en direct, comme prochainement les soirées électorales

durant l'élection américaine ». Cet automne, BFM aura un point de vigilance. L'Arcom, qui vient de réattribuer 15 fréquences télé et de faire entrer dans le jeu deux nouveaux acteurs, Daniel Kretinsky et Ouest-France, à la place de C8 et NRJ12, se penchera sur les enjeux de la numérotation. Certains militent activement pour un regroupement des chaînes d'info au sein d'un même bloc. BFMTV est situé sur le canal 15, devant CNews (en 16), LCI (en 26) et Franceinfo (en 27). « Le respect du téléspectateur nécessite de changer le moins possible, sans compter les problèmes d'équité que cela poserait entre diffuseurs. Que certains veuillent profiter de gains d'opportunité, c'est une chose. Mais on serait bien inspiré d'effectuer le minimum de modifications. En tout cas, nous y serons très vigilants », prévient Nicolas de Tavernost.

Au-delà de l'arrivée d'Éric Brunet aux commandes de « Liberté, égalité, Brunet ! », avec Alice Darfeuille, du lundi au jeudi de 20 heures à 22 heures, et de celle d'Yves Thérard, directeur adjoint de la rédaction du Figaro, les vendredis entre 19 heures et 20h30, avec François Gapihan, la chaîne n'a pas vraiment agité le mercato. « Cela prouve bien qu'il y a déjà des incarnations fortes en interne, comme Apolline de Malherbe ou Benjamin Duhamel », balaye-t-il.

S'agissant des changements au sein de l'état-major de la chaîne, les transferts sont en cours. Jean-Philippe Baillet, l'ex-directeur de l'information de Radio France et directeur de Franceinfo, succèdera à Hervé Bérout, en partance pour M6, au poste de directeur général délégué à l'information de RMC BFM « au plus tard le 1^{er} octobre », assure Nicolas de Tavernost. Quant à Fabien Namias, jusqu'alors directeur général adjoint de LCI, qui doit reprendre le poste de directeur général de BFMTV occupé depuis cinq ans par Marc-Olivier Fogiel, aucune date n'est précisée. « Il sera bien là et nous sommes impatientes de l'accueillir. Le plus tôt sera le mieux », confie Nicolas de Tavernost.

Et lui, PDG par intérim de BFM et RMC, compte-t-il céder prochainement ? « J'ai l'habitude des mandats longs, sourit celui qui est resté quasiment quatre décennies à diriger le groupe M6... Et puis j'y prends goût. Je retrouve ici l'esprit d'entrepreneur qui animait M6 il y a vingt ans avec des équipes motivées, cette volonté très forte d'investir de nouveaux territoires, dans les accords avec les réseaux sociaux, les téléviseurs connectés, sur le digital en général... Rodolphe Saadé m'a demandé de poursuivre cette mission au sein de RMC et BFM. Pour le moment, il n'y a pas de terme à l'intérêt », affirme Nicolas de Tavernost. Son projet de livre sur les médias attendra. La retraite aussi. ■

AVANTAGE ABONNÉ

LE SAVIEZ-VOUS ?

Vous avez la possibilité de partager vos avantages numériques avec 4 personnes de votre choix



Pour cela, il vous suffit de renseigner leur adresse mail dans votre espace personnel sur www.lefigaro.fr/client

LE FIGARO
La culture de la liberté depuis 1826